

LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2021

LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2021

REPÈRES 2021

BALANCE DES PAIEMENTS DE LA FRANCE

Un excédent des transactions courantes...

9,0 Mds€

cet excédent, qui suit un déficit historique en 2020, intègre le solde des échanges commerciaux et celui des revenus versés à et perçus de l'étranger



31,0 Mds€

le déficit commercial

41,0 Mds€

la facture énergétique de la France

54,5 Mds€

le solde
des revenus d'investissements

... mais une position extérieure nette qui continue de se dégrader

32,3% du PIB

REPÈRES 2021

la position extérieure négative de la France reflète un stock d'avoirs sur le reste du monde inférieur à celui des engagements



3,0 Mds€

le montant des sorties nettes de capitaux

9,7 Mds€

les entrées nettes des investissements directs en France

48%

la part des titres de dette publique détenue par les investisseurs étrangers qui reste élevée malgré la poursuite des achats nets de la Banque de France dans le cadre des programmes de l'Eurosystème

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	6
1. Le solde des transactions courantes renoue avec un excédent	7
2. Un financement net vers l'étranger est observé en 2021	13
3. La position extérieure nette continue de se dégrader	13
FICHES THÉMATIQUES	16
Fiche n° 1 Services de voyages en 2021 : une reprise en demi-teinte	16
Fiche n° 2 La France, une économie attractive pour les investissements directs étrangers	20
Fiche n° 3 En 2021, le solde des revenus des investissements de portefeuille se dégrade légèrement alors que le déficit de la position extérieure nette se réduit	24
Fiche n° 4 L'excédent des services financiers progresse depuis le Brexit	28
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2020 ET 2021 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	32
ANNEXES	36
A1 Glossaire	36
A2 Définition des zones géographiques	41
A3 Balance des paiements – révisions des données 2019 et 2020	42
A4 Position extérieure – révisions des données 2019 et 2020	44

Des tableaux statistiques complémentaires sont disponibles sur le site Internet de la Banque de France à l'adresse suivante :
<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-francedonnees-annuelles>

Avertissement : En raison des écarts d'arrondis dans les tableaux et graphiques présentés dans ce rapport, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total de ses composantes.

VUE D'ENSEMBLE

Chiffres 2021

› **9,0 Mds€**
L'excédent des transactions courantes

› **36,4 Mds€**
L'excédent des échanges de services

› **92,5 Mds€**
La dégradation de la position extérieure nette

Dans un contexte de normalisation progressive de la situation économique à la suite du choc sanitaire, **le solde des transactions courantes affiche un excédent de 9 milliards d'euros** (après un déficit de 41,5 milliards en 2020 et un excédent de 12,5 milliards en 2019), le déficit commercial étant plus que compensé par l'excédent des revenus primaires et des services.

- Le déficit des échanges de biens continue de se creuser, principalement sous l'effet de la hausse de la facture énergétique.
- L'excédent des échanges de services se redresse, en particulier grâce aux services de transport. L'excédent des échanges touristiques reste atone dans un contexte de reprise partielle des recettes et des dépenses.
- Les revenus progressent fortement, en particulier les revenus d'investissements directs, à la suite de la reprise économique générale qui a engendré une hausse notable des bénéfices et des dividendes.

Le **compte financier se solde par des sorties nettes de capitaux de 3 milliards d'euros**, en lien avec l'amélioration du solde des transactions courantes. Les sorties nettes de capitaux observées pour les produits financiers dérivés et les avoirs de réserve sont en partie compensées par des entrées nettes d'investissements directs et d'investissements de portefeuille.

La position extérieure nette (PEN) se dégrade néanmoins de 92,5 milliards d'euros pour atteindre – 32,3 % du PIB, contre – 30,8 % en 2020, principalement sous l'effet de la hausse des cours boursiers. Toutefois, la méthode de valorisation choisie pour les investissements directs minore nettement le niveau comme l'évolution de la PEN.

1. Le solde des transactions courantes renoue avec un excédent

Le solde des transactions courantes de 2021 s'établit à + 9 milliards d'euros, après un déficit de 41,5 milliards en 2020, dans un contexte de hausse des revenus d'investissements et d'une reprise des échanges économiques¹. L'amélioration observée cette année provient des échanges de services, dont l'excédent atteint 36,4 milliards, et des revenus, avec un solde positif de 81,7 milliards. De son côté, le déficit des échanges de biens se creuse à 67,4 milliards.

Sur une plus longue période, le solde des transactions courantes est resté négatif depuis 2007 à l'exception de 2019 où l'excédent avait atteint 12,5 milliards d'euros soit 0,5 % du PIB, contre 0,4 % en 2021.

1.1 Le déficit commercial demeure important

Le déficit commercial issu des échanges de biens et de services s'allège en 2021 pour atteindre 31 milliards d'euros, après 40,4 milliards en 2020. Il reste toutefois élevé au regard des résultats observés sur les dix dernières années. Les exportations et les importations ont quasiment retrouvé en valeur leur niveau d'avant-crise alors qu'elles avaient baissé de près de 16 % en 2020.

T1 Principaux soldes des transactions courantes (en milliards d'euros)

	2020	2021	Évolution 2021/2020
Transactions courantes	- 41,5	9,0	50,5
(en % du PIB)	- 1,8	0,4	2,2
Biens^{a)}	- 59,1	- 67,4	- 8,3
Biens hors énergie	- 35,2	- 26,4	8,8
Énergie	- 23,9	- 41,0	- 17,1
Services	18,7	36,4	17,7
Voyages	4,2	5,1	0,9
Autres services	14,5	31,3	16,8
Revenus^{b)}	- 1,1	40,0	41,0
Revenus primaires	42,1	81,7	39,6
Revenus secondaires	- 43,2	- 41,7	1,5

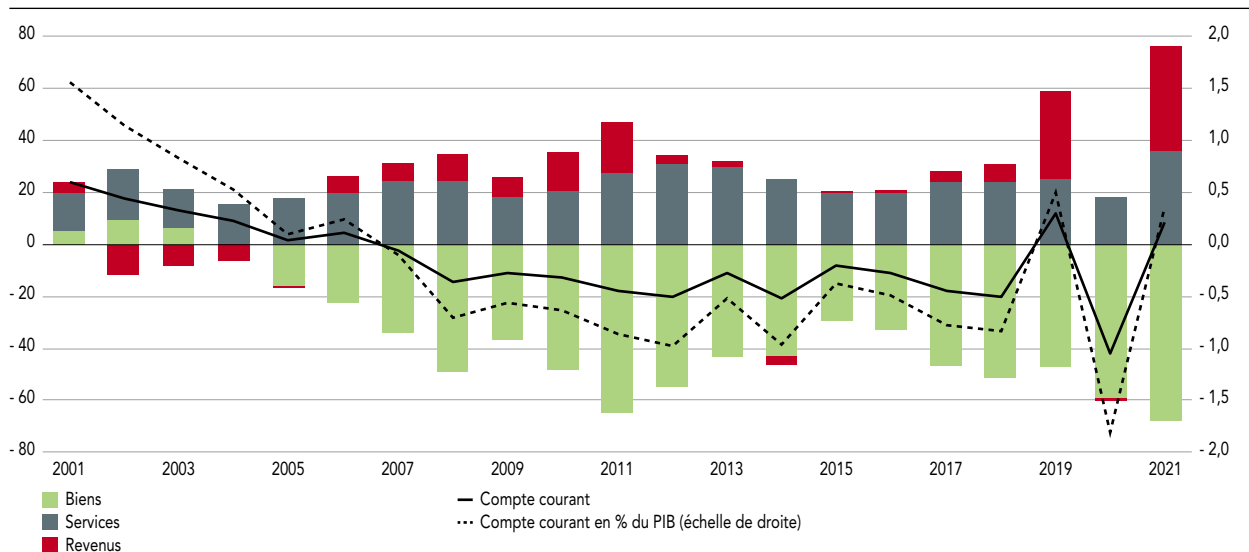
a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques internationales pour l'établissement de la balance des paiements.

b) Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes et internationales, envois de fonds des travailleurs, etc.). À noter, les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires.

Source : Banque de France.

1 En pourcentage du produit intérieur brut, le solde des transactions courantes atteint + 0,4 % en 2021, contre - 1,8 % en 2020 et + 0,5 % en 2019.

G1 Solde des transactions courantes et ses composantes (en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

T2 Exportations et importations de biens et de services (en milliards d'euros et en %)

	2020	2021
Biens		
Exportations	441,3	524,8
Croissance en %	- 17,2	18,9
Importations	500,4	592,2
Croissance en %	- 13,7	18,3
Services		
Exportations	215,4	254,8
Croissance en %	- 18,5	18,3
Importations	196,7	218,3
Croissance en %	- 17,5	11,0

Source : Banque de France.

1.2 Le déficit des échanges de biens se creuse de nouveau

Le déficit des échanges de biens continue de se dégrader pour atteindre 67,4 milliards d'euros, après 59,1 milliards en 2020. Le déficit des échanges douaniers atteint 84,7 milliards, contre 64,7 milliards en 2020. La facture énergétique explique pour l'essentiel cette évolution : le déficit s'élève à 43,1 milliards en données CAF-FAB², en hausse de 18 milliards sur une année. Ce mouvement est accentué par l'accroissement du déficit des équipements mécaniques. Cependant, les échanges de biens qui ne sont pas enregistrés par la direction générale des Douanes et des Droits indirects compensent en partie cette dégradation. Regroupés au sein de la rubrique « Corrections et ajustements », ils affichent un solde positif de 9,2 milliards, après 1,5 milliard en 2020 et 3,1 milliards en 2019.

T3 Soldes des échanges de biens (en milliards d'euros)

	2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	441,3	500,4	- 59,1	524,8	592,2	- 67,4
Marchandises	434,6	500,4	- 65,8	513,4	592,2	- 78,8
Données douanières	428,2	492,9	- 64,7	500,9	585,6	- 84,7
Corrections et ajustements	5,8	4,3	1,5	11,8	2,6	9,2
Soutage et avitaillement	0,6	3,2	- 2,6	0,8	4,0	- 3,2
Négoce international	6,6		6,6	11,3		11,3
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 48,1		- 48,1	- 58,5		- 58,5
Négoce (biens revendus – exportations)	54,7		54,7	69,9		69,9

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

T4 Échanges de marchandises par type de produit (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau sur les biens et services) (en milliards d'euros et en %)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2021	Variation 2021/2020 (en %)	Montant en 2021	Variation 2021/2020 (en %)	Montant en 2021	Variation 2021/2020 (en milliards d'euros)
Échanges de marchandises FAB-FAB	500,9	17,0	585,6	18,8	- 84,7	- 20,0
Échanges de marchandises CAF-FAB^{a)}	487,5	16,6	595,5	19,2	- 107,9	- 26,4
dont :						
<i>Secteurs agricole et agroalimentaire</i>	<i>70,0</i>	<i>12,8</i>	<i>62,0</i>	<i>10,8</i>	<i>8,0</i>	<i>1,9</i>
<i>Produits énergétiques</i>	<i>22,3</i>	<i>83,0</i>	<i>65,4</i>	<i>75,2</i>	<i>- 43,1</i>	<i>- 18,0</i>
<i>Équipements mécaniques, électriques et informatiques</i>	<i>92,5</i>	<i>14,7</i>	<i>132,0</i>	<i>16,2</i>	<i>- 39,6</i>	<i>- 6,6</i>
<i>Matériels de transport</i>	<i>84,9</i>	<i>7,7</i>	<i>85,9</i>	<i>7,9</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 0,2</i>
<i>Autres produits industriels</i>	<i>214,3</i>	<i>17,9</i>	<i>246,5</i>	<i>17,2</i>	<i>- 32,3</i>	<i>- 3,8</i>

a) Hors matériel militaire.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

Le soutage et l'avitaillement, qui recouvrent les achats de biens dans les ports et les aéroports à l'étranger par les transporteurs résidents et en France par les transporteurs non résidents, présentent un déficit de 3,2 milliards d'euros, en faible évolution par rapport à 2020, après un déficit de 2,2 milliards en 2019.

Enfin, le solde du négoce international progresse pour atteindre 11,3 milliards d'euros, après 6,6 milliards en 2020, à la faveur d'une amélioration générale du climat économique dans le courant de l'année 2021. L'excédent, qui s'était fortement redressé à partir de 2011, reste toutefois en retrait par rapport à la période pré-Covid.

1.3 L'excédent des services atteint un niveau exceptionnellement élevé

Le solde des échanges de services augmente fortement à 36,4 milliards d'euros, après 18,7 milliards en 2020, ce qui constitue le meilleur résultat sur les vingt dernières années. Légèrement en retrait, en moyenne, par rapport à leurs niveaux d'avant-crise (- 3,5 % pour les exportations et - 8,5 % pour les importations), les échanges de services ont progressé nettement en cours d'année (après une baisse de 18 % en 2020).

Les services de voyages affichent un excédent de 5,1 milliards d'euros, en hausse d'environ 1 milliard par rapport à 2020. La crise sanitaire a brutalement réduit l'excédent des échanges de voyages en 2020 alors qu'il s'était déjà contracté depuis le point haut de 2012. Le tourisme intra-européen domine l'activité de ce secteur depuis le démarrage de la crise sanitaire : les touristes originaires des pays lointains sont en effet restés pour l'essentiel absents du marché français tandis que les touristes français ont privilégié la France ou des destinations proches. Un retour partiel vers une situation plus normale est observé au cours du second semestre de l'année³.

Les services de transport enregistrent un surplus exceptionnel de 16,5 milliards d'euros, premier excédent depuis plus de vingt ans de ce poste des transactions courantes qui affichait généralement des déficits annuels de plusieurs milliards. La composante maritime explique en particulier ce résultat très inhabituel puisqu'elle est à l'origine à elle seule d'un excédent de 21,4 milliards (+ 16,4 milliards par rapport à 2020, année marquée par l'amorce de cette hausse⁴). Celle-ci résulte de la conjonction de la présence sur le territoire national d'un leader mondial du transport maritime de conteneurs – qui a bénéficié de la très forte hausse du tarif du fret maritime à la suite de la crise sanitaire et de la désorganisation du marché – et d'un coût de transport des importations en moindre progression. Le solde des autres modes de transport reste plutôt étale avec, en général, un déficit annuel de plusieurs milliards (7 milliards en moyenne sur les dix dernières années).

Le solde des échanges des autres services (hors voyages et transports) évolue peu. Il enregistre un excédent de 14,9 milliards d'euros, après 15,2 milliards en 2020. Les échanges de services d'assurance se distinguent toutefois avec un déficit qui se creuse à près de 4 milliards, contre 0,6 milliard en 2020, à la suite de la signature de plusieurs gros contrats passés à des compagnies non résidentes par des entreprises françaises. Cette dégradation est compensée par des améliorations sur quelques autres postes, en particulier sur les services techniques aux entreprises dont l'excédent atteint 8,7 milliards, en hausse de 1,9 milliard par rapport à 2020, en raison d'exportations plus dynamiques (+ 11 %) que les importations (+ 8 %).

T5 Soldes des échanges de services (en milliards d'euros)

	2020	2021
Services	18,7	36,4
Transports	- 0,7	16,5
Voyages	4,2	5,1
Autres services ^{a)}	15,2	14,9

a) Cf. détails dans le tableau statistique 1.7 « Autres services » consultable sur l'Internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

2 Les marchandises générales sont évaluées à la frontière douanière de l'économie exportatrice initiale (« franco à bord » – FAB), que ce soit pour les importations ou les exportations (FAB-FAB). En revanche, les données douanières ventilées par type de produit incluent les coûts d'assurance et d'acheminement à la frontière du pays importateur (« coût assurance et fret » – CAF) pour les importations (CAF-FAB).

3 Cf. fiche thématique n° 1 associée au présent rapport annuel « Services de voyages en 2021 : une reprise en demi-teinte ».

4 Cf. fiche thématique n° 4 du Rapport annuel 2020 de la balance des paiements « Les services de transport en balance des paiements en 2020 ».

T6 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2021 (selon l'origine, en milliards d'euros)

	Exportations	Importations	Soldes
Allemagne	96,2	113,2	- 17,0
Belgique	57,6	55,7	1,9
Pays-Bas	35,1	40,1	- 5,1
Italie	51,1	55,9	- 4,8
Espagne	42,7	55,3	- 12,6
Zone euro	338,4	384,9	- 46,5
Union européenne	386,1	437,7	- 51,6
Royaume-Uni	58,8	48,8	10,1
États-Unis	71,8	57,1	14,7
Suisse	28,7	23,6	5,1
Chine	42,0	64,0	- 22,0
Japon	10,3	10,0	0,3
Brésil	4,8	3,8	1,0
Russie	13,3	10,3	3,0
Inde	12,7	8,6	4,1
Monde	779,6	810,6	- 31,0

Source : Banque de France.

1.4 La Chine reste le premier déficit commercial de la France

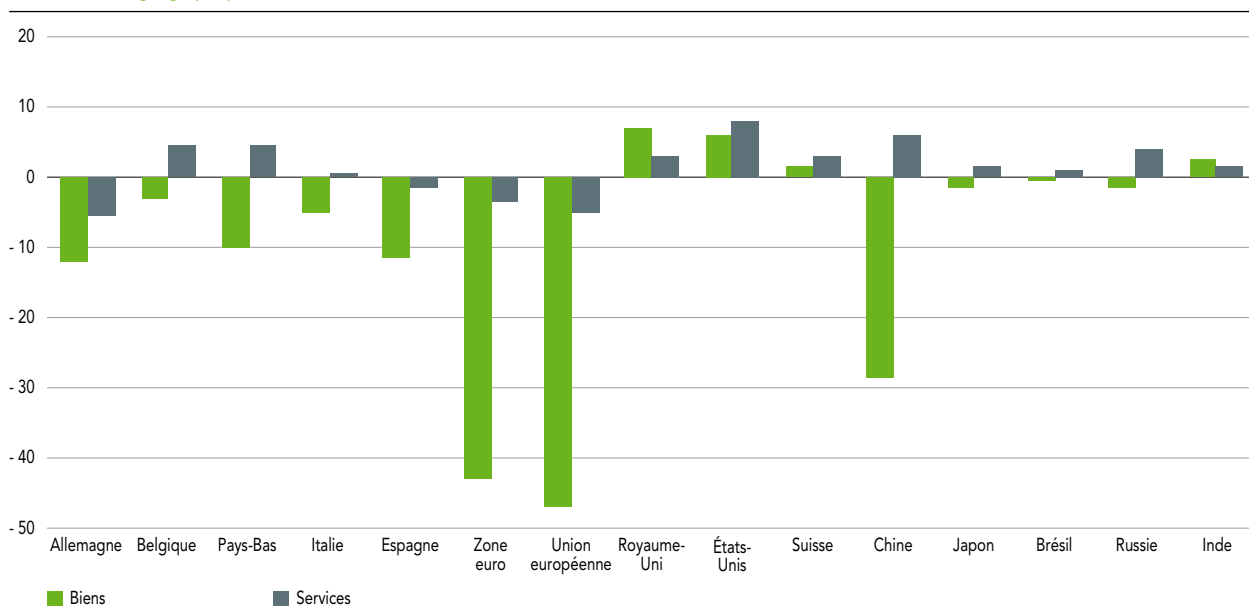
L'analyse des soldes commerciaux bilatéraux (échanges de biens et de services) montre que la Chine représente toujours le premier déficit commercial bilatéral de la France avec 22 milliards d'euros, après 28,1 milliards en 2020 dans un contexte de très forte hausse des exportations et des importations, de respectivement 16 % et 19 % par rapport à 2019.

Hors Union européenne, la France enregistre de solides excédents avec trois pays : les États-Unis (surplus de 14,7 milliards), le Royaume-Uni (10,1 milliards) et la Suisse (5,1 milliards).

Au sein de la zone euro, l'évolution la plus notable porte sur les échanges avec l'Allemagne qui affichent un déficit de 17 milliards d'euros, après 19,4 milliards en 2020 et 26,2 milliards en 2019. Le déficit commercial de la France vis-à-vis de la zone euro reste relativement stable (46,5 milliards en 2021, 43,5 milliards en 2020 et 42,3 milliards en 2019).

Concernant les échanges avec les pays hors zone euro, l'excédent commercial ne se réduit que légèrement de 2019 à 2021 (respectivement 20,9 milliards et 15,5 milliards d'euros). Les exportations comme les importations restent inférieures à leur niveau pré-Covid : respectivement de 3,5 % et 2,4 % en 2021 par rapport à 2019.

G2 Ventilation géographique des soldes des biens et services en 2021 (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

1.5 Les revenus primaires nets progressent fortement

Après une chute très importante en 2020 liée à la crise sanitaire, les revenus primaires sont dans l'ensemble en forte hausse en 2021. Le solde des revenus primaires atteint ainsi 81,7 milliards d'euros, après 42,1 milliards en 2020 et dépasse l'excédent de 77,3 milliards observé en 2019.

Le solde des revenus des travailleurs frontaliers gagne près de 2 milliards à 25,5 milliards d'euros sous l'effet de la reprise de l'activité économique dans les pays frontaliers de la France. En 2021, près de 400 000 salariés traversent les frontières régulièrement pour travailler en Suisse, au Luxembourg, en Allemagne et en Belgique.

Mais pour l'essentiel, l'amélioration des revenus primaires trouve son origine dans les revenus des investissements et plus particulièrement les revenus des investissements directs qui profitent de la hausse des bénéfices et des dividendes dans le monde.

Le solde des revenus d'investissements directs atteint ainsi 59,5 milliards d'euros, soit une hausse de près de 35,6 milliards par rapport au point bas de 2020, très affecté par la crise sanitaire. L'amélioration du solde en 2021 résulte des performances des investissements à l'étranger qui engendrent des recettes de 103,8 milliards, après 50,4 milliards en 2020. Dans le même temps, les investissements étrangers en France progressent également, mais un peu moins vite, avec des paiements de revenus de 44,3 milliards, contre 26,6 milliards en 2020.

Les résultats nets courants des entreprises multinationales ont en effet fortement progressé en raison du rebond

post-Covid. L'excellente performance relative du CAC 40 en 2021 (+ 28 %), meilleure que celle de la plupart des autres places boursières (+ 14 % pour le Footsie, + 16 % pour le DAX, + 22 % pour le Stoxx ou + 18 % pour le Dow Jones), témoigne du meilleur rendement apparent des investissements français à l'étranger, qui reste supérieur à celui des investissements étrangers en France.

Le solde des revenus de portefeuille se creuse légèrement avec un déficit de 11,8 milliards d'euros, après 10,6 milliards en 2020. Il se situe cependant à un niveau un peu moins dégradé que celui observé entre 2012 et 2019. La baisse du déficit constatée par rapport à 2019 s'explique par la diminution des taux apparents sur les titres de dette qui constituent une large part des encours, notamment des engagements, et correspond à une diminution des revenus sur les placements moins forte que celle des revenus payés sur les engagements⁵.

Les revenus des autres investissements affichent un solde positif de 5,9 milliards d'euros, en hausse par rapport à 2020. Les avoirs de réserve produisent un revenu net de 0,9 milliard comme en 2020.

Le solde des autres revenus primaires, composés essentiellement de revenus des administrations publiques (taxes et subventions portant sur les importations, les exportations ou la production) passe de 2,5 milliards d'euros en 2020 à 1,7 milliard en 2021.

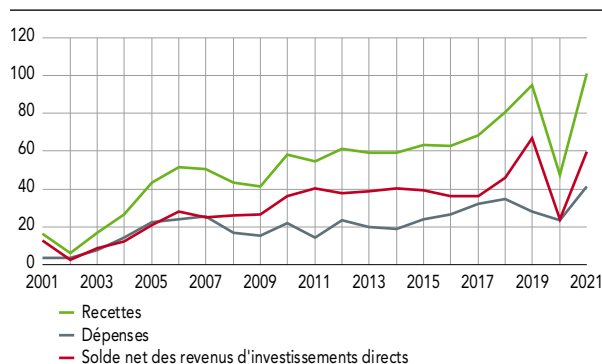
⁵ Cf. fiche thématique n° 3 associée au présent rapport annuel « Le solde des revenus des investissements de portefeuille se dégrade légèrement alors que le déficit de la position extérieure se réduit ».

T7 Soldes des revenus primaires (en milliards d'euros)

	2020	2021
Rémunération des salariés	23,7	25,5
Revenus d'investissements	15,9	54,5
Revenus d'investissements directs	23,9	59,5
Revenus d'investissements de portefeuille	- 10,6	- 11,8
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	1,6	5,9
Revenus des avoirs de réserve	0,9	0,9
Autres revenus primaires	2,5	1,7
Total	42,1	81,7

Source : Banque de France.

G3 Évolution des revenus d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T8 Soldes des revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2020	2021
Revenus secondaires des administrations publiques	- 32,0	- 30,1
Prestations sociales	- 7,3	- 7,4
Coopération internationale	- 6,2	0,3
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 23,7	- 26,8
Autres transferts des administrations publiques	5,3	3,8
Revenus secondaires des autres secteurs	- 11,2	- 11,6
dont envois de fonds des travailleurs	- 11,4	- 12,0
Total	- 43,2	- 41,7

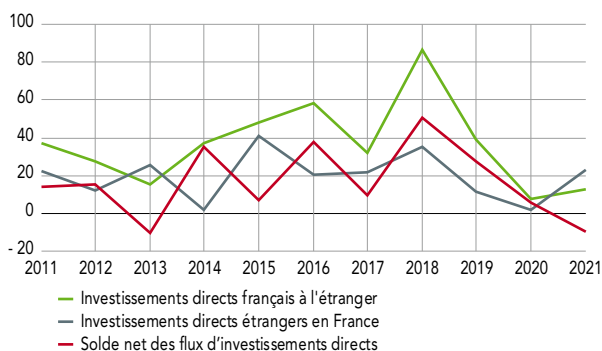
Source : Banque de France.

T9 Compte financier (en milliards d'euros)

	2020	2021
Compte financier	- 54,3	3,0
Avoirs	530,6	432,0
Engagements	584,9	429,0
Investissements directs	5,5	- 9,7
Français à l'étranger	7,4	13,1
Étrangers en France	1,9	22,8
Investissements de portefeuille	- 33,1	- 5,3
Avoirs	141,2	98,8
Engagements	174,3	104,1
Instruments financiers dérivés	- 23,8	17,8
Avoirs	137,0	129,7
Engagements	160,8	112,0
Autres investissements	- 6,8	- 22,6
Avoirs	241,0	167,6
Engagements	247,8	190,1
Avoirs de réserve	4,0	22,8

Source : Banque de France.

G4 Flux d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

1.6 Le déficit des revenus secondaires se réduit légèrement

Les revenus secondaires retracent, entre autres, les opérations sur les impôts sur le revenu, les cotisations, les primes et indemnités d'assurance et la contribution au budget européen au titre de la quatrième ressource. Leur déficit se réduit légèrement à 41,7 milliards d'euros, après 43,2 milliards en 2020.

Le déficit des revenus secondaires des administrations publiques revient à 30,1 milliards d'euros, après 32 milliards en 2020. Ce mouvement résulte de deux opérations importantes qui se compensent partiellement : d'une part, des subventions reçues par la France dans le cadre du plan de relance européen (enregistrées en autres transferts pour près de 7 milliards et en transferts en capital pour 10 milliards, selon les recommandations d'Eurostat) et, d'autre part, la hausse de la contribution de la France au budget européen dans le cadre du financement des déchets d'emballages plastiques non recyclés (3,3 milliards).

Pour les autres secteurs, le déficit reste relativement stable à 11,6 milliards d'euros avec quelques mouvements qui se compensent. Les envois nets de fonds des travailleurs atteignent 12 milliards, contre 11,4 milliards en 2020 et 11,6 milliards en 2019.

1.7 Le compte de capital se redresse fortement

Le compte de capital retrace les opérations relatives aux actifs non financiers non produits et aux transferts en capital entre résidents et non-résidents. En 2021, la France a bénéficié d'une subvention européenne dans le cadre du plan de relance coordonné⁵ enregistrée pour 10 milliards d'euros, qui explique l'essentiel du solde positif de 11,7 milliards alors que le solde s'approchait de 2 milliards au cours des trois dernières années (cf. présentation détaillée, année 2021).

2. Un financement net vers l'étranger est observé en 2021

Le compte financier enregistre des sorties nettes de capitaux⁷ de 3 milliards d'euros, après des entrées nettes de 54,3 milliards en 2020. Le flux de placements à l'étranger recule par rapport à 2020 et atteint 432 milliards, après 530,6 milliards. Le flux de financements diminue également pour s'élever à 429 milliards, contre 584,9 milliards en 2020.

2.1 Les investissements directs enregistrent des entrées nettes de capitaux

Le solde des investissements directs affiche des entrées nettes de capitaux de 9,7 milliards d'euros. Loin d'être courant, ce résultat n'a été observé sur les vingt dernières années qu'en 2013 pour un montant de 10,5 milliards. Les investissements français à l'étranger reculent sensiblement par rapport aux années précédentes : ils atteignent 13,1 milliards, après 7,4 milliards en 2020. De leur côté, les investissements étrangers en France progressent pour s'élever à 22,8 milliards, après 1,9 milliard en 2020. Cette forte reprise des investissements entrants traduit pour partie le retour d'opérations d'investissements d'envergure⁸. Les opérations en capitaux propres (capital social et bénéfices réinvestis) enregistrent des entrées nettes de capitaux de 18,8 milliards, après 11,6 milliards en 2020, principalement sous l'effet des opérations en capital social. Les financements intragroupe sous forme de prêts affichent des sorties nettes de capitaux de 9,1 milliards, après 17,2 milliards en 2020, ce qui constitue une situation habituelle depuis 2013 à l'exception de 2018.

2.2 Les entrées nettes d'investissements de portefeuille affichent un faible niveau

Les investissements de portefeuille enregistrent de faibles entrées nettes de capitaux, à 5,3 milliards d'euros, après 33,1 milliards en 2020 et 62,9 milliards en 2019. Les investissements sortants s'établissent à 98,8 milliards, après 141,2 milliards en 2020. Ils se répartissent sur les différents supports disponibles avec une préférence pour les titres de dette. Ainsi, si les investissements en actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC) atteignent 40,3 milliards en 2021, après 47,4 milliards en 2020, les titres de dette attirent 58,4 milliards, après 93,8 milliards en 2020.

Du côté des financements entrants, les investissements atteignent 104,1 milliards d'euros, après 174,3 milliards en 2020. Les actions et titres d'OPC connaissent un regain d'intérêt avec 49,2 milliards de placements, après 5,5 milliards en 2020. Du côté des titres de dette de long terme, les flux d'investissements restent importants avec 73 milliards, après

98,6 milliards. En revanche, les titres de dette de court terme font l'objet d'un désinvestissement de 18,2 milliards, après un flux d'investissement de 70,3 milliards en 2020.

2.3 Les soldes des instruments financiers dérivés et des autres investissements se compensent globalement

Le solde des instruments financiers dérivés affiche des sorties nettes de capitaux de 17,8 milliards d'euros, après des entrées nettes de 23,8 milliards, principalement sous l'effet d'un flux d'entrée moins dynamique.

Le solde des autres investissements, essentiellement composé des prêts-emprunts des banques, s'établit à – 22,6 milliards d'euros, après – 6,8 milliards en 2020. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de flux entrants et sortants sensiblement moins importants qu'en 2020.

Les flux nets en avois de réserve progressent de 22,8 milliards d'euros, principalement sous l'effet de l'allocation exceptionnelle de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international enregistrée en août 2021 (23,3 milliards).

3. La position extérieure nette continue de se dégrader

Fin 2021, la position extérieure nette de la France atteint – 801,9 milliards d'euros soit – 32,3 % du PIB, représentant une dégradation de 92,5 milliards d'euros sur un an. En effet, bien que les transactions courantes et le compte de capital dégagent un surplus de 20,7 milliards, d'autres éléments interviennent pour influencer l'évolution de la position. La dépréciation de l'euro a amélioré la position nette de 19 milliards sur un an. En revanche, la revalorisation des cours boursiers l'a pénalisée à hauteur de 86,7 milliards⁹. Enfin, les reclassifications d'investissements et les ajustements pour erreurs de mesure ont aussi pesé sur la position pour 45,6 milliards.

6 La France devrait recevoir à terme près de 40 milliards d'euros de subventions.

7 En balance des paiements, les flux financiers sont présentés selon le principe avoirs/engagements. Un solde négatif correspond à des entrées nettes de capitaux, dont le montant finance un déficit des transactions courantes et du compte de capital. Les entrées nettes de capitaux sont alimentées par les hausses des engagements vis-à-vis du

reste du monde et par les baisses des avoirs sur le reste du monde.

8 Cf. fiche thématique n° 2 associée au présent rapport annuel « La France, une économie attractive pour les investissements directs étrangers ».

9 On observe pour les investissements directs et les investissements de portefeuille une revalorisation des engagements plus importante que celle des avoirs.

T10 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2020 et fin 2021

(en milliards d'euros et en % du PIB)

	Montant	En % du PIB
Position nette à fin 2020	- 709,4	- 30,8
Variation imputable aux transactions courantes et compte de capital	20,7	0,8
Variation de change	19,0	0,8
Variation boursière	- 86,7	- 3,5
Autres variations	- 45,6	- 1,8
Variation imputable à l'évolution du PIB		2,2
Position nette à fin 2021	- 801,9	- 32,3

Source : Banque de France.

T11 Position extérieure de la France à fin 2021

(en milliards d'euros et en % du PIB)

Investissements directs (valeur mixte) ^{a)}	437,0
Français à l'étranger	1 282,9
Étrangers en France	845,9
Investissements de portefeuille	- 1 035,2
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2 909,3
Engagements (non résidents sur titres français)	3 944,4
Instrument financiers dérivés	- 113,1
Prêts et emprunts	- 306,5
Avoirs de réserve	215,9
Position extérieure nette	- 801,9
En % du PIB	- 32,3
Dettes extérieures nettes hors avoirs de réserve	- 1 227,5
En % du PIB	- 49,4

a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.

Source : Banque de France.

T12 Position extérieure nette en 2021 par secteur

(en milliards d'euros)

Position extérieure nette	- 801,9
Banque de France	216
Administrations publiques	- 1 298
Banques	- 442
Autres secteurs	722

Source : Banque de France.

L'analyse de la position par support d'investissement montre que les investissements directs s'élevaient à 437 milliards d'euros d'avoirs nets, dont 406,2 milliards sous forme de capitaux propres.

Les investissements de portefeuille enregistrent une situation nette négative de 1 035,2 milliards d'euros. Les actions et titres d'OPC représentent - 133,6 milliards et les titres de dette (essentiellement de la dette à long terme) - 901,5 milliards.

Les prêts et emprunts contribuent à hauteur de - 306,5 milliards d'euros à la position nette.

La décomposition de la position nette par secteur institutionnel souligne la prédominance des titres souverains émis par des administrations publiques dans le financement extérieur de la France avec un financement net de la dette publique française par les non-résidents de 1 298 milliards d'euros.

La dette extérieure nette (hors avoirs de réserve) atteint 1 227,5 milliards d'euros fin 2021, en faible hausse par rapport à 2020. Cette dette nette est principalement libellée en euros, à hauteur de 75 %, soit 923,2 milliards et en dollars américains pour 29 %. La France détient des avoirs nets en yens à hauteur de 11 % soit 131 milliards.

T13 Dette extérieure nette, ventilation par devise hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2020	2021
Dettes extérieures nettes hors avoirs de réserve	1 215,0	1 227,5
Euro	946,8	923,2
Dollar US	391,4	359,9
Yen	- 155,1	- 131,0
Livre sterling	73,0	84,2
Yuan	1,5	4,6
Autres monnaies	- 42,5	- 13,3

Source : Banque de France.

La position extérieure : la question de la valorisation des investissements directs

La position extérieure d'un pays permet de mesurer la taille des actifs qu'il détient à l'étranger ainsi que ses dettes et engagements vis-à-vis du reste du monde. La position extérieure nette (PEN) représente la différence entre les avoirs et les engagements et dresse donc le bilan de la situation patrimoniale du pays vis-à-vis du reste du monde. La position extérieure se ventile selon ses supports fonctionnels (investissements directs ou de portefeuille, produits financiers dérivés, prêts et dépôts et avoirs de réserve) ou par secteur institutionnel (administrations publiques, autorités monétaires, banques et autres).

L'évolution de la position nette d'un pays au cours du temps dépend d'abord de l'évolution du solde des transactions courantes de ce pays. Par exemple, un solde négatif dégrade la position nette, car il correspond à un besoin supplémentaire de financement de ce pays. Mais il ne s'agit pas de la seule source d'évolution. En effet, les transactions financières se traduisent par des positions de stock qui sont exposées à des variations de prix notamment sur des taux de change et des prix de marché.

La construction de la position extérieure pose des questions méthodologiques, en particulier en matière de valorisation des stocks et de rapprochement avec les flux financiers enregistrés dans la balance des paiements. La variation des taux de change et des prix de marché des supports d'investissements doit ainsi être prise en compte, car la mesure en valeur de marché est une recommandation générale de l'ensemble des manuels méthodologiques utilisés dans ce domaine statistique ¹.

Toutefois, la très grande majorité des investissements directs en capital est réalisée dans des entreprises qui ne sont pas cotées sur une bourse de valeur. Pour faciliter les comparaisons internationales, la plupart des pays utilisent alors la valeur comptable des investissements

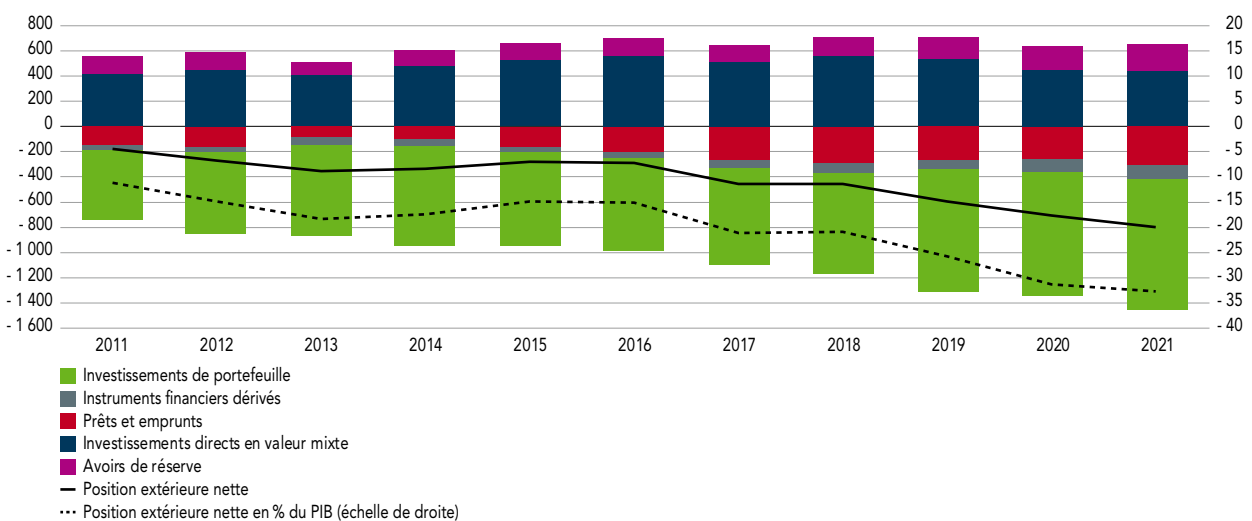
comme approximation de la valeur de marché pour le calcul de leur position extérieure.

Cette information est issue du passif des bilans des entreprises qui font l'objet d'un investissement direct, en accord avec les manuels méthodologiques en vigueur comme le *Manuel de la balance des paiements*. Toutefois, elle peut avoir un impact important sur la mesure de la position d'un pays suivant l'importance des investissements directs, car la valeur comptable est généralement inférieure à la valeur de marché. C'est le cas particulièrement pour la France qui valorise, en régime courant, les investissements directs non cotés à leur valeur comptable dans la balance des paiements. Comme le stock d'investissements sortants est beaucoup plus élevé que le stock des investissements entrants (cf. *supra*), la position extérieure nette de la France est ainsi mécaniquement minorée et cette minoration s'accroît avec la hausse des prix des actions. À titre d'illustration, la valorisation des investissements directs étrangers et à l'étranger aux prix de marché utilisés par les comptes financiers, est supérieure de plus de 300 milliards d'euros à celle de la PEN en valeur comptable.

Conscientes d'une certaine hétérogénéité des pratiques qui peut nuire à la lisibilité des statistiques et aux comparaisons internationales, les instances européennes, en coopération avec les États membres, ont rouvert ce dossier en 2020, et des conclusions et des orientations clarifiées sont attendues courant 2022. Au-delà du périmètre européen, des réflexions sont également menées dans le cadre de la révision en cours des manuels des statistiques des comptes macroéconomiques.

¹ Par exemple la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (BPM6)* du Fonds monétaire international.

G5 Position extérieure nette de la France sur longue période (en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

FICHES THÉMATIQUES

FICHE N° 1

SERVICES DE VOYAGES EN 2021 : UNE REPRISE EN DEMI-TEINTE

Les mesures adoptées pour contenir la pandémie de Covid-19 ont fortement réduit les recettes et dépenses de voyages (transports, hébergement, restauration et attractions touristiques). En 2021, le développement de la vaccination et la mise en œuvre du passe sanitaire ont favorisé une certaine reprise. Néanmoins, même après la levée des différentes mesures de confinement au second semestre, les recettes et dépenses de voyages n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise. En particulier, la baisse de la fréquentation des visiteurs de provenance lointaine perdure et le tourisme d'affaires semble durablement affaibli. Au total, ces évolutions ont permis à l'excédent des services de voyages d'atteindre 5,1 milliards d'euros en 2021, contre 4,2 milliards en 2020, ce qui reste toutefois très loin de l'excédent de 11,6 milliards enregistré en 2019.

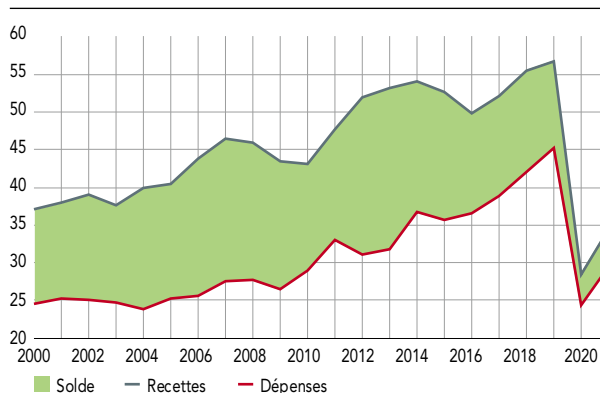
1. Les voyages retrouvent un peu de tonus en 2021

Après une chute historique en 2020, de respectivement – 49,8 % pour les exportations et – 46,1 % pour les importations, les échanges de voyages ont rebondi en 2021 (cf. graphique 1). Sur l'ensemble de l'année 2021, les exportations de voyages (dépenses des non-résidents en France) ont augmenté de 21,0 % par rapport à 2020, et atteignent 34,5 milliards d'euros. Dans le même temps, les importations (dépenses des résidents français à l'étranger) ont également progressé de 21,0 % pour s'établir à 29,4 milliards. Cette dynamique a permis à l'excédent des services de voyages d'atteindre 5,1 milliards en 2021, contre 4,2 milliards en 2020. Cependant, les

exportations et importations de voyages sont restées inférieures de plus d'un tiers à leur niveau d'avant-crise.

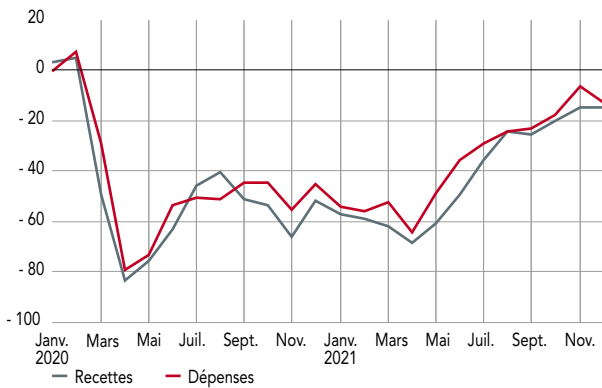
En décembre 2021, les recettes de voyages se situaient 15,0 % au-dessous de leur niveau du même mois de 2019, alors qu'elles avaient chuté de 57,2 % en janvier 2021 (cf. graphique 2). En parallèle, les dépenses de voyages se sont aussi fortement réduites, à hauteur de 54,1 % et 12,9 %, respectivement. Cette baisse a permis d'amortir partiellement le choc observé sur les recettes et donc de limiter le repli du solde des voyages. La première moitié de 2021 est marquée par le démarrage des campagnes de vaccination, mais également par le maintien de restrictions

G1 Recettes et dépenses de voyages de la France
(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

G2 Recettes et dépenses de voyages de la France en 2020 et 2021 (évolution en % par rapport au même mois de 2019)

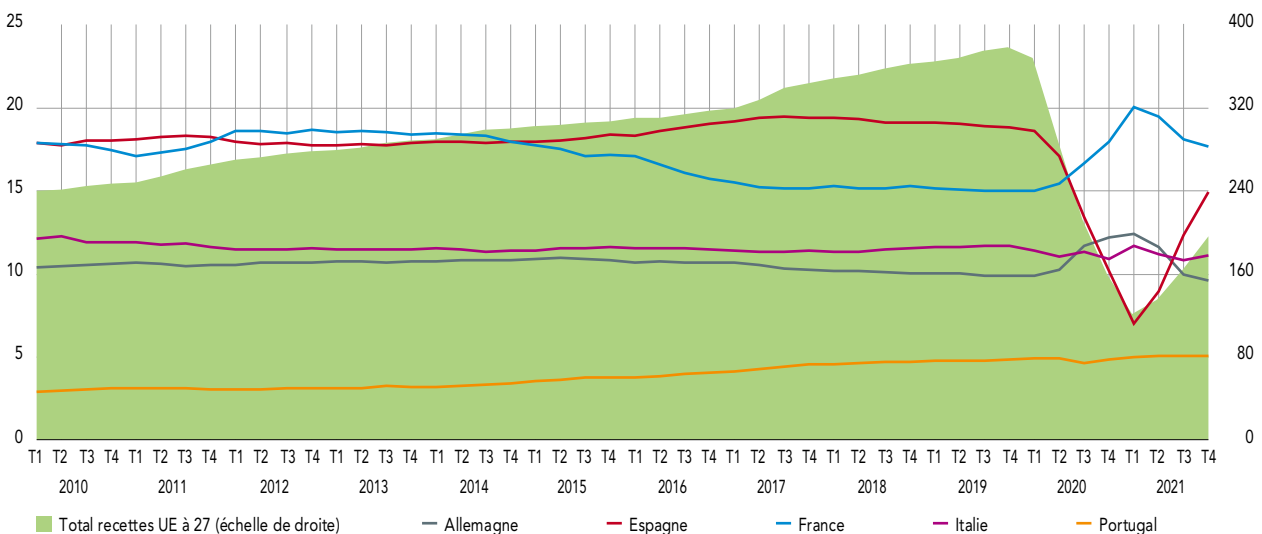


Source : Banque de France.

sanitaires importantes. À partir de la période estivale, les recettes s'améliorent sensiblement, après des niveaux très dégradés en début d'année. Le redémarrage a également été marqué pour les voyages des résidents français vers le reste du monde. En fin d'année, les échanges relatifs aux voyages ont continué de progresser malgré la dégradation de la situation sanitaire, mais de façon modérée.

Une dynamique similaire est observée sur les chiffres des balances des paiements des principales destinations européennes : le choc de la pandémie a sensiblement affecté les échanges de services de voyages des pays européens en 2020, mais il se résorbe partiellement à partir de la mi-2021 (cf. graphique 3). Dans ce contexte, la France a plutôt mieux résisté que d'autres destinations. En effet, en 2021 les exportations de voyages de la France se situent certes à 39,2 % au-dessous de leur niveau de 2019, mais cette dégradation est de moindre ampleur qu'en Espagne (- 59,3 %), Italie (- 50,9 %), Allemagne (- 49,6 %) et Portugal (- 45,6 %). La France conserve la plus grande part de marché en 2021 et reste ainsi la première destination en Europe. Toutefois, après avoir enregistré des gains depuis le premier trimestre 2020, la part de la France dans les recettes de voyages de l'Union européenne (à 27 pays) recule tout de même depuis le deuxième trimestre 2021 en raison du rétablissement des voyages en Espagne. Les restrictions sanitaires touchant le transport aérien en 2020 avaient de fait particulièrement réduit les recettes espagnoles qui proviennent très majoritairement des visiteurs arrivant par avion, ce qui est moins le cas de la France. Sur l'ensemble de l'année 2021, la part de marché de la France s'établit ainsi à 17,7 %, suivie par l'Espagne à 15,0 %, l'Italie à 11,1 % et l'Allemagne à 9,6 %.

G3 Parts de marché des recettes de voyages et total des recettes des États membres de l'Union européenne à 27 (échelle de gauche : en % ; échelle de droite : en milliards d'euros, cumulé sur 4 trimestres glissants)



Sources : Banque de France, Eurostat.

2. Un recentrage confirmé vers les voyages intra-européens

Malgré cette amélioration globale au cours de l'année 2021, les recettes et dépenses des voyages demeurent pénalisées, entre autres, par la faiblesse des voyages lointains et du tourisme d'affaires.

Déjà observées en 2020 ¹, ces évolutions se confirment en 2021, avec une part des pays européens (Union européenne – UE à 27, Royaume-Uni et Suisse) dans les recettes et dépenses de voyages de la France largement majoritaire, à hauteur de respectivement 78 % et 69 %, contre 66 % et 65 % en 2019.

Le regain des échanges internationaux de voyages de la France en 2021 est ainsi principalement porté par des voyages à l'intérieur de l'Europe (cf. graphique 4).

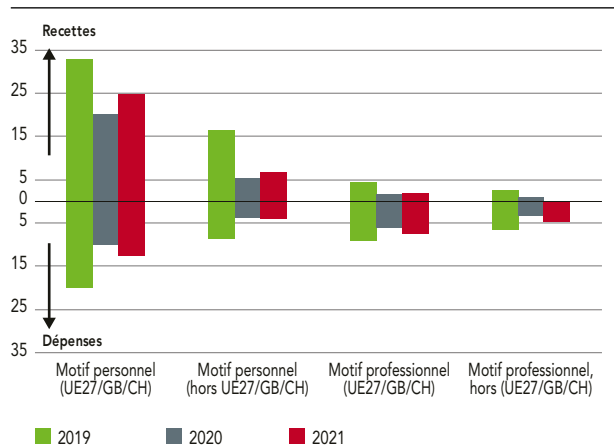
Concernant les recettes, ce sont majoritairement les visiteurs européens séjournant en France pour un motif personnel (tourisme d'agrément ou visite à des proches) qui contribuent à l'amélioration par rapport à 2020 (+ 4,8 milliards d'euros sur un total de 6,0 milliards). Ces voyageurs viennent essentiellement de pays frontaliers de la France tels que l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas (cf. tableau statistique 1.5 de ce rapport annuel pour le détail par pays de contrepartie).

En revanche, les recettes liées aux déplacements pour motif professionnel, toutes provenances confondues, sont restées en net retrait par rapport à leur niveau d'avant-crise (baisse de l'ordre de 60 % entre 2019 et 2021, semblable au niveau de 2020). Le tourisme d'affaires a de fait pâti de l'annulation des congrès et salons internationaux, conjuguée au développement des réunions à distance.

Du côté des dépenses, les tendances paraissent proches de celles des recettes. On observe une très forte chute en 2020 suivie d'une récupération partielle en 2021 des déplacements pour un motif personnel vers les destinations européennes (+ 2,5 milliards d'euros pour une hausse totale de 5,1 milliards). Le redressement des dépenses concerne particulièrement les pays d'Europe du Sud (Espagne, Italie, Portugal et Grèce). En effet, les dépenses vers ces destinations reculent de 25 % par rapport à 2019, après avoir chuté de 52 % en 2020.

Enfin, les dépenses liées aux déplacements professionnels, contrairement aux recettes de la même catégorie, se sont partiellement améliorées en 2021 par rapport à leur niveau d'avant-crise (baisse de l'ordre de 23 % entre 2019 et 2021, après 39 % en 2020). De ce fait, le tourisme d'affaires a minoré l'excédent du solde global de la ligne voyages en 2021.

G4 Recettes et dépenses selon le motif du voyage et la provenance/destination (en milliards d'euros)



Note : CH, Suisse ; GB, Royaume-Uni ; UE27, Union européenne à 27.
Source : Banque de France.

¹ Le Gallo (F.) et Schmitt (K.) (2021), « Bilan des voyages dans le monde et en France en 2020 : de l'annus horribilis à une reconfiguration durable ? », *Bulletin de la Banque de France*, n° 236-4, juillet-août.

FICHE N° 2

LA FRANCE, UNE ÉCONOMIE ATTRACTIVE POUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les investissements directs étrangers (IDE) entrants représentent un indicateur de l'attractivité des économies. En effet, les investisseurs étrangers sont attirés par la France, et plus largement par la zone euro, en raison notamment de l'ouverture commerciale et financière, de la taille du marché, de l'existence de l'euro, de la stabilité institutionnelle et politique et de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée.

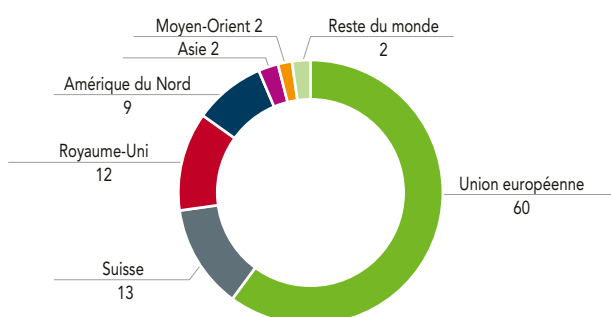
Selon la méthode du principe directionnel étendu ¹, le stock d'IDE en France est estimé à plus de 846 milliards d'euros à fin 2021 ². Son montant a plus que doublé en l'espace de dix ans, passant de 23 % du PIB en 2012 à plus de 30 % fin 2021.

1. Les investissements étrangers en France proviennent en majorité d'autres pays européens

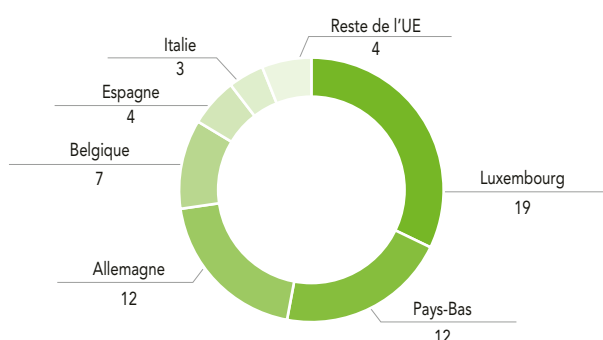
Les IDE en France proviennent à 85 % de l'Europe au sens large ³ (cf. graphique 1) et à 58 % des seuls pays de la zone euro (soit 493 milliards d'euros). La proximité constitue l'un des principaux déterminants des IDE, qu'elle soit géographique, linguistique ou institutionnelle (comme l'existence d'une monnaie unique). L'Amérique du Nord, avec 75 milliards d'euros, ne représente qu'un peu moins de 9 % des IDE en France dont la quasi-totalité en provenance des États-Unis.

G1 Stocks d'investissements directs étrangers en France en contrepartie immédiate et par zone d'origine à fin 2021 (en %)

a) En pourcentage du total



b) Répartition au sein de l'Union européenne (UE)



Note : La mesure des investissements directs étrangers en contrepartie immédiate identifie le pays où réside l'entreprise qui investit directement. Elle s'oppose à l'approche de l'investisseur ultime qui attribue chaque composante du stock d'investissements au véritable donneur d'ordre, et non à un potentiel pays de transit des fonds.

Source : Banque de France.

2. Les États-Unis représentent toutefois le premier « investisseur ultime » en France

Ces chiffres présentent le pays de contrepartie immédiate des IDE en France, mais certains pays, comme le Luxembourg ou les Pays-Bas, servent souvent de pays de transit pour les fonds investis. La connaissance des liens financiers entre les entreprises permet cependant de déterminer l'origine géographique réelle des fonds investis dans les entreprises résidentes. Le pays de l'investisseur ultime est ainsi identifié en attribuant chaque composante du stock d'investissement direct au véritable donneur d'ordre de l'opération.

Dans le cas de la France, l'approche par investisseur ultime confirme que le Luxembourg et les Pays-Bas sont des pays de transit pour de nombreuses opérations d'investissements directs (cf. graphique 2). Selon cette approche, les États-Unis représentent le premier pays investisseur en France, avec 123 milliards d'euros à fin 2021, soit 15 % du total, devant l'Allemagne et la Suisse. Cela signifie que la moitié des investissements américains en France passe par des sociétés situées dans des pays intermédiaires. Cette ventilation montre aussi que des entreprises françaises détiennent, en dernier ressort, une part importante du stock d'IDE en France à travers un phénomène d'investissement circulaire : plus de 10 % des IDE en France dépendent en réalité d'intérêts français et transitent par des pays intermédiaires qui accueillent, souvent pour des raisons fiscales, des intérêts français.

3. L'industrie accueille près d'un tiers des investissements directs étrangers en France

En France, l'industrie, dont la part dans la valeur ajoutée nationale s'élève à 13 %, constitue le premier secteur ciblé par les non-résidents, avec 270 milliards d'euros à fin 2021 (soit un tiers du total des IDE entrants). Ce secteur précède celui des services financiers et de l'assurance avec des actifs détenus par des investisseurs étrangers à hauteur de 196 milliards (23 % du total des IDE en France, alors qu'il contribue à 4 % de la valeur ajoutée). Le secteur des activités immobilières, qui présente également des stocks importants d'IDE (168 milliards), recouvre à la fois la détention directe d'actifs immobiliers et la détention de participations dans des entreprises de ce secteur (cf. graphique 3 infra).

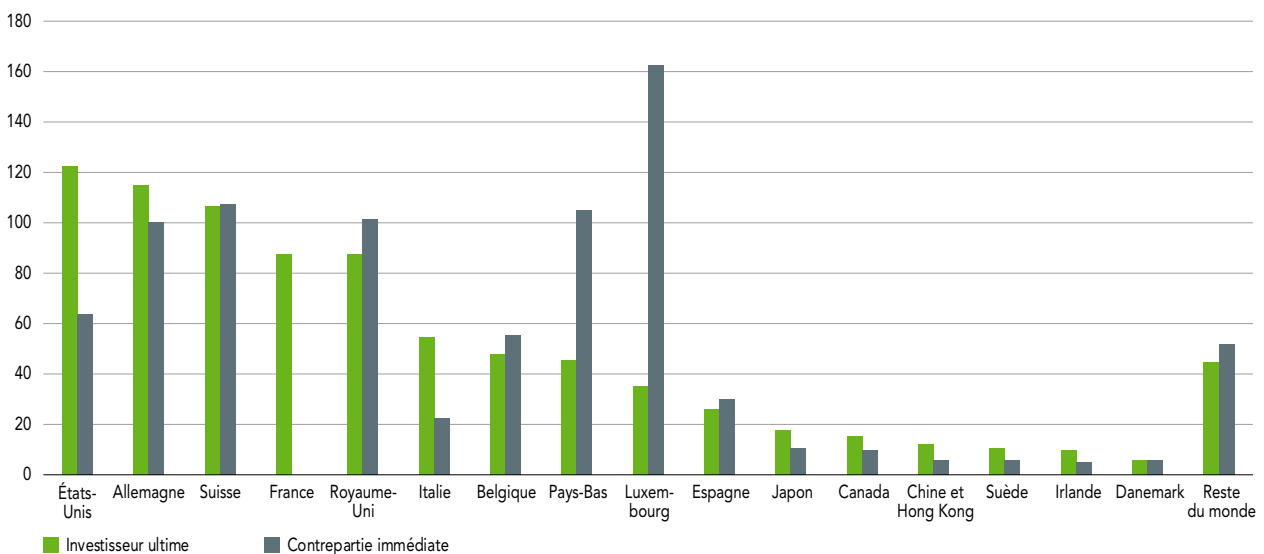
1 Les investissements directs étrangers (IDE) entrants comprennent tous les actifs et passifs entre une entreprise directement investie résidant en France et son investisseur direct non résident. Selon le principe directionnel étendu, l'allocation des prêts entre sociétés sœurs dépend, non pas du sens du prêt, mais de la localisation de la maison mère ultime. Si celle-ci est située à l'étranger, alors il s'agit bien d'un IDE entrant, contrairement au cas où la tête de groupe réside en France. Le principe directionnel étendu aboutit à ce que les montants de flux et d'encours croisés de prêts transfrontaliers au sein d'un

même groupe se compensent entre eux, faisant substantiellement diminuer le volume global par rapport à la présentation créances-engagements.

2 Les IDE français sont ici exprimés en valeur mixte, c'est-à-dire que la partie cotée des IDE est valorisée en valeur de marché, calculée à partir du cours des actions des filiales et participations, tandis que la partie non cotée repose sur les données de bilans comptables des entreprises.

3 Autrement dit, l'Union européenne, le Royaume-Uni et la Suisse.

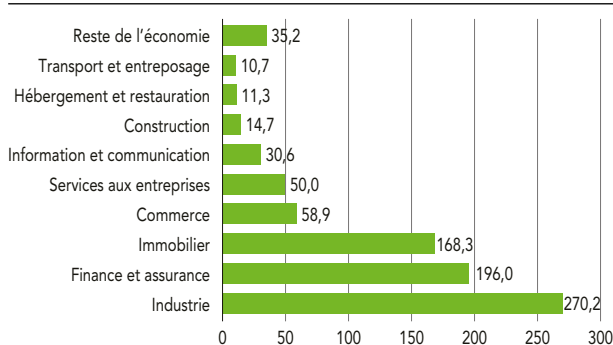
G2 Stocks d'investissements directs étrangers en France selon l'investisseur ultime estimés à fin 2021 (en milliards d'euros)



Note : La présentation en investisseur ultime nécessite la connaissance des liens capitalistiques entre entreprises. Au moment de la publication du *Rapport annuel*, les liens financiers ne sont connus que pour 2020. Ce graphique repose sur l'hypothèse que ces liens sont restés globalement inchangés en 2021.

Source : Banque de France.

G3 Stocks d'investissements directs étrangers en France par secteur investi à fin 2021 (en milliards d'euros)



Notes : L'industrie regroupe les secteurs suivants de la nomenclature française d'activités (NAF rév. 2) : Industries extractives (B) ; Industrie manufacturière (C) ; Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (D) ; Production et distribution d'eau ; Assainissement, gestion des déchets et dépollution (E). Les services aux entreprises regroupent les Activités spécialisées, scientifiques et techniques (M) et les Activités de services administratifs et de soutien (N).

Source : Banque de France.

En Allemagne et en France, et, dans une moindre mesure, en Espagne et en Italie, les flux bruts d'investissements des non-résidents sont restés positifs et les transactions se sont maintenues à un rythme soutenu, quoique ralenti le temps de la crise Covid.

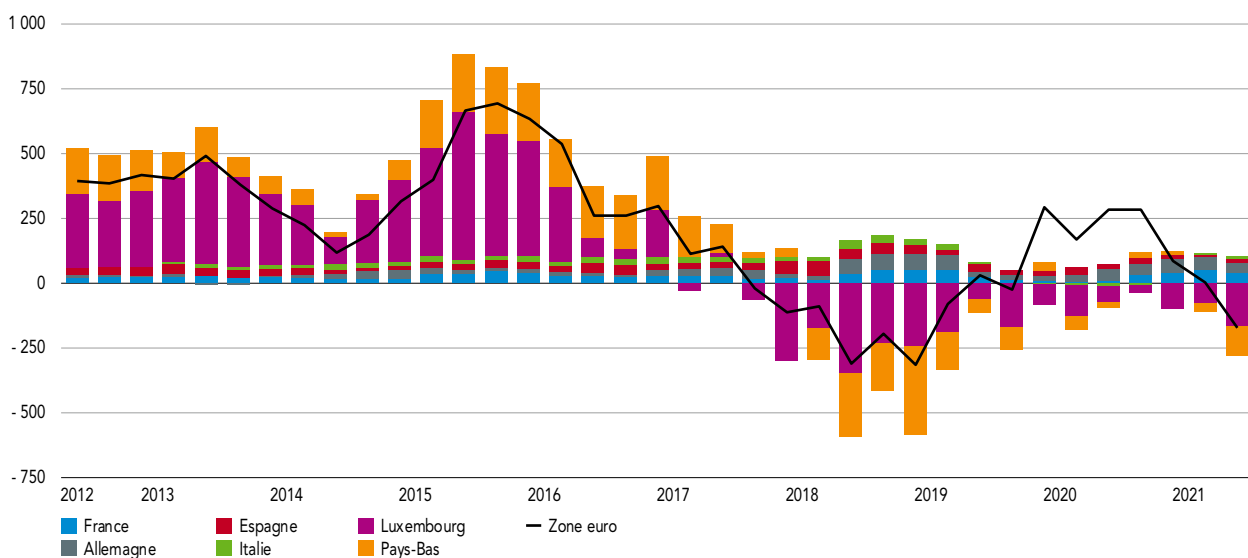
L'inversion des flux bruts entrants au Luxembourg et aux Pays-Bas rappelle l'importance des entités à vocation spéciale (*special purpose entities*) créées par les entreprises multinationales dans le but de faire transiter les flux d'investissements par des pays où les régimes d'imposition sur les sociétés sont plus favorables. Le phénomène de désinvestissement apparent de 2018 coïncide avec la réforme fiscale américaine *Tax Cuts and Jobs Act* qui a provoqué un rapatriement massif de bénéfices accumulés dans les entreprises européennes vers les États-Unis, principale économie investisseuse en zone euro⁴, pour éviter une taxe au moment du rapatriement.

4. La France et l'Allemagne continuent d'attirer les investisseurs étrangers

Depuis 2018, et pour la première fois depuis la création de l'euro, la zone euro a enregistré des flux d'engagements négatifs, qui correspondent à des désinvestissements de non-résidents supérieurs à leurs investissements. Toutefois, ce phénomène affecte pour l'essentiel le Luxembourg et les Pays-Bas qui constituent des pays de transit (cf. graphique 4).

4 Cf. Rapport annuel 2018 de la balance des paiements et position extérieure de la France (2019), Banque de France, p. 19-20.

G4 Flux bruts d'engagements étrangers en capital dans une sélection de pays de la zone euro (somme mobile sur 4 trimestres, en milliards d'euros)



Sources : Banque de France et Banque centrale européenne.

FICHE N° 3

EN 2021, LE SOLDE DES REVENUS DES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE SE DÉGRADE LÉGÈREMENT ALORS QUE LE DÉFICIT DE LA POSITION EXTÉRIEURE NETTE SE RÉDUIT

Depuis la crise financière de 2008, la position extérieure nette (PEN) et le solde des revenus des investissements de portefeuille sont déficitaires. Néanmoins, alors que la PEN tend à se dégrader, le déficit du solde des revenus diminue depuis dix ans. Ces deux évolutions se sont inversées en 2021 avec une légère dégradation du solde des revenus et une réduction du déficit de la PEN. En effet, l'évolution du solde des revenus d'investissements de portefeuille dépend *in fine* de celle de la PEN (effet volume), mais aussi de sa structure par instrument, les actions et parts d'organismes de placement collectif (OPC) présentant des rendements supérieurs à ceux des titres de dette (effet de composition), et des modifications relatives des taux de rendement des avoirs et des engagements (effet taux). Depuis 2013, les deuxième et troisième effets contrecarrent le premier : la part des actions et des parts d'OPC dans le total de la position nette a diminué de 19 % à 6 % alors que le taux apparent¹ des engagements nets sur titres de dette a fléchi dans le même temps de 2,61 % à 1,45 %.

1. Le solde des revenus est notamment induit par les taux de rendement des avoirs et engagements (effet taux)

En 2021, le déficit des revenus des investissements de portefeuille s'est légèrement accentué, passant de – 10,5 milliards d'euros en 2020 à – 11,8 milliards. Cette évolution s'explique par un accroissement des dépenses

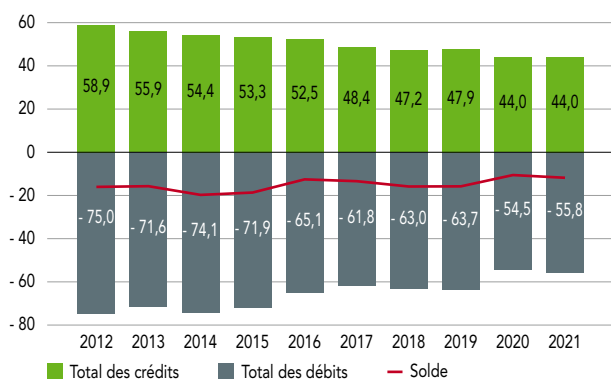
(– 55,8 milliards en 2021, après – 54,5 milliards), principalement imputable aux titres de dette (solde de – 6,1 milliards en 2021, au lieu de – 4,6 milliards en 2020, *cf. graphique 1*). Le déficit reste cependant sensiblement inférieur au montant observé en 2019 (– 15,8 milliards). L'analyse de ces variations confirme le rôle prédominant des effets taux : en 2021, l'évolution des taux a causé à elle seule le creusement du déficit du solde des investissements de portefeuille pour un montant de 1,5 milliard, effaçant une partie du gain obtenu en 2020 (*cf. tableau*).

En 2021, la position sur titres, qui sert d'assiette au calcul des revenus, par application des taux de rendement, s'est sensiblement accrue et de manière plus marquée pour les avoirs que pour les engagements, respectivement + 355 milliards et + 328 milliards d'euros (*cf. graphique 2*). La hausse des avoirs s'explique notamment par les flux de placement en actions hors zone euro du secteur bancaire de la mi-2020 jusqu'au troisième trimestre 2021.

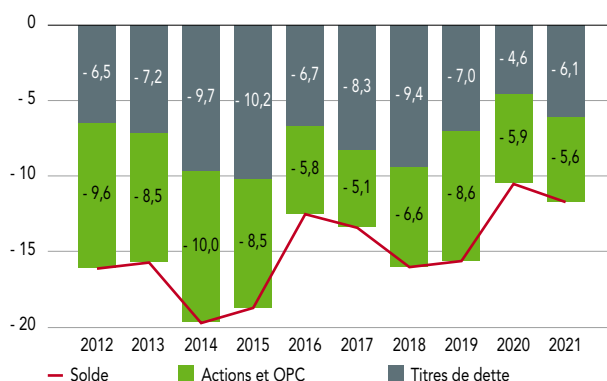
Le solde net négatif de la position sur les investissements de portefeuille s'est ainsi réduit en 2021 (– 930 milliards d'euros en 2021, après – 957 milliards en 2020). Il représente 38 % du PIB en 2021. Sa légère contraction en 2021 efface une partie de la détérioration observée en 2020 du fait du fort développement des engagements (position nette à fin 2019 : – 892 milliards). Leur croissance traduit non seulement la hausse marquée du besoin de financement des administrations publiques pour pallier les effets de la crise sanitaire, mais aussi l'attractivité de la dette française.

G1 Décomposition du solde des revenus annuels d'investissements de portefeuille de la France (en milliards d'euros)

a) Par crédits et débits



b) Par type d'instrument



Note : OPC, organismes de placement collectif.

Source : Banque de France.

Décomposition analytique du solde des revenus (en milliards d'euros)

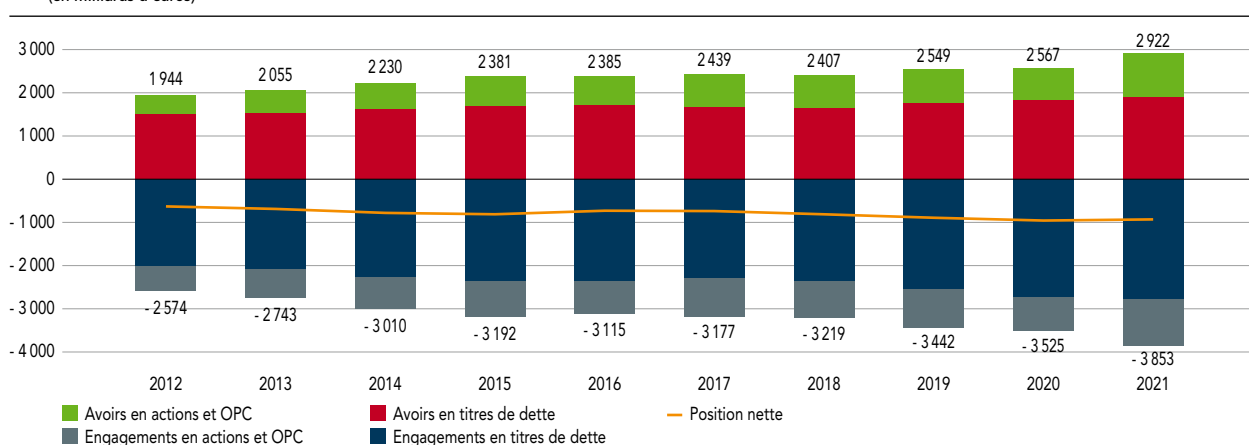
(en milliards d'euros)

	Solde des revenus de portefeuille	Variation totale	Variation à taux constant (effet volume et de composition)	Variation à position nette constante (effet taux)	Variation croisée
2019	-15,8				
2020	-10,6	+5,2	-1,1	+5,9	+0,4
2021	-11,8	-1,3	+0,5	-1,5	-0,2

Lecture : Le solde des revenus peut être recalculé comme étant égal au taux apparent multiplié par la position nette sur titres. La variation à taux constant (respectivement à position nette constante) correspond à la variation du solde des revenus s'il avait été calculé sur la base du taux apparent de 2019 (respectivement sur la base des taux apparents de 2020 et 2021), appliqué à la position nette sur titres de 2020 et 2021 (respectivement appliqué à la position nette sur titres de 2019). La colonne « Variation croisée » retrace les effets croisés des variations de prix et de volume à prendre en compte pour retrouver la variation totale. Dans les colonnes de variation, une valeur positive signale une réduction du solde débiteur, une valeur négative une accentuation.

Source : Banque de France.

G2 Encours moyens annuels par type d'instrument (en milliards d'euros)



Note : OPC, organismes de placement collectif.

Source : Banque de France.

1 Un taux est dit « apparent » lorsqu'il est obtenu en divisant le montant des intérêts cumulés échus et non échus et l'encours moyen correspondant. Tous les taux apparents cités ci-après sont ainsi calculés en rapportant la somme des revenus sur quatre trimestres à la position extérieure nette annuelle moyenne pour la catégorie d'instruments et d'investissements de portefeuille considérés.

Les conséquences sur le solde des revenus ont été modérées par des effets de composition en 2020. La part des actions et des OPC dans la position nette – dont le rendement est plus élevé que celui des titres de dette – a en effet chuté en 2020, revenant à 6,8 %, après 13,8 % en 2019. Elle n’a que peu varié en 2021, s’établissant à 6,5 %. Au total, l’effet volume depuis 2019 va dans le sens d’une faible détérioration du solde des revenus d’investissements de portefeuille (– 0,6 milliard d’euros).

En revanche, l’effet taux a entraîné une réduction sensible de ce solde depuis 2019 (+ 3,4 milliards d’euros en cumulant 2020 et 2021). Il est induit par les changements dans le coût des engagements nets et par les différentiels de rendement, c’est-à-dire l’écart entre le taux annualisé reçu par les résidents détenant dans leur portefeuille des titres étrangers (rendement des avoirs) et le taux payé aux non-résidents sur les titres français (coûts des engagements).

2. Marqué par la crise sanitaire, le différentiel de rendement s’est accru depuis 2019

Le différentiel reste sensiblement positif et s’établit à 0,06 point de pourcentage (pp) fin 2021. La crise sanitaire débutée en mars 2020 s’est traduite par un élargissement important du différentiel, qui s’est progressivement atténué par la suite : il est revenu fin 2021 à un niveau proche de sa moyenne observée depuis 2013 soit 0,05 pp (cf. graphique 3).

L’année 2020 se distingue en effet par une baisse exceptionnelle des dividendes des actions au deuxième trimestre, particulièrement marquée pour les revenus sur titres français

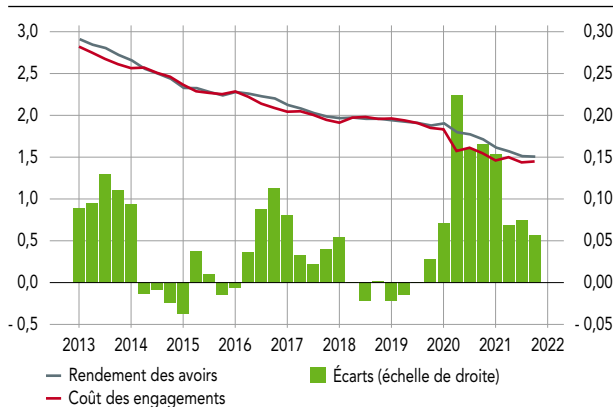
versés au reste du monde. L’écart de taux de rendement annualisé apparent entre les actions étrangères et françaises a ainsi diminué momentanément à – 0,41 pp alors qu’il s’établissait en moyenne depuis 2013 à – 0,90 pp. En 2021, la reprise du paiement des dividendes s’est accompagnée d’une revalorisation très élevée des cours boursiers, entraînant une érosion des taux apparents, en avoirs comme en engagements.

Par ailleurs, après une moyenne stable de 2 % sur la période 2016-2020, le rendement des avoirs en OPC a participé à la réduction de la marge dégagée sur les investissements de portefeuille. Il diminue fortement en 2021 à un rythme supérieur à celui du coût des engagements, s’établissant à 1,5 % au quatrième trimestre, contre 0,9 % pour celui des engagements.

Au total, les dividendes versés aux détenteurs non résidents d’actions et d’OPC françaises restent structurellement supérieurs à ceux perçus par les résidents français au titre de leur détention d’actions (cf. graphique 4). Ce constat paraît cohérent avec les indicateurs disponibles sur les dividendes par action, qui affichent des rendements apparents des actions plus faibles aux États-Unis qu’en France depuis 2016.

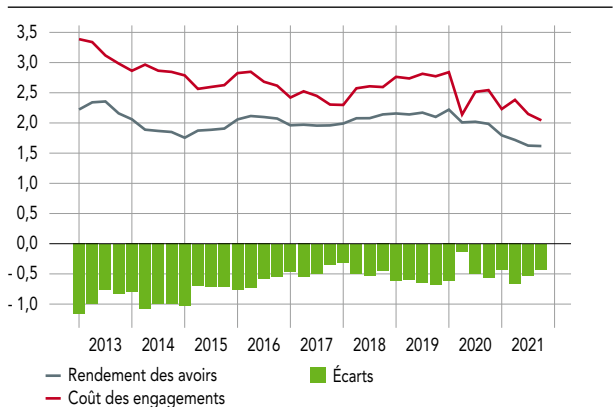
Le différentiel de taux sur les titres de dette à long terme est resté favorable à la France, même si la marge s’est quelque peu réduite fin 2021, revenant au niveau antérieur (cf. graphique 5). En effet, en 2020, les achats nets des banques centrales se sont traduits par une baisse des rendements et des coûts apparents plus importante pour les engagements que pour les avoirs et par une diminution du *spread* de la dette française par rapport aux émissions AAA de la zone euro. Ces évolutions se sont interrompues mi-2021, en raison de l’accroissement du coût de la dette

G3 Taux de rendement apparent annualisé des avoirs et des engagements (en %)



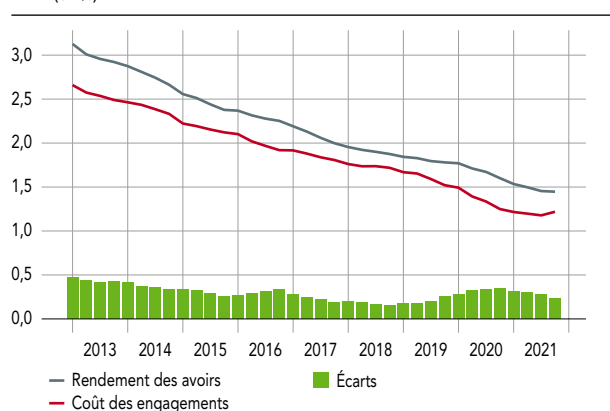
Source : Banque de France.

G4 Taux de rendement apparent annualisé des actions et organismes de placement collectif (en %)



Source : Banque de France.

G5 Taux de rendement apparent annualisé des titres de dette (en %)



Source : Banque de France.

indexée sur l'inflation. En fin d'année, le niveau des taux de marché, qui influe sur les nouvelles émissions, reste cependant inférieur à celui du stock².

Par ailleurs, s'agissant des titres à court terme, le taux de rendement des avoirs est devenu négatif à partir du deuxième trimestre 2020, rejoignant celui du coût des engagements qui l'était depuis fin 2015.

² Au quatrième trimestre 2021, la durée résiduelle pondérée pour les engagements correspond à 7,5 années, contre 6,5 pour les avoirs. À cette même date, le taux actuariel à cinq ans des émissions françaises, qui reflète les conditions de marché, s'établit à 0,18 %, contre 1,45 % pour le coût moyen du stock des engagements sur titres de dette.

FICHE N° 4

L'EXCÉDENT DES SERVICES FINANCIERS PROGRESSE DEPUIS LE BREXIT

Avec 9 milliards d'euros d'exportations en 2021 (et près de 5 milliards d'importations), les services financiers échangés par les intermédiaires financiers (IF) représentent moins de 4 % des flux de services avec les non-résidents, mais leur solde net, largement positif, s'élève à 12 % de l'excédent des services (18 % en 2020, 10 % en 2019 et 9 % en 2018).

Les IF recouvrent des entités aussi différentes que les établissements de crédit et les entreprises d'investissement, parmi lesquelles figurent les sociétés de gestion de portefeuille, ainsi que les succursales d'établissements étrangers résidant en France.

Les services financiers échangés avec l'étranger sont composés de commissions perçues ou versées sur des opérations sur titres, sur opérations de garantie ou de change, pour le compte propre des IF ou pour le compte de leur clientèle.

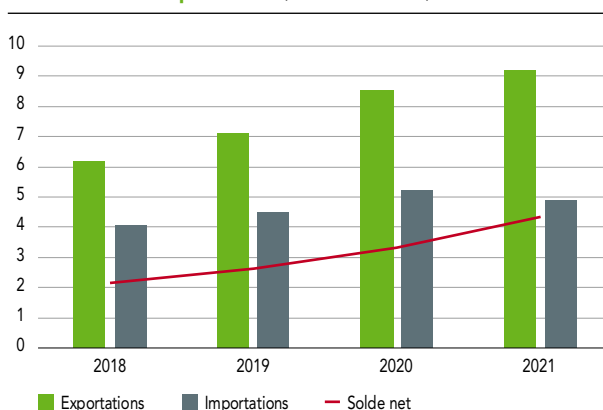
Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), calculés notamment à partir des encours de prêts et emprunts bancaires, sont exclus du périmètre de cette analyse.

1. Les exportations de services financiers augmentent de nouveau

Le solde des services financiers échangés par les IF résidents progresse encore en 2021, à + 4,3 milliards d'euros, après les hausses déjà constatées en 2020 (+ 3,3 milliards) et 2019 (+ 2,6 milliards) (cf. graphique 1).

Cette augmentation est soutenue par des exportations très dynamiques qui ont fortement progressé au cours de l'année (+ 8 %) pour atteindre 9,2 milliards d'euros en 2021. Les commissions reçues sur titres gérés ou en dépôt constituent près des deux tiers de ces exportations de services financiers et enregistrent la hausse la plus importante sur l'année 2021 (+ 19 %).

G1 Échanges de services financiers par les intermédiaires financiers depuis 2018 (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Les commissions sur opérations avec la clientèle progressent également, alors que les produits sur les opérations hors bilan (engagements de financement et de garantie) reculent.

Après une forte augmentation en 2020, les importations marquent le pas en 2021, à 4,9 milliards d'euros, après 5,2 milliards en 2020, notamment les commissions sur les opérations hors bilan.

2. Une répartition géographique des services financiers liée aux implantations des groupes bancaires français et internationaux

Près des deux tiers des IF résidents affichent un solde excédentaire, illustrant la compétitivité globale du secteur, constitué des grands établissements français, mais aussi d'entités de groupes bancaires internationaux, en particulier britanniques ou américains, installées à Paris.

L'activité résidente des quatre groupes bancaires français d'importance systémique mondiale ou GSIB¹ est

relativement équilibrée, avec des exportations de services financiers (2,9 milliards d'euros) légèrement supérieures aux importations (2,4 milliards), ce qui leur permet de dégager un excédent de 0,5 milliard (cf. graphique 2).

Le rapprochement des données d'échanges de services financiers avec les données d'implantation des groupes bancaires français dans le monde montre que cette présence et la proximité avec la France semblent constituer des facteurs à l'origine d'échanges de services financiers plus intenses².

Fin 2020, les groupes bancaires français détenaient dans leur périmètre 1 728 filiales bancaires ou financières à l'étranger, en particulier au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Luxembourg, importantes places financières et principaux partenaires des flux de services financiers (cf. graphique 3).

Les pays voisins de la France accueillaient aussi des filiales, notamment l'Italie, l'Allemagne et la Belgique.

Enfin, venaient les économies plus lointaines avec lesquelles les IF échangent relativement peu de services financiers, mais qui abritent néanmoins un nombre important de filiales financières. C'est le cas par exemple de Hong Kong, de la Pologne et de la Chine.

Une dizaine d'IF résidant en France appartiennent à des groupes bancaires britanniques ou américains. Ces entités fournissent des services financiers à leurs clients français (donc moins d'importations) et européens (donc plus d'exportations).

En 2021, elles ont exporté pour 1,8 milliard de services financiers (19 % du total), mais ne sont à l'origine que de

¹ Global systemically important banks (GSIB), cf. Financial Stability Board (2021), « 2021 List of global systemically important banks (G-SIBs) ».

² Cf. Banque de France (2021), « Les implantations bancaires à l'étranger ».

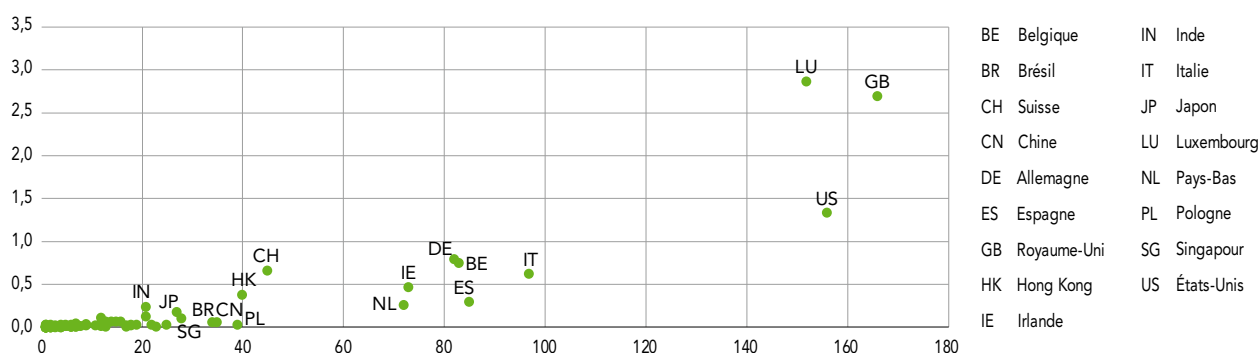
G2 Échanges de services financiers par type d'intermédiaire financier et par pays en 2021 (en millions d'euros)

	Intermédiaires financiers			dont entités résidentes des GSIB français			dont entités résidentes d'un groupe bancaire américain ou britannique			dont sociétés de gestion		
	Exportations	Importations	Net	Exportations	Importations	Net	Exportations	Importations	Net	Exportations	Importations	Net
Total général	9 190	4 860	4 330	2 920	2 380	540	1 780	680	1 100	1 810	980	830
1 Luxembourg	2 870	930	1 940	370	190	180	50	10	40	1 220	470	750
2 Royaume-Uni	1 530	1 180	350	420	670	-250	700	290	410	30	70	-40
3 États-Unis	880	710	170	280	340	-60	420	170	250	110	180	-70
4 Allemagne	650	430	220	330	260	70	250	100	150	20	30	-10
5 Irlande	430	90	340	200	60	140	30	10	20	190	10	180
6 Pays-Bas	330	110	220	200	60	140	50	10	40	10	0	10
7 Italie	300	180	120	100	60	40	30	10	20	80	90	-10
8 Espagne	270	110	160	110	0	110	30	10	20	0	30	-30
9 Suisse	220	180	40	110	80	30	10	0	10	20	30	-10
10 Belgique	190	210	-20	90	0	90	20	0	20	40	20	20

Source : Banque de France.

G3 Services financiers et nombre de filiales financières des groupes bancaires français par pays en 2020

(axe des abscisses : nombre de filiales en unités ; axe des ordonnées : services financiers en milliards d'euros)



Note : Services financiers (importations et exportations) échangés par les intermédiaires financiers.

Source : Banque de France.

0,7 milliard d'importations (14 % du total), participant ainsi à l'excédent de cette ligne de balance pour 1,1 milliard d'euros (25 % du solde net des services financiers). Leur contribution nette progresse de 330 millions d'euros par rapport à 2020, notamment vis-à-vis du Royaume-Uni.

3. Le Brexit favorise les échanges de services financiers des résidents

Le Luxembourg s'inscrit en première position avec des exportations des IF résidant en France qui totalisent 2,9 milliards d'euros. Le Royaume-Uni constitue la deuxième destination des exportations, à hauteur de 1,5 milliard en 2021 (1,1 milliard en 2019), soit 17 % des exportations françaises de services financiers, une proportion stable depuis trois ans.

Le Royaume-Uni représente le premier pays en matière d'importations pour un montant de 1,2 milliard, soit 24 % des importations en 2021. Cette proportion diminue de manière régulière depuis 2019, date à laquelle le Royaume-Uni représentait encore 29 % des importations de services financiers des IF résidents.

Au cours de ces trois dernières années, le solde des échanges de services financiers vis-à-vis du Royaume-Uni est ainsi devenu excédentaire, passant de -0,2 milliard d'euros en 2019 à +0,3 milliard en 2021, notamment grâce à l'installation en France de quatre groupes bancaires britanniques ou américains qui ont commencé à développer leurs activités à la suite du Brexit et fait progresser les exportations françaises vers le Royaume-Uni, mais aussi vers les États-Unis.

4. Les sociétés de gestion traitent essentiellement avec le Luxembourg

Les treize sociétés de gestion les plus importantes totalisent 1,8 milliard d'euros d'exportations de services financiers (+ 36 % entre 2019 et 2021, à périmètre constant), pour 1 milliard d'importations (+ 59 %), à l'origine d'un solde excédentaire de plus de 0,8 milliard d'euros.

Ces services financiers couvrent par exemple les frais de gestion qui servent essentiellement à rémunérer la société de gestion pour son savoir-faire, les frais de fonctionnement du fonds (frais de transaction, de gestion et commissions liées aux mouvements ou à la performance), ainsi que la distribution du fonds.

Les exportations vers le Luxembourg, qui abrite de très nombreux fonds d'investissement, prédominent pour

un montant de 1,2 milliard d'euros ; viennent ensuite les exportations vers l'Irlande avec un peu moins de 0,2 milliard, mais avec une présence plus marquée de transactions en dollars américains, en livres sterling et en yens, l'euro ne représentant que 54 % des exportations.

Les importations de services financiers de la part des sociétés de gestion proviennent essentiellement du Luxembourg (moins de 0,5 milliard d'euros).

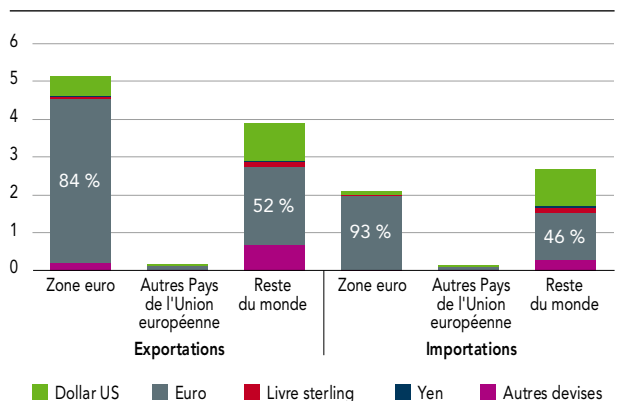
5. L'euro est majoritaire dans les échanges de services financiers

La quasi-totalité des services financiers échangés au sein de la zone euro sont libellés en euros.

Vis-à-vis des pays hors Union européenne, au sein desquels les États-Unis, le Royaume-Uni et la Suisse représentent une part importante des échanges, l'euro est aussi très largement utilisé dans le règlement de ces commissions : 52 % de ces exportations de services et 46 % des importations sont libellées en euros (cf. graphique 4).

Cette part de l'euro dans les échanges de services financiers hors zone euro est légèrement moins élevée que la part des biens échangés par la zone euro et facturés en euros : 60 % des exportations pour 51 % des importations en 2020 selon le rapport de la Banque centrale européenne (BCE) sur le rôle international de l'euro (juin 2021)³.

G4 Échanges de services financiers des intermédiaires financiers ventilés par zone géographique et devise (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

³ Banque centrale européenne (2021), *The international role of the euro*, juin.

BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2020 ET 2021 PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2020 ET 2021 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Balance des paiements – année 2020 (en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	836 148	877 646	- 41 497
1.1. Biens	441 280	500 409	- 59 129
1.1.1. Marchandises générales	434 648	500 409	- 65 761
1.1.2. Négoce	6 632		6 632
1.2. Services	215 417	196 731	18 685
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10 136	7 896	2 240
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	9 247	6 696	2 551
1.2.3. Transports	37 226	37 963	- 737
maritimes	15 922	10 899	5 023
aériens	5 003	6 495	- 1 491
autres	16 300	20 569	- 4 269
1.2.4. Voyages	28 510	24 319	4 191
1.2.5. Services de construction	2 281	1 900	380
1.2.6. Services d'assurance et de pension	8 743	9 319	- 576
1.2.7. Services financiers	13 160	7 101	6 059
Services explicitement facturés et autres services financiers	9 269	6 073	3 196
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	3 891	1 028	2 863
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	12 245	10 973	1 273
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	17 997	24 111	- 6 113
1.2.10. Autres services aux entreprises	72 861	63 858	9 003
Services de recherche et développement	9 739	11 037	- 1 299
Services professionnels et services de conseil en gestion	23 098	19 618	3 480
Services techniques, services liés au commerce et autres services	40 024	33 202	6 822
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 596	2 591	5
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	415	4	410
1.3. Revenus primaires	143 745	101 641	42 103
1.3.1. Rémunérations des salariés	25 017	1 322	23 695
1.3.2. Revenus des investissements	111 024	95 151	15 873
Investissements directs	47 531	23 649	23 882
Investissements de portefeuille	43 963	54 514	- 10 551
Autres investissements	18 629	16 988	1 640
Avoirs de réserve	901	0	901
1.3.3. Autres revenus primaires	7 704	5 168	2 535
1.4. Revenus secondaires	35 707	78 864	- 43 157
1.4.1. Secteur des administrations publiques	8 089	40 045	- 31 955
1.4.2. Autres secteurs	27 618	38 820	- 11 202
dont transferts courants divers	4 978	20 917	- 15 940
dont envois de fonds des travailleurs	254	11 627	- 11 373
2. COMPTE DE CAPITAL	2 333	282	2 051
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	23	1	22
2.2. Transferts en capital	2 310	281	2 029

Balance des paiements – année 2020 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	530 618	584 891	- 54 273
3.1. Investissements directs	7 396	1 886	5 510
3.1.1. Capital social	10 861	11 050	- 189
3.1.2. Bénéfices réinvestis	- 13 284	- 1 824	- 11 460
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	9 819	- 7 340	17 159
3.2. Investissements de portefeuille	141 208	174 341	- 33 133
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	47 397	5 503	41 894
Banque de France	186		186
Administrations publiques	- 2 159		- 2 159
Institutions financières monétaires	27 806	8 621	19 185
Autres secteurs	21 565	- 3 117	24 682
3.2.2. Titres de créance à long terme	59 653	98 587	- 38 934
Banque de France	13 444	0	13 444
Administrations publiques	- 1 354	20 451	- 21 806
Institutions financières monétaires	40 056	34 368	5 688
Autres secteurs	7 507	43 768	- 36 261
3.2.3. Titres de créance à court terme	34 158	70 251	- 36 093
Banque de France	18 655	0	18 655
Administrations publiques	- 115	65 432	- 65 547
Institutions financières monétaires	18 303	6 622	11 681
Autres secteurs	- 2 684	- 1 803	- 881
3.3. Instruments financiers dérivés	136 972	160 817	- 23 845
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	147 875	127 340	20 534
Autres secteurs	- 10 903	33 477	- 44 380
3.4. Autres investissements	241 039	247 847	- 6 808
3.4.1. Autres participations	2 368	0	2 368
Banque de France	18	0	18
Administrations publiques	2 350	0	2 350
3.4.2. Numéraire et dépôts	169 530	136 515	33 015
Banque de France	42 396	- 315	42 711
Administrations publiques	- 181	- 1 393	1 211
Institutions financières monétaires	60 483	138 223	- 77 740
Autres secteurs	66 833	0	66 833
3.4.3. Prêts	33 892	60 228	- 26 336
Banque de France	10	42 443	- 42 433
Administrations publiques	243	1 263	- 1 020
Institutions financières monétaires	24 191	290	23 902
Autres secteurs	9 448	16 233	- 6 785
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	- 4 293	- 5 031	737
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	39 541	54 756	- 15 215
Institutions financières monétaires	29 737	25 273	4 464
Autres secteurs	9 804	29 483	- 19 679
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	0	1 378	- 1 378
3.5. Avoirs de réserve	4 003	0	4 003
Or	9	0	9
Avoirs en droits de tirage spéciaux	- 375	0	- 375
Position de réserve au FMI	1 791	0	1 791
Autres avoirs de réserve	2 577	0	2 577
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 14 826

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2021 (en millions d'euros)

	Crédits	Débts	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	1 020 063	1 011 102	8 961
1.1. Biens	524 788	592 206	- 67 418
1.1.1. Marchandises générales	513 448	592 206	- 78 758
1.1.2. Négoce	11 340		11 340
1.2. Services	254 765	218 350	36 415
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	11 733	8 310	3 423
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	8 977	6 428	2 549
1.2.3. Transports	59 434	42 969	16 466
maritimes	34 202	12 793	21 409
aériens	5 695	6 679	- 984
autres	19 538	23 497	- 3 959
1.2.4. Voyages	34 498	29 416	5 082
1.2.5. Services de construction	1 097	1 825	- 728
1.2.6. Services d'assurance et de pension	7 909	11 867	- 3 958
1.2.7. Services financiers	13 975	6 798	7 176
Services explicitement facturés et autres services financiers	10 016	5 771	4 244
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	3 959	1 027	2 932
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	12 956	11 110	1 846
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	19 422	26 305	- 6 883
1.2.10. Autres services aux entreprises	81 373	70 514	10 859
Services de recherche et développement	11 416	12 278	- 861
Services professionnels et services de conseil en gestion	25 487	22 497	2 990
Services techniques, services liés au commerce et autres services	44 469	35 739	8 730
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 847	2 802	45
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	545	6	539
1.3. Revenus primaires	196 328	114 658	81 670
1.3.1. Rémunérations des salariés	26 888	1 375	25 513
1.3.2. Revenus des investissements	162 139	107 647	54 492
Investissements directs	100 960	41 477	59 483
Investissements de portefeuille	44 010	55 818	- 11 808
Autres investissements	16 244	10 352	5 892
Avoirs de réserve	925	0	925
1.3.3. Autres revenus primaires	7 302	5 636	1 666
1.4. Revenus secondaires	44 181	85 887	- 41 706
1.4.1. Secteur des administrations publiques	13 341	43 462	- 30 121
1.4.2. Autres secteurs	30 840	42 425	- 11 585
dont transferts courants divers	5 696	20 155	- 14 460
dont envois de fonds des travailleurs	222	12 245	- 12 023
2. COMPTE DE CAPITAL	12 144	410	11 733
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	157	13	144
2.2. Transferts en capital	11 987	398	11 589

Balance des paiements – année 2021 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	432 022	428 994	3 028
3.1. Investissements directs	13 117	22 808	- 9 691
3.1.1. Capital social	- 3 633	32 854	- 36 486
3.1.2. Bénéfices réinvestis	24 200	6 500	17 700
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	- 7 450	- 16 545	9 095
3.2. Investissements de portefeuille	98 767	104 079	- 5 312
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	40 324	49 215	- 8 891
Banque de France	192		192
Administrations publiques	- 2 177		- 2 177
Institutions financières monétaires	10 408	22 302	- 11 894
Autres secteurs	31 900	26 913	4 988
3.2.2. Titres de créance à long terme	37 610	73 019	- 35 409
Banque de France	31 496	0	31 496
Administrations publiques	1 006	41 623	- 40 617
Institutions financières monétaires	- 21 385	30 989	- 52 374
Autres secteurs	26 493	408	26 085
3.2.3. Titres de créance à court terme	20 832	- 18 155	38 987
Banque de France	- 2 377	0	- 2 377
Administrations publiques	- 133	- 11 060	10 927
Institutions financières monétaires	19 032	- 9 229	28 261
Autres secteurs	4 310	2 134	2 176
3.3. Instruments financiers dérivés	129 728	111 968	17 760
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	141 287	95 399	45 888
Autres secteurs	- 11 560	16 569	- 28 128
3.4. Autres investissements	167 572	190 139	- 22 566
3.4.1. Autres participations	125	0	125
Banque de France	125	0	125
Administrations publiques	0	0	0
3.4.2. Numéraire et dépôts	83 006	141 779	- 58 774
Banque de France	- 17 661	35 464	- 53 126
Administrations publiques	- 16	- 2 889	2 873
Institutions financières monétaires	- 6 638	109 204	- 115 842
Autres secteurs	107 321	0	107 321
3.4.3. Prêts	83 656	14 603	69 053
Banque de France	3 076	- 8 864	11 940
Administrations publiques	4	2 027	- 2 023
Institutions financières monétaires	75 933	- 284	76 217
Autres secteurs	4 643	21 725	- 17 082
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	5 366	- 4 074	9 440
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	- 4 580	13 178	- 17 758
Administrations publiques	11 381	0	11 381
Institutions financières monétaires	- 21 242	- 3 369	- 17 873
Autres secteurs	5 281	16 548	- 11 267
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		23 229	- 23 229
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	0	1 423	- 1 423
3.5. Avoirs de réserve	22 838	0	22 838
Or	14	0	14
Avoirs en droits de tirage spéciaux	23 648	0	23 648
Position de réserve au FMI	39	0	39
Autres avoirs de réserve	- 862	0	- 862
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 17 666

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

ANNEXES

A1

GLOSSAIRE

La terminologie et la méthodologie de la balance des paiements sont régies par des normes statistiques internationales édictées par le Fonds monétaire international – FMI (sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* ou BPM6). Elles sont communes à tous les pays.

A

■ ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ ARTICULATION FLUX-STOCKS

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements;
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées;
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêt).

■ AUTRES INVESTISSEMENTS (PRÊTS ET EMPRUNTS)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ AUTRES SECTEURS

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ AVITAILLEMENT ET SOUTAGE

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ AVOIRS DE RÉSERVE

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du FMI.

B

■ BÉNÉFICES RÉINVESTIS

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ BIENS

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ BILLETS

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la Banque centrale européenne – BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C

■ COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ COURT TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ CRÉDITS COMMERCIAUX ET AVANCES

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour

calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ ENTRÉES/SORTIES DE CAPITAUX

Dans le compte financier, les opérations d'augmentation des avoirs (achats d'actifs étrangers par des résidents) et de diminution des engagements correspondent à des sorties de capitaux. Inversement, les opérations de diminution des avoirs (cessions d'actifs étrangers par des résidents) ou d'augmentation des engagements (achats d'actifs résidents par des non-résidents) correspondent à des entrées de capitaux. Un solde positif des flux du compte financier (accroissement des avoirs nets de la France) représente des sorties nettes de capitaux, et un solde négatif des entrées nettes. Cf. Signe (convention de).

■ ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ ERREURS ET OMISSIONS

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ FABISATION

La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ FRANCE

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la BCE.

I

■ INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur *swaps*.

■ INTÉRÊTS

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ LONG TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ NÉGOCE INTERNATIONAL

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ PORTEFEUILLE (INVESTISSEMENTS DE)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ PRÊTS INTRAGROUPE (INVESTISSEMENTS DIRECTS)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ PRINCIPE DIRECTIONNEL ÉTENDU (INVESTISSEMENTS DIRECTS – AUTRES OPÉRATIONS – PRÊTS INTRAGROUPE)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en BPM6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R

■ RÉINVESTISSEMENT DES BÉNÉFICES

Cf. Bénéfices réinvestis.

■ RÉSERVES DE CHANGE

Cf. Avoirs de réserve.

■ RÉSIDENCE

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ REVENUS D'INVESTISSEMENTS

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ REVENUS PRIMAIRES

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ REVENUS SECONDAIRES

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. Compte de capital).

S

■ SECTEURS ÉCONOMIQUES RÉSIDENTS

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ SERVICES

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ SERVICES DE FABRICATION FOURNIS SUR DES INTRANTS PHYSIQUES DÉTENUS PAR DES TIERS

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification de la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements*), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ SERVICES D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE INDIRECTEMENT MESURÉS (SIFIM)

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ SIGNE (CONVENTION DE)

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

T

■ TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – REMISE DE DETTE

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – AUTRES TRANSFERTS

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER ¹ et FEADER ²).

■ TRANSPORTS

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

■ TRAVAIL À FAÇON

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

V

■ VALEUR COMPTABLE

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ VALEUR DE MARCHÉ

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptes financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ VALEUR MIXTE

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

■ VOYAGES

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

¹ Fonds européen de développement régional.

² Fonds européen agricole pour le développement rural.

A2

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (AU 1^{ER} JANVIER 2022)

Allemagne *	France *	Pologne
Autriche *	Grèce *	Portugal *
Belgique *	Hongrie	République tchèque
Bulgarie	Irlande *	Roumanie
Chypre *	Italie *	Slovaquie *
Croatie	Lettonie *	Slovénie *
Danemark	Lituanie *	Suède
Espagne *	Luxembourg *	
Estonie *	Malte *	
Finlande *	Pays-Bas *	

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2022, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

CENTRES FINANCIERS EXTRATERRITORIAUX (LISTE CONVENTIONNELLE ÉTABLIE PAR EUROSTAT)

Andorre	Hong Kong	Nauru
Anguilla	Île de Man	Niue
Antigua-et-Barbuda	Îles Caïmans	Panama
Aruba	Îles Cook	Philippines
Bahamas	Îles Marshall	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Îles Turques-et-Caïques	Sainte-Lucie
Barbade	Îles Vierges américaines	Saint-Martin
Belize	Îles Vierges britanniques	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Bermudes	Jersey	Samoa
Curaçao	Liban	Seychelles
Dominique	Libéria	Singapour
Gibraltar	Liechtenstein	Vanuatu
Grenade	Maurice	
Guernesey	Montserrat	

A3

BALANCE DES PAIEMENTS – RÉVISIONS DES DONNÉES 2019 ET 2020

Dans le cadre de la publication du rapport annuel, les données font l'objet de révisions qui concernent principalement les deux années précédentes.

Ces révisions proviennent de la prise en considération de déclarations tardives ou de corrections sur les déclarations, ainsi que de l'intégration des données de collecte qui n'étaient pas encore disponibles lors du rapport annuel précédent et qui étaient donc estimées¹. Parmi ces dernières figurent l'enquête complémentaire sur les échanges de services, qui est annuelle et dont les résultats sont connus avec un décalage d'un an, ainsi que des données sur les investissements directs et leurs revenus qui ne sont disponibles qu'à la suite d'une analyse détaillée des données transmises par les entreprises.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES

Année 2019

- Le solde des services est revu à la hausse principalement à la suite de corrections de déclarations d'entreprises.
- La rémunération des salariés (essentiellement les travailleurs frontaliers) est majorée de 3,4 milliards d'euros en raison d'une meilleure prise en compte des cotisations sociales. En contrepartie, les dépenses de cotisations sociales sont révisées à la baisse dans les revenus secondaires.
- Le solde des revenus d'investissements est revu à la hausse de 12,2 milliards d'euros. La révision porte plus particulièrement sur les revenus d'investissements directs. Les revenus reçus sont revalorisés de 6,7 milliards alors que les revenus payés sont revus à la baisse de 5,5 milliards. Ces corrections résultent d'une analyse approfondie de la situation de plusieurs grands groupes.

Année 2020

- La mise à jour des données de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services se traduit par une révision à la hausse du solde des services d'un peu plus de 2 milliards d'euros.
- La rémunération des salariés est corrigée à la hausse pour les mêmes raisons qu'en 2019.
- Le solde du revenu des investissements directs est minoré en raison d'une distribution de dividendes plus active qu'anticipé.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE FINANCIER

Année 2019

- Les sorties nettes d'investissements directs sont revues à la hausse de près de 23 milliards d'euros en partie sous l'effet de la révision des bénéfices réinvestis.
- Les entrées nettes d'investissements de portefeuille sont minorées de près de 6 milliards d'euros. D'une part, l'estimation de la détention des titres français par les résidents est actualisée à partir de sources comptables. D'autre part, la répartition des investissements entre investissements de portefeuille et investissements directs est actualisée sur la base du seuil de détention de 10%.
- Le solde des autres investissements est ajusté à la baisse.

Année 2020

- Les sorties nettes d'investissements directs sont revues à la baisse de près de 30 milliards d'euros en partie sous l'effet de la révision des bénéfices réinvestis.
- Les investissements de portefeuille sont actualisés à la hausse comme en 2019.
- Les autres investissements sont révisés à la hausse sous l'effet d'ajustements divers comme en 2019.

¹ Banque de France (2015), *Méthodologie de la balance des paiements et de la position extérieure*.

Révisions des données 2019 et 2020 de la balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements (en milliards d'euros)

	2019			2020		
	Rapport annuel 2020	Rapport annuel 2021	Écarts	Rapport annuel 2020	Rapport annuel 2021	Écarts
Compte de transactions courantes	- 7,1	12,5	19,6	- 43,7	- 41,5	2,2
Biens	- 46,6	- 47,0	- 0,4	- 59,9	- 59,1	0,8
Services	24,0	25,6	1,6	16,4	18,7	2,3
<i>dont : transports</i>	- 4,0	- 4,8	- 0,8	- 2,7	- 0,7	2,0
<i>voyages</i>	11,6	11,6	0,0	4,2	4,2	0,0
Revenus primaires	61,7	77,3	15,6	43,3	42,1	- 1,2
Rémunérations des salariés	21,6	25,0	3,4	20,2	23,7	3,5
Revenus des investissements	36,5	48,7	12,2	20,7	15,9	- 4,8
Investissements directs	54,5	66,7	12,2	31,0	23,9	- 7,1
Investissements de portefeuille	- 15,8	- 15,7	0,1	- 10,7	- 10,6	0,1
Autres investissements	- 3,4	- 3,5	- 0,1	- 0,5	1,6	2,1
Avoirs de réserve	1,2	1,2	0,0	0,9	0,9	0,0
Autres revenus primaires	3,6	3,6	0,0	2,5	2,5	0,0
Revenus secondaires	- 46,1	- 43,4	2,7	- 43,6	- 43,2	0,4
Compte de capital	2,0	2,0	0,0	2,1	2,1	0,0
Compte financier	- 19,6	- 0,1	19,5	- 52,5	- 54,3	- 1,8
Investissements directs	4,9	27,4	22,5	36,0	5,5	- 30,5
Français à l'étranger	30,2	39,1	8,9	40,3	7,4	- 32,9
Capital social	17,3	18,8	1,5	18,0	10,9	- 7,1
Bénéfices réinvestis	21,6	27,5	5,9	9,6	- 13,3	- 22,9
Autres opérations (prêts intragroupe)	- 8,7	- 7,2	1,5	12,7	9,8	- 2,9
Étrangers en France	25,3	11,7	- 13,6	4,3	1,9	- 2,4
Capital social	22,6	21,6	- 1,0	11,4	11,1	- 0,3
Bénéfices réinvestis	9,5	0,4	- 9,1	5,1	- 1,8	- 6,9
Autres opérations (emprunts intragroupe)	- 6,8	- 10,3	- 3,5	- 12,2	- 7,3	4,9
Investissements de portefeuille	- 68,7	- 62,9	5,8	- 36,4	- 33,1	3,3
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	62,5	68,2	5,7	144,3	141,2	- 3,1
Actions et titres d'OPC ^{a)}	8,2	7,6	- 0,6	53,0	47,4	- 5,6
Titres de créance à long terme	62,9	60,9	- 2,0	52,4	59,7	7,3
Titres de créance à court terme	- 8,6	- 0,3	8,3	39,0	34,2	- 4,8
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	131,2	131,1	- 0,1	180,8	174,3	- 6,5
Actions et titres d'OPC ^{a)}	- 5,9	- 8,5	- 2,6	11,1	5,5	- 5,6
Titres de créance à long terme	142,2	145,6	3,4	99,4	98,6	- 0,8
Titres de créance à court terme	- 5,1	- 6,0	- 0,9	70,3	70,3	0,0
Instruments financiers dérivés	3,7	3,7	0,0	- 23,9	- 23,9	0,0
Autres investissements	37,8	28,8	- 9,0	- 32,3	- 6,8	25,5
Avoirs	217,5	212,7	- 4,8	180,3	241,0	60,7
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	128,5	128,5	0,0	114,0	114,4	0,4
Engagements	179,7	183,9	4,2	212,6	247,9	35,3
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	179,4	179,4	0,0	163,3	163,8	0,5
Avoirs de réserve	2,8	2,8	0,0	4,0	4,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	- 14,5	- 14,6	- 0,1	- 10,8	- 14,8	- 4,0

a) Organismes de placement collectif.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. La convention de signe utilisée est celle de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements*.

Source : Banque de France.

A4

POSITION EXTÉRIEURE – RÉVISIONS DES DONNÉES 2019 ET 2020

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce rapport annuel. Ces révisions de la position extérieure s'inscrivent dans le cadre du processus habituel de révisions.

Elles reflètent pour l'essentiel les ajustements réalisés sur les flux du compte financier de la balance des paiements : en 2019, hausse de la contribution des investissements directs de 27,0 milliards d'euros, mais baisse de la contribution des autres investissements pour 8,8 milliards ; en 2020, baisse de la contribution des investissements directs de 25,4 milliards, mais hausse de la contribution des autres investissements pour 16,7 milliards.

Révisions des données 2019 et 2020 de la position extérieure Principales rubriques de la position extérieure (en milliards d'euros)

	2019			2020		
	Rapport annuel 2020	Rapport annuel 2021	Écarts	Rapport annuel 2020	Rapport annuel 2021	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	512,4	539,4	27,0	475,9	450,5	- 25,4
Français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}	1273,4	1279,3	5,9	1261,4	1230,0	- 31,4
Étrangers en France en valeur mixte ^{a)}	761,0	739,9	- 21,1	785,4	779,5	- 5,9
Investissements de portefeuille	- 966,3	- 967,6	- 1,3	- 975,7	- 980,8	- 5,1
Titres étrangers	2545,9	2547,8	1,9	2697,6	2688,6	- 9,0
Actions et titres d'OPC	810,6	812,2	1,6	860,2	852,9	- 7,3
Titres de créance à long terme	1542,4	1532,4	- 10,0	1607,4	1600,7	- 6,7
Titres de créance à court terme	192,9	203,1	10,2	230,0	235,1	5,1
Titres français	3512,2	3515,4	3,2	3673,3	3669,5	- 3,8
Actions et titres d'OPC	952,8	954,0	1,2	917,7	912,5	- 5,2
Titres de créance à long terme	2313,3	2315,4	2,1	2444,1	2444,3	0,2
Titres de créance à court terme	246,1	246,1	0,0	311,5	312,6	1,1
Instruments financiers dérivés	- 72,8	- 72,8	0,0	- 98,7	- 98,7	0,0
Prêts et emprunts (hors avoirs de réserve)	- 258,4	- 267,2	- 8,8	- 280,1	- 263,4	16,7
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 30,6	- 30,3	0,3	- 24,9	- 26,7	- 1,8
Autres investissements de la Banque de France	- 128,7	- 128,7	0,0	- 117,8	- 117,8	0,0
Autres investissements des administrations publiques	32,0	33,2	1,2	30,8	33,9	3,1
Prêts et emprunts des institutions financières monétaires	- 170,5	- 170,5	0,0	- 214,1	- 214,2	- 0,1
Prêts et emprunts des autres secteurs ^{b)}	52,0	41,6	- 10,4	57,9	73,3	15,4
Droits de tirage spéciaux	- 12,5	- 12,5	0,0	- 11,9	- 11,9	0,0
Avoirs de réserve	168,2	168,2	0,0	183,0	183,0	0,0
Position nette en valeur mixte	- 616,8	- 600,1	16,7	- 695,5	- 709,4	- 13,9

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

Reproduction autorisée avec indication de la source

Directeur de la publication

Olivier Garnier

Directeur général des Statistiques, des Études
et de l'International de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des Langages

Studio Création

Direction de la Communication

Imprimerie

Banque de France – SG - DISG

Dépôt légal

Juin 2022

ISSN 0292-6733

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site Internet
de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements-et-statistiques-bancaires-internationales/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france-donnees>

Vous y trouverez également des tableaux statistiques complémentaires.

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements (en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Compte de transactions courantes	- 17,7	- 20,1	- 10,8	- 20,6	- 8,1	- 10,9	- 17,6	- 19,6	12,5	- 41,5	9,0
Total biens et services	- 37,1	- 23,2	- 12,9	- 17,2	- 8,8	- 12,0	- 21,7	- 26,6	- 21,4	- 40,4	- 31,0
Biens	- 64,9	- 54,5	- 43,0	- 42,7	- 28,9	- 32,3	- 46,1	- 51,0	- 47,0	- 59,1	- 67,4
Recettes	422,1	436,4	438,5	437,2	470,6	471,1	495,2	519,7	532,7	441,3	524,8
Dépenses	487,0	490,9	481,5	479,9	499,4	503,4	541,4	570,7	579,7	500,4	592,2
Services	27,8	31,3	30,1	25,5	20,1	20,2	24,4	24,3	25,6	18,7	36,4
Recettes	175,3	190,0	201,9	215,9	230,5	234,1	242,9	256,3	264,2	215,4	254,8
Dépenses	147,5	158,7	171,8	190,4	210,4	213,9	218,5	232,0	238,6	196,7	218,3
Voyages	14,6	20,8	21,3	17,3	17,0	13,4	13,1	13,5	11,6	4,2	5,1
Recettes	47,6	51,9	53,1	54,0	52,6	49,8	52,1	55,5	56,7	28,5	34,5
Dépenses	33,0	31,1	31,8	36,7	35,6	36,5	38,9	42,0	45,1	24,3	29,4
Transports	- 2,8	- 2,2	- 3,5	- 3,0	- 2,8	- 4,9	- 2,9	- 6,1	- 4,7	- 0,7	16,5
Recettes	31,7	33,3	34,6	36,1	37,7	36,4	40,7	39,6	41,4	37,2	59,4
Dépenses	34,4	35,5	38,1	39,1	40,6	41,3	43,6	45,7	46,1	38,0	43,0
Autres services	15,9	12,7	12,3	11,1	6,0	11,7	14,2	16,9	18,8	15,2	14,9
Recettes	96,0	104,8	114,2	125,8	140,1	147,9	150,1	161,2	166,1	149,7	160,8
Dépenses	80,1	92,1	101,9	114,6	134,2	136,2	135,9	144,3	147,3	134,4	146,0
Revenus primaires	56,7	45,1	47,1	45,0	45,7	48,5	47,5	54,3	77,3	42,1	81,7
Rémunérations des salariés	14,8	16,1	16,8	17,5	19,7	19,9	20,1	20,4	25,0	23,7	25,5
Revenus d'investissements	35,0	22,3	23,9	21,3	19,7	23,9	23,1	30,3	48,7	15,9	54,5
Revenus d'investissements directs	40,5	37,6	39,0	40,5	39,1	36,1	36,2	45,9	66,7	23,9	59,5
Revenus d'investissements de portefeuille	- 6,0	- 16,0	- 15,7	- 19,7	- 18,7	- 12,5	- 13,4	- 15,9	- 15,7	- 10,6	- 11,8
Revenus des autres investissements	- 0,1	0,3	0,2	0,1	- 1,3	- 0,2	- 0,3	- 0,7	- 3,5	1,6	5,9
Revenus d'avoirs de réserve	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	1,0	1,2	0,9	0,9
Autres revenus primaires	6,9	6,8	6,4	6,2	6,3	4,7	4,2	3,5	3,6	2,5	1,7
Revenus secondaires	- 37,2	- 42,1	- 45,0	- 48,4	- 45,0	- 47,3	- 43,4	- 47,3	- 43,4	- 43,2	- 41,7
Recettes	15,8	15,4	14,7	23,0	26,7	25,4	27,3	29,7	30,2	35,7	44,2
Dépenses	53,0	57,6	59,7	71,4	71,7	72,7	70,7	77,0	73,6	78,9	85,9
Compte de capital	- 0,2	- 3,4	0,1	- 1,2	- 1,0	1,1	0,2	2,1	2,0	2,1	11,7
Recettes	1,1	1,1	1,3	1,1	2,2	2,4	1,3	2,5	2,7	2,3	12,1
Dépenses	1,3	4,5	1,2	2,3	3,2	1,3	1,1	0,4	0,7	0,3	0,4
Compte financier	- 56,5	- 37,3	- 14,5	- 7,8	- 0,7	- 16,8	- 32,0	- 24,1	- 0,1	- 54,3	3,0
Avoirs	- 28,9	- 144,4	- 162,2	204,4	176,0	250,6	235,8	332,0	460,5	530,6	432,0
Engagements	27,6	- 107,1	- 147,7	212,2	176,7	267,4	267,8	356,0	460,6	584,9	429,0
Investissements directs	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	27,4	5,5	- 9,7
Français à l'étranger	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	86,4	39,1	7,4	13,1
Étrangers en France	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	35,4	11,7	1,9	22,8
Investissements de portefeuille	- 240,9	- 39,4	- 59,7	- 17,9	38,9	0,2	26,8	16,4	- 62,9	- 33,1	- 5,3
Avoirs	- 167,7	- 18,3	43,6	69,7	43,5	36,4	55,4	30,8	68,2	141,2	98,8
Engagements	73,2	21,0	103,2	87,7	4,6	36,3	28,6	14,5	131,1	174,3	104,1
Instruments financiers dérivés	- 13,9	- 14,3	- 16,8	- 23,9	13,0	- 15,9	- 1,2	- 25,9	3,7	- 23,8	17,8
Avoirs	43,4	- 108,8	- 216,1	12,0	131,5	- 18,3	6,5	73,6	137,6	137,0	129,7
Engagements	57,3	- 94,5	- 199,3	35,9	118,4	- 2,4	7,8	99,5	133,9	160,8	112,0
Autres investissements	189,6	- 2,8	73,9	- 2,2	- 66,9	- 41,1	- 64,4	- 76,0	28,8	- 6,8	- 22,6
Avoirs	64,0	- 48,9	- 3,6	84,5	- 54,1	171,6	145,0	130,7	212,7	241,0	167,6
Engagements	- 125,7	- 46,2	- 77,5	86,6	12,8	212,7	209,4	206,6	183,9	247,8	190,1
Avoirs de réserve	- 5,5	4,0	- 1,5	0,7	7,2	2,2	- 3,0	10,4	2,8	4,0	22,8
Erreurs et omissions nettes	- 38,6	- 13,8	- 3,7	14,0	8,4	- 7,1	- 14,6	- 6,5	- 14,6	- 14,8	- 17,7

0.2 Position extérieure

0.2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2011 à 2021 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Investissements directs en valeur mixte	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	450,5	437,0
Français à l'étranger	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 279,3	1 230,0	1 282,9
Étrangers en France	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	739,9	779,5	845,9
Investissements de portefeuille	- 546,6	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 743,7	- 736,5	- 763,9	- 796,6	- 967,6	- 980,8	- 1 035,2
Titres étrangers	1 865,6	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 341,8	2 392,8	2 410,4	2 330,0	2 547,8	2 688,6	2 909,3
Actions et titres d'OPC ^{a)}	401,4	494,7	589,0	634,8	687,1	715,1	795,7	686,8	812,2	852,9	1 038,5
Titres de créance à long terme	1 256,7	1 271,8	1 306,4	1 435,4	1 472,4	1 496,0	1 419,2	1 435,6	1 532,4	1 600,7	1 616,9
Titres de créance à court terme	207,5	224,5	187,8	197,2	182,3	181,7	195,5	207,6	203,1	235,1	253,9
Titres français	2 412,2	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 085,5	3 129,3	3 174,3	3 126,6	3 515,4	3 669,4	3 944,4
Actions et titres d'OPC	500,6	614,7	731,8	743,1	783,9	823,3	914,1	804,1	953,9	912,5	1 172,1
Titres de créance à long terme	1 671,9	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 082,8	2 087,5	2 037,4	2 073,8	2 315,4	2 444,3	2 470,8
Titres de créance à court terme	239,7	203,0	232,6	242,2	218,7	218,5	222,7	248,7	246,1	312,6	301,5
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	<i>907,0</i>	<i>978,3</i>	<i>1 017,3</i>	<i>1 138,7</i>	<i>1 133,0</i>	<i>1 115,8</i>	<i>1 070,1</i>	<i>1 059,6</i>	<i>1 152,8</i>	<i>1 206,8</i>	<i>1 178,5</i>
Instruments financiers dérivés	- 44,5	- 45,2	- 62,1	- 59,6	- 35,2	- 46,5	- 69,2	- 72,5	- 72,8	- 98,7	- 113,1
Créances	1 092,2	1 080,2	809,7	1 043,7	802,8	794,7	608,2	612,8	742,9	962,1	869,2
Engagements	1 136,6	1 125,4	871,8	1 103,3	838,0	841,1	677,4	685,4	815,6	1 060,7	982,3
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 144,8	- 162,8	- 85,2	- 98,3	- 165,7	- 206,6	- 267,3	- 296,2	- 267,2	- 263,4	- 306,5
Créances	1 710,0	1 610,1	1 575,5	1 712,1	1 741,6	1 824,5	1 896,5	2 214,4	2 451,4	2 630,9	2 851,5
Engagements	1 854,8	1 773,0	1 660,7	1 810,4	1 907,2	2 031,1	2 163,8	2 510,6	2 718,6	2 894,3	3 158,1
Banque de France	- 208,9	- 206,2	- 163,1	- 171,5	- 163,5	- 161,3	- 168,2	- 185,6	- 141,2	- 129,7	- 202,9
Autres participations	0,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,8
Numéraire et dépôts	- 98,7	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9	- 79,7	- 79,0	- 96,4	- 49,7	- 4,9	- 56,9
Prêts	- 99,5	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3	- 70,1	- 78,7	- 78,4	- 80,7	- 114,6	- 111,3
Droits de tirage spéciaux	- 12,0	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9	- 12,9	- 12,0	- 12,3	- 12,5	- 11,9	- 36,4
Administrations publiques	26,1	29,7	42,3	44,7	49,3	50,1	46,4	42,5	40,5	40,8	55,4
Autres participations	18,5	24,9	32,9	38,2	41,6	42,4	44,4	44,4	46,3	46,8	48,6
Numéraire et dépôts	- 14,5	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5	- 9,3	- 12,5	- 14,0	- 18,1	- 16,9	- 14,0
Prêts	15,5	13,9	15,7	13,6	10,8	9,5	7,1	4,9	5,0	3,9	1,9
Crédits commerciaux et avances à la commande	6,6	5,7	5,2	5,2	8,3	7,5	7,4	7,2	7,3	6,9	7,6
Autres comptes à payer/à recevoir											11,4
Institutions financières monétaires	82,3	37,1	66,1	44,2	- 56,8	- 82,8	- 98,6	- 122,7	- 170,5	- 214,2	- 282,7
Numéraire et dépôts	- 298,5	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 471,1	- 552,7	- 592,2	- 898,8	- 997,0	- 1 041,6	- 1 188,5
Prêts	380,0	370,0	359,2	401,1	414,1	457,7	481,6	723,4	769,9	768,2	863,4
Autres comptes à payer/à recevoir	0,8	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3	12,3	12,0	52,8	56,6	59,2	42,4
Autres secteurs ^{b)}	- 44,4	- 23,4	- 30,4	- 15,6	5,3	- 12,7	- 46,9	- 30,4	4,0	39,7	123,6
Numéraire et dépôts	225,1	261,2	227,0	250,6	324,6	337,2	352,6	135,3	176,1	240,2	349,5
Prêts	- 258,8	- 266,0	- 238,5	- 238,8	- 284,3	- 306,9	- 347,7	- 117,2	- 123,1	- 127,2	- 146,6
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 10,6	- 18,6	- 18,8	- 26,1	- 32,8	- 40,8	- 42,8	- 42,1	- 37,6	- 33,6	- 27,1
Autres comptes à payer/à recevoir	0,0	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,3	2,8	0,5	- 19,0	- 30,6
Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 2,1	- 2,1	- 9,3	- 9,2	- 11,9	- 20,6	- 21,5
Avoirs de réserve	133,1	139,9	105,1	118,2	126,9	139,2	130,4	145,6	168,2	183,0	215,9
Total créances	5 765,3	5 785,6	5 534,6	6 207,4	6 177,9	6 370,2	6 246,5	6 574,4	7 189,5	7 694,6	8 128,8
Total engagements	5 943,8	6 053,4	5 885,1	6 543,1	6 462,1	6 660,7	6 698,6	7 029,7	7 789,5	8 404,0	8 930,6
Position extérieure	- 178,4	- 267,8	- 350,5	- 335,7	- 284,2	- 290,6	- 452,1	- 455,4	- 600,1	- 709,4	- 801,9

a) Organismes de placement collectif.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

Note : Les investissements directs sont présentés selon la règle du principe directionnel étendu.

0.2b Créances et dettes extérieures par monnaie hors avoires de réserve (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net
Total	4 582	5 717	- 1 135	4 867	6 082	- 1 215	5 178	6 406	- 1 228
Euro	3 230	4 132	- 902	3 472	4 419	- 947	3 660	4 583	- 923
Dollar US	849	1 139	- 290	815	1 207	- 391	960	1 320	- 360
Yen	208	93	115	235	80	155	219	88	131
Livre sterling	119	193	- 74	140	213	- 73	128	212	- 84
Yuan	5	9	- 4	7	9	- 2	8	13	- 5
Autres monnaies	171	150	20	198	155	43	203	190	13
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	2 701	3 164	- 463	2 893	3 328	- 435	2 999	3 580	- 581
Euro	1 692	1 977	- 285	1 835	2 093	- 257	1 879	2 235	- 356
Dollar US	609	857	- 248	575	905	- 331	673	978	- 305
Yen	198	85	114	234	72	162	210	79	131
Livre sterling	93	132	- 39	114	139	- 25	101	143	- 42
Yuan	3	6	- 3	4	5	0	4	5	0
Autres monnaies	107	107	- 1	131	114	17	132	141	- 9
Administrations publiques	87	1 371	- 1 284	86	1 496	- 1 410	98	1 479	- 1 381
Euro	81	1 319	- 1 239	81	1 411	- 1 331	93	1 385	- 1 292
Dollar US	6	40	- 34	5	59	- 54	4	75	- 70
Yen	0	1	- 1	0	0	0	0	0	0
Livre sterling	0	5	- 5	0	19	- 19	0	11	- 11
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	3	- 3
Autres monnaies	0	6	- 5	0	6	- 6	0	4	- 4
Autres secteurs	1 351	745	606	1 439	828	611	1 575	871	703
Euro	1 204	516	688	1 276	604	672	1 389	634	755
Dollar US	90	164	- 74	113	159	- 46	126	173	- 47
Yen	9	6	2	- 1	6	- 7	7	7	1
Livre sterling	14	39	- 26	13	40	- 26	13	39	- 27
Yuan	0	0	0	0	1	- 1	1	1	0
Autres monnaies	34	19	15	37	18	20	39	18	21
Prêts inter-entreprises ^{a)}	443	437	6	449	431	18	506	476	31
Euro	254	320	- 66	280	310	- 31	299	329	- 30
Dollar US	144	78	66	123	83	40	157	95	62
Yen	2	2	0	2	2	0	2	2	0
Livre sterling	12	16	- 4	12	16	- 3	15	19	- 4
Yuan	2	3	- 1	2	3	0	3	4	- 1
Autres monnaies	29	19	11	29	17	12	31	26	5

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale ou la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure* du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2020) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2020).

0.2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net
Total	743	816	- 73	962	1 061	- 99	869	982	- 113
Euro	441	468	- 27	597	640	- 43	554	613	- 59
Dollar US	179	200	- 21	228	255	- 26	207	232	- 26
Yen	36	47	- 10	28	38	- 10	20	29	- 9
Livre sterling	33	42	- 9	38	49	- 11	29	38	- 9
Autres monnaies	54	59	- 5	70	79	- 9	60	69	- 9

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et investissement, une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

0.2d Les flux d'investissements directs de la France

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Créances : acquisition nette d'actifs financiers (A = B + C + D)	45,0	40,3	13,3	39,8	45,9	67,5	42,4	117,1	75,0	17,0	64,9
Capital social (B)	28,4	40,5	3,3	21,0	18,0	34,6	13,7	74,7	18,8	10,9	- 3,6
Bénéfices réinvestis (C)	8,0	10,8	8,5	7,6	4,9	13,4	19,3	25,3	27,5	- 13,3	24,2
Prêts intragroupe (D)	8,7	- 10,9	1,5	11,2	23,0	19,5	9,5	17,2	28,8	19,5	44,3
Engagements : accroissement net des passifs financiers (E = F + G + H)	30,8	25,3	23,8	4,3	38,8	29,8	32,5	66,1	47,6	11,5	74,6
Capital social (F)	21,2	10,7	20,0	9,4	27,8	18,9	22,0	28,8	21,6	11,1	32,9
Bénéfices réinvestis (G)	- 1,6	6,2	6,6	5,1	7,1	7,6	6,7	9,2	0,4	- 1,8	6,5
Emprunts intragroupe (H)	11,2	8,3	- 2,8	- 10,1	3,9	3,3	3,8	28,1	25,6	2,3	35,2
Créances / engagements : investissements directs nets (I = A - E)	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	27,4	5,5	- 9,7
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (J)	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	86,4	39,1	7,4	13,1
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (K)	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	35,4	11,7	1,9	22,8
Principe directionnel : investissements directs nets (L = I = J - K)	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	27,4	5,5	- 9,7

0.2e La position de la France en investissements directs

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Actifs : investissements directs français à l'étranger (A = B + C)	1 252,2	1 295,3	1 284,2	1 393,4	1 499,2	1 557,7	1 537,1	1 619,5	1 673,6	1 617,8	1 733,7
Capitaux propres (B)	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 208,8	1 230,5	1 168,9	1 227,2
Prêts intragroupe (C)	358,1	346,8	343,9	380,6	419,4	445,7	439,9	410,6	443,1	448,8	506,5
Passifs : investissements directs étrangers en France (D = E + F)	827,8	846,5	875,2	904,0	965,7	998,0	1 019,2	1 055,1	1 134,3	1 167,3	1 296,7
Capitaux propres (E)	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	646,1	697,1	736,5	821,1
Emprunts intragroupe (F)	367,0	376,1	373,2	375,2	389,5	393,9	393,9	409,0	437,2	430,8	475,6
Actifs / passifs : position nette en investissements directs (G = A - D)	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	450,5	437,0
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (H)	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 279,3	1 230,0	1 282,9
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (I)	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	739,9	779,5	845,9
Principe directionnel : position nette en investissements directs (J = G = H - I)	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	450,5	437,0

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	532,7	579,7	- 47,0	441,3	500,4	- 59,1	524,8	592,2	- 67,4
Marchandises	522,6	579,7	- 57,1	434,6	500,4	- 65,8	513,4	592,2	- 78,8
Données douanières	508,6	566,6	- 58,0	428,2	492,9	- 64,7	500,9	585,6	- 84,7
Corrections et ajustements	12,1	9,1	3,1	5,8	4,3	1,5	11,8	2,6	9,2
Soutage et avitaillement	1,9	4,1	- 2,2	0,6	3,2	- 2,6	0,8	4,0	- 3,2
Négoce international	10,1		10,1	6,6		6,6	11,3		11,3
Négoce (Biens acquis – exportations négatives)	- 65,5		- 65,5	- 48,1		- 48,1	- 58,5		- 58,5
Négoce (Biens revendus – exportations)	75,6		75,6	54,7		54,7	69,9		69,9

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises (en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2021	Variation 2021/2020 (en %)	Montant en 2021	Variation 2021/2020 (en %)	Montant en 2021	Variation 2021/2020 (en milliards)
Zone euro	229,1	17,9	279,9	19,2	- 50,8	- 10,4
<i>dont : Allemagne</i>	<i>68,6</i>	<i>12,8</i>	<i>81,4</i>	<i>13,3</i>	<i>- 12,8</i>	<i>- 1,8</i>
<i>Italie</i>	<i>39,1</i>	<i>21,1</i>	<i>46,3</i>	<i>17,8</i>	<i>- 7,2</i>	<i>- 0,2</i>
<i>Espagne</i>	<i>36,5</i>	<i>18,2</i>	<i>42,2</i>	<i>19,0</i>	<i>- 5,8</i>	<i>- 1,1</i>
Nouveaux États membres ^{a)}	33,0	18,0	40,8	15,8	- 7,8	- 0,5
Royaume-Uni	29,2	8,3	21,6	26,0	7,6	- 2,2
Amérique	51,5	15,6	47,8	12,6	3,6	1,6
<i>dont : États-Unis</i>	<i>36,3</i>	<i>12,5</i>	<i>34,0</i>	<i>10,4</i>	<i>2,2</i>	<i>0,8</i>
Asie	67,0	22,0	114,0	15,9	- 47,0	- 3,6
<i>dont : Japon</i>	<i>6,7</i>	<i>17,5</i>	<i>9,4</i>	<i>11,3</i>	<i>- 2,7</i>	<i>0,0</i>
<i>Chine et Hong Kong</i>	<i>29,8</i>	<i>30,3</i>	<i>64,4</i>	<i>13,0</i>	<i>- 34,6</i>	<i>- 0,5</i>
<i>Proche et Moyen-Orient</i>	<i>11,8</i>	<i>7,2</i>	<i>8,3</i>	<i>49,5</i>	<i>3,5</i>	<i>- 2,0</i>

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects – DGDDI (données brutes), calculs Banque de France.

1.3 Ventilation géographique des échanges de services (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	118,4	130,9	- 12,5	99,9	105,9	- 6,0	112,6	117,6	- 5,0
Union économique et monétaire (à 19)	107,8	115,5	- 7,7	90,0	94,4	- 4,4	101,1	104,6	- 3,6
dont : Allemagne	25,5	30,4	- 4,9	21,1	27,3	- 6,2	24,2	29,5	- 5,2
Autriche	1,0	1,3	- 0,3	1,0	0,9	0,0	1,2	1,0	0,2
Belgique	16,2	14,2	2,0	14,8	10,7	4,1	16,3	11,4	4,8
Espagne	16,1	16,6	- 0,5	9,7	10,9	- 1,2	11,3	12,8	- 1,4
Finlande	1,5	1,1	0,4	0,9	0,7	0,2	0,9	0,6	0,3
Grèce	0,4	2,0	- 1,5	0,4	1,0	- 0,7	0,5	1,5	- 1,0
Irlande	8,2	12,0	- 3,8	9,1	12,5	- 3,4	9,0	13,8	- 4,8
Italie	12,5	12,3	0,2	9,4	9,3	0,1	11,1	11,1	0,1
Luxembourg	9,4	6,3	3,2	8,8	6,4	2,3	9,3	7,0	2,4
Pays-Bas	14,1	12,8	1,3	12,5	9,4	3,2	14,6	10,0	4,6
Portugal	1,7	4,6	- 2,9	1,3	3,3	- 2,0	1,4	3,8	- 2,4
Autres pays de l'Union européenne	10,6	15,4	- 4,8	9,9	11,5	- 1,6	11,5	12,9	- 1,4
dont : Danemark	1,7	1,2	0,5	1,3	1,1	0,3	1,7	1,4	0,4
Hongrie	0,6	0,9	- 0,2	0,6	0,7	- 0,1	0,7	0,8	- 0,1
Pologne	2,2	5,8	- 3,6	2,1	3,2	- 1,1	2,3	3,5	- 1,3
République tchèque	1,2	1,1	0,0	1,2	1,1	0,1	1,4	1,2	0,2
Roumanie	0,9	1,8	- 0,8	1,0	1,7	- 0,7	1,2	1,7	- 0,5
Suède	3,0	3,1	- 0,1	2,7	2,8	0,0	3,2	3,1	0,0
Reste du monde	145,8	107,6	38,2	115,5	90,9	24,7	142,2	100,8	41,4
dont : Afrique du Sud	0,8	0,7	0,1	0,5	0,4	0,2	0,6	0,3	0,2
Algérie	1,3	0,8	0,5	0,8	0,5	0,3	0,8	0,4	0,4
Angola	0,5	0,2	0,3	0,6	0,2	0,4	1,0	0,2	0,8
Arabie saoudite	1,7	0,8	0,9	0,7	0,3	0,4	0,9	0,4	0,6
Australie	1,9	0,9	0,9	1,4	0,7	0,7	1,4	0,7	0,7
Bahreïn	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Brésil	2,4	1,3	1,1	1,8	0,9	0,9	2,4	1,0	1,3
Canada	2,6	3,2	- 0,6	1,9	2,7	- 0,8	2,4	2,9	- 0,6
Chine	9,7	4,5	5,2	7,3	4,7	2,6	11,0	4,9	6,1
Corée du Sud	2,0	0,9	1,1	1,6	0,7	0,9	2,0	0,7	1,3
Égypte	1,7	0,8	0,8	1,0	0,8	0,2	1,1	0,9	0,2
Émirats arabes unis	1,8	1,7	0,1	1,6	1,5	0,1	2,1	1,8	0,3
États-Unis	28,9	23,6	5,2	24,5	19,9	4,6	30,7	22,4	8,4
Hong Kong	1,0	1,6	- 0,7	1,2	1,5	- 0,3	1,9	1,5	0,4
Inde	2,3	2,7	- 0,4	1,9	2,2	- 0,3	3,9	2,4	1,5
Japon	4,2	2,5	1,7	2,9	1,6	1,3	3,0	1,4	1,6
Maroc	1,8	2,1	- 0,3	1,3	1,9	- 0,6	1,4	2,2	- 0,8
Mexique	1,7	0,9	0,8	1,0	0,7	0,3	1,6	0,7	0,9
Nigéria	0,5	0,1	0,4	0,3	0,1	0,2	0,5	0,1	0,3
Norvège	1,1	1,1	0,0	0,9	0,7	0,2	1,0	0,7	0,3
Qatar	1,5	0,3	1,1	0,9	0,3	0,6	0,8	0,3	0,5
Royaume-Uni	28,6	25,0	3,7	22,1	21,0	1,0	27,0	23,9	3,0
Russie	3,2	1,0	2,2	4,9	0,8	4,1	5,2	0,9	4,3
Singapour	3,7	3,1	0,6	3,0	3,1	- 0,1	3,6	3,4	0,2
Suisse	16,5	8,8	7,7	11,9	8,7	3,3	12,7	9,4	3,2
Tunisie	1,0	1,6	- 0,6	0,7	1,2	- 0,5	0,8	1,3	- 0,6
Turquie	1,8	1,7	0,1	1,5	0,9	0,7	1,9	1,1	0,9
Total	264,2	238,6	25,6	215,4	196,7	18,7	254,8	218,3	36,4

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

1.4 Transports (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Maritimes	14,5	10,6	4,0	15,9	10,9	5,0	34,2	12,8	21,4
Fret	13,5	4,9	8,6	15,4	4,6	10,9	33,7	5,6	28,1
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,4</i>	<i>1,3</i>	<i>- 0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>- 0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>- 0,9</i>
Passagers	0,3	0,4	- 0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Autres frais^{b)}	0,8	5,3	- 4,5	0,3	6,3	- 5,9	0,4	7,1	- 6,8
Aériens	11,0	12,3	- 1,2	5,0	6,5	- 1,5	5,7	6,7	- 1,0
Fret	0,7	2,2	- 1,4	0,6	2,3	- 1,7	0,8	2,6	- 1,8
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>- 0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>- 0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>- 0,4</i>
Passagers	5,8	7,2	- 1,3	2,4	2,2	0,2	2,7	2,3	0,4
Autres frais^{b)}	4,5	3,0	1,5	2,0	2,0	0,0	2,2	1,8	0,4
Autres transports	15,8	23,3	- 7,5	16,3	20,6	- 4,3	19,5	23,5	- 4,0
Spatiaux	0,7	0,0	0,7	0,4	0,1	0,3	0,6	0,2	0,4
Ferroviaires	1,9	1,9	0,0	1,5	1,5	- 0,1	1,6	1,9	- 0,3
Fret	1,3	1,3	0,0	0,9	1,4	- 0,5	0,9	1,8	- 0,9
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Passagers	0,4	0,6	- 0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2
Autres frais ^{b)}	0,2	0,0	0,2	0,4	0,0	0,4	0,3	0,0	0,3
Routiers	7,4	17,0	- 9,6	7,7	13,7	- 6,0	9,0	15,2	- 6,3
Fret	6,0	15,6	- 9,6	5,7	12,2	- 6,5	6,4	13,6	- 7,2
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	<i>0,2</i>	<i>4,3</i>	<i>- 4,1</i>	<i>0,2</i>	<i>3,9</i>	<i>- 3,7</i>	<i>0,2</i>	<i>4,7</i>	<i>- 4,5</i>
Passagers	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	- 0,1
Autres frais ^{b)}	1,3	1,4	- 0,1	2,0	1,4	0,6	2,5	1,5	1,0
Autres	5,8	4,3	1,5	6,7	5,2	1,5	8,4	6,2	2,2
<i>dont fabrisation^{a),c)}</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>
Total	41,4	46,1	- 4,7	37,2	38,0	- 0,7	59,4	43,0	16,5

a) La fabrisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabrisation des transports fluviaux, oléoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.5 Ventilation géographique des échanges de voyages (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	26,2	24,3	1,9	15,3	13,8	1,4	19,3	18,2	1,1
Union économique et monétaire (à 19)	24,1	22,9	1,3	14,2	13,0	1,2	18,0	17,0	1,0
dont : Allemagne	5,9	3,7	2,2	3,5	2,6	0,9	4,7	2,6	2,1
Autriche	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1
Belgique	6,0	2,3	3,7	4,1	1,7	2,4	4,9	2,1	2,8
Espagne	4,6	6,8	-2,2	2,4	2,9	-0,5	3,1	4,5	-1,5
Grèce	0,1	1,1	-1,0	0,0	0,6	-0,5	0,1	1,1	-1,0
Irlande	0,5	0,7	-0,2	0,2	0,2	0,0	0,3	0,1	0,2
Italie	3,3	3,4	-0,2	1,5	1,8	-0,3	2,0	2,8	-0,8
Luxembourg	0,7	1,3	-0,6	0,6	1,1	-0,5	0,5	1,1	-0,6
Pays-Bas	1,9	0,9	1,0	1,1	0,4	0,7	1,6	0,5	1,1
Portugal	0,6	1,9	-1,3	0,4	1,1	-0,7	0,4	1,5	-1,0
Autres pays de l'Union européenne	2,0	1,5	0,6	1,0	0,8	0,2	1,3	1,2	0,1
dont : Croatie	0,0	0,4	-0,4	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,3	-0,3
Danemark	0,5	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1
Roumanie	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Suède	0,6	0,2	0,5	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2
Reste du monde	30,5	20,8	9,7	13,3	10,5	2,8	15,2	11,2	4,0
dont : Algérie	0,6	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,4	0,1	0,2
Australie	0,7	0,3	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Brésil	0,7	0,2	0,5	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Canada	1,0	0,9	0,1	0,3	0,3	0,0	0,4	0,4	0,0
Chine	3,5	0,3	3,3	0,9	0,1	0,8	0,7	0,0	0,7
Égypte	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,2	-0,1
États-Unis	4,1	2,3	1,8	1,2	0,8	0,4	2,1	0,9	1,2
Inde	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Japon	0,9	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Maroc	0,6	0,7	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,4	-0,1
Mexique	0,5	0,3	0,1	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,0
Norvège	0,2	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
République dominicaine	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,2	-0,2
Royaume-Uni	6,0	3,6	2,4	3,3	1,4	1,9	3,5	0,7	2,8
Russie	0,7	0,3	0,4	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
Suisse	5,3	1,6	3,7	3,5	1,4	2,1	4,1	1,5	2,6
Thaïlande	0,1	0,3	-0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0
Tunisie	0,3	0,5	-0,2	0,2	0,3	-0,2	0,2	0,4	-0,2
Turquie	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	-0,1
Vietnam	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Total	56,7	45,1	11,6	28,5	24,3	4,2	34,5	29,4	5,1

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.6 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et hors voyages (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	75,1	79,8	- 4,6	68,1	70,5	- 2,4	71,7	75,1	- 3,3
Union économique et monétaire (à 19)	67,9	70,3	- 2,4	60,3	63,7	- 3,3	63,3	67,7	- 4,4
dont : Allemagne	15,2	21,8	- 6,6	13,9	20,6	- 6,7	14,8	22,2	- 7,5
Autriche	0,6	0,7	- 0,1	0,7	0,5	0,2	0,8	0,5	0,3
Belgique	8,4	9,0	- 0,6	8,5	6,6	1,9	8,6	6,7	2,0
Espagne	9,9	5,8	4,1	5,7	5,1	0,7	6,5	5,1	1,3
Finlande	1,3	0,7	0,6	0,8	0,6	0,3	0,8	0,4	0,3
Grèce	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,0
Irlande	7,2	10,6	- 3,4	8,4	12,0	- 3,6	8,1	13,2	- 5,1
Italie	7,8	6,5	1,3	6,5	5,8	0,7	7,4	6,3	1,1
Luxembourg	7,0	3,8	3,2	5,8	4,1	1,7	5,3	4,3	1,0
Pays-Bas	8,5	8,4	0,1	8,4	6,1	2,3	9,5	6,6	2,9
Portugal	0,9	1,9	- 1,0	0,8	1,5	- 0,7	0,8	1,6	- 0,8
Autres pays de l'Union européenne	7,3	9,5	- 2,2	7,7	6,8	1,0	8,5	7,3	1,1
dont : Danemark	1,0	0,7	0,4	0,9	0,6	0,4	1,1	0,7	0,4
Hongrie	0,5	0,5	0,0	0,5	0,3	0,2	0,6	0,4	0,2
Pologne	1,7	3,5	- 1,8	1,6	1,3	0,3	1,6	1,4	0,2
République tchèque	0,8	0,6	0,3	1,0	0,6	0,4	1,1	0,7	0,4
Roumanie	0,6	1,0	- 0,3	0,8	1,1	- 0,3	0,9	1,0	- 0,1
Suède	1,9	2,6	- 0,7	2,2	2,4	- 0,3	2,4	2,7	- 0,3
Reste du monde	91,0	67,5	23,4	81,6	64,0	17,6	89,1	70,9	18,2
dont : Afrique du Sud	0,5	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2
Algérie	0,5	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1
Angola	0,5	0,0	0,5	0,6	0,0	0,6	0,9	0,1	0,9
Arabie saoudite	1,3	0,7	0,6	0,5	0,2	0,3	0,6	0,2	0,3
Australie	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,6	1,1	0,6	0,5
Bahreïn	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1
Brésil	1,3	0,9	0,4	1,2	0,7	0,5	1,4	0,8	0,7
Canada	1,3	1,6	- 0,3	1,3	1,5	- 0,2	1,3	1,6	- 0,3
Chine	4,1	2,6	1,4	3,6	2,8	0,7	2,3	2,8	- 0,5
Corée du Sud	1,3	0,6	0,7	1,2	0,5	0,7	1,1	0,4	0,7
Égypte	1,5	0,3	1,3	0,9	0,3	0,6	0,9	0,3	0,6
Émirats arabes unis	1,2	1,0	0,3	1,2	1,1	0,0	1,4	1,2	0,2
États-Unis	18,7	18,0	0,7	18,1	16,5	1,5	19,4	18,1	1,3
Hong Kong	0,5	1,4	- 0,9	0,8	1,1	- 0,3	1,1	1,1	0,1
Inde	1,5	2,1	- 0,6	1,4	1,9	- 0,5	2,6	2,0	0,6
Japon	2,9	1,8	1,1	2,3	1,3	1,0	2,3	1,1	1,2
Maroc	0,8	1,0	- 0,2	0,8	1,3	- 0,6	0,8	1,5	- 0,7
Mexique	1,1	0,4	0,7	0,7	0,3	0,4	0,8	0,3	0,5
Nigéria	0,4	0,0	0,3	0,3	0,0	0,2	0,4	0,0	0,3
Norvège	0,7	0,7	0,0	0,7	0,5	0,2	0,7	0,5	0,3
Qatar	1,3	0,1	1,2	0,8	0,1	0,7	0,6	0,1	0,6
Royaume-Uni	18,6	18,2	0,4	16,5	18,0	- 1,6	20,1	21,7	- 1,6
Russie	2,3	0,4	1,8	4,4	0,4	4,0	4,7	0,5	4,2
Singapour	3,3	1,6	1,7	2,7	1,7	1,0	3,1	1,7	1,4
Suisse	9,9	6,5	3,5	7,2	6,7	0,5	7,1	7,2	- 0,1
Tunisie	0,3	0,8	- 0,5	0,2	0,6	- 0,4	0,2	0,7	- 0,5
Turquie	0,8	0,9	- 0,1	0,9	0,3	0,6	1,0	0,3	0,7
Total	166,1	147,3	18,8	149,7	134,4	15,2	160,8	146,0	14,9

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.7 Autres services (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10,4	10,1	0,3	10,1	7,9	2,2	11,7	8,3	3,4
Services d'entretien et de réparation n.i.a	10,2	8,7	1,5	9,2	6,7	2,6	9,0	6,4	2,5
Construction	2,0	1,5	0,5	2,3	1,9	0,4	1,1	1,8	-0,7
Services d'assurance et de pension	10,0	9,2	0,8	8,7	9,3	-0,6	7,9	11,9	-4,0
Services financiers	13,7	6,8	7,0	13,2	7,1	6,1	14,0	6,8	7,2
Services explicitement facturés et autres services financiers	8,4	5,5	3,0	9,3	6,1	3,2	10,0	5,8	4,2
Services d'intermédiation financière indirectement mesurée	5,3	1,3	4,0	3,9	1,0	2,9	4,0	1,0	2,9
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	13,8	11,1	2,7	12,2	11,0	1,3	13,0	11,1	1,8
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	17,5	21,7	-4,1	18,0	24,1	-6,1	19,4	26,3	-6,9
Autres services aux entreprises	83,1	73,6	9,5	72,9	63,9	9,0	81,4	70,5	10,9
Services de recherche et développement	12,9	13,6	-0,6	9,7	11,0	-1,3	11,4	12,3	-0,9
Services professionnels et services de conseil en gestion	25,2	22,1	3,1	23,1	19,6	3,5	25,5	22,5	3,0
Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises	44,9	37,9	7,0	40,0	33,2	6,8	44,5	35,7	8,7
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4,8	4,5	0,3	2,6	2,6	0,0	2,8	2,8	0,0
Biens et services des APU n.i.a.	0,5	0,1	0,4	0,4	0,0	0,4	0,5	0,0	0,5

n.i.a. : non inclus par ailleurs; APU : administrations publiques.

Note : En raison des écarts d'arrondissement, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.8 Revenus primaires (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	26,5	1,5	25,0	25,0	1,3	23,7	26,9	1,4	25,5
Revenus des investissements	168,7	119,9	48,7	111,0	95,2	15,9	162,1	107,6	54,5
Revenus d'investissements directs	95,0	28,3	66,7	47,5	23,6	23,9	101,0	41,5	59,5
Dividendes	63,4	26,1	37,4	56,7	23,7	33,0	73,8	33,4	40,4
Bénéfices réinvestis	27,5	0,4	27,1	-13,3	-1,8	-11,5	24,2	6,5	17,7
Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés	4,1	1,8	2,2	4,1	1,8	2,4	3,0	1,6	1,4
Revenus d'investissements de portefeuille	47,9	63,6	-15,7	44,0	54,5	-10,6	44,0	55,8	-11,8
dont revenus des actions et des OPC ^{a)}	16,4	25,0	-8,6	14,8	20,6	-5,8	16,4	22,0	-5,6
Revenus des autres investissements	24,5	28,0	-3,5	18,6	17,0	1,6	16,2	10,4	5,9
Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement	0,4	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,1	0,0	0,1
Intérêts	24,0	27,5	-3,6	17,9	16,5	1,5	15,8	9,2	6,6
Revenus attribués aux assurés	0,2	0,5	-0,3	0,2	0,5	-0,3	0,4	1,2	-0,8
Revenus des avoirs de réserve	1,2	0,0	1,2	0,9	0,0	0,9	0,9	0,0	0,9
Autres revenus primaires	8,3	4,7	3,6	7,7	5,2	2,5	7,3	5,6	1,7
Total	203,4	126,1	77,3	143,7	101,6	42,1	196,3	114,7	81,7

a) Organismes de placement collectif.

Note : En raison des écarts d'arrondissement, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.9 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie (en milliards d'euros)

	Recettes					Dépenses				
	2018	2019	2020	2021 ^{a)}	2021 (en %)	2018	2019	2020	2021 ^{a)}	2021 (en %)
Union européenne (à 27)	43,7	51,2	27,1	54,2	53,7	25,0	20,9	16,7	25,9	62,6
Union économique et monétaire (à 19)	40,1	47,1	23,8	50,8	50,3	23,9	20,0	16,2	25,3	61,0
dont : Allemagne	4,3	4,5	1,0	3,6	3,6	3,4	3,9	2,7	4,8	11,5
Belgique	11,0	14,1	4,2	13,8	13,7	2,7	2,7	1,0	2,3	5,6
Espagne	3,1	3,9	1,3	3,8	3,7	1,5	1,4	0,0	1,4	3,4
Irlande	3,6	2,9	2,0	2,7	2,7	0,1	0,1	0,1	0,2	0,5
Italie	4,7	4,4	4,2	5,7	5,6	0,8	1,1	0,7	0,9	2,3
Luxembourg	2,4	3,7	2,3	3,7	3,7	4,6	4,7	5,2	9,2	22,2
Pays-Bas	9,3	11,7	7,5	16,4	16,3	10,5	5,8	6,2	6,0	14,5
Portugal	0,8	0,8	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Autres pays de l'Union européenne	3,7	4,1	3,4	3,4	3,3	1,0	0,9	0,6	0,6	1,5
dont : Pologne	1,3	1,2	1,0	1,0	1,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
République tchèque	0,9	0,7	0,4	0,6	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Roumanie	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suède	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,7
Reste du monde	36,8	43,8	20,4	46,8	46,3	9,7	7,4	6,9	15,5	37,4
dont : Brésil	0,7	1,8	1,7	1,9	1,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Canada	0,4	0,2	-5,8	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,4	0,3	0,7
Chine	1,8	1,5	3,1	2,5	2,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
États-Unis	8,6	11,8	3,2	15,6	15,4	1,4	1,3	1,0	3,1	7,4
Hong Kong	1,8	1,3	1,4	0,7	0,7	0,0	0,1	0,1	0,3	0,7
Inde	0,3	0,2	1,1	0,8	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Japon	2,5	-1,3	0,3	1,6	1,6	0,8	0,9	0,2	0,6	1,6
Maroc	0,6	0,4	0,2	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	0,5	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
Royaume-Uni	4,4	7,2	3,6	9,7	9,6	3,3	1,8	1,8	4,5	10,9
Russie	0,4	3,1	0,9	1,3	1,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Singapour	2,1	1,4	1,5	1,3	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Suisse	3,2	5,1	4,0	3,5	3,5	2,9	2,7	2,6	5,4	12,9
Turquie	0,4	0,3	0,5	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	80,5	95,0	47,5	101,0	100,0	34,7	28,3	23,6	41,5	100,0

a) Pour l'année 2021, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupe, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

1.10 Revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	8,4	37,4	- 29,0	8,1	40,0	- 32,0	13,3	43,5	- 30,1
Prestations sociales		7,7	- 7,7		7,3	- 7,3		7,4	- 7,4
Coopération internationale	2,3	8,3	- 6,0	2,4	8,6	- 6,2	9,1	8,9	0,3
<i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>		<i>0,8</i>	<i>- 0,8</i>		<i>0,9</i>	<i>- 0,9</i>		<i>1,0</i>	<i>- 1,0</i>
Ressources propres des institutions de l'Union européenne		21,0	- 21,0		23,7	- 23,7		26,8	- 26,8
Autres transferts des APU ^{a)}	6,1	0,4	5,7	5,7	0,4	5,3	4,2	0,4	3,8
Revenus secondaires des autres secteurs	21,8	36,2	- 14,4	27,6	38,8	- 11,2	30,8	42,4	- 11,6
<i>dont transferts courants divers</i>	<i>4,7</i>	<i>18,7</i>	<i>- 14,0</i>	<i>5,0</i>	<i>20,9</i>	<i>- 15,9</i>	<i>5,7</i>	<i>20,2</i>	<i>- 14,5</i>
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>0,3</i>	<i>11,9</i>	<i>- 11,6</i>	<i>0,3</i>	<i>11,6</i>	<i>- 11,4</i>	<i>0,2</i>	<i>12,2</i>	<i>- 12,0</i>
Total	30,2	73,6	- 43,4	35,7	78,9	- 43,2	44,2	85,9	- 41,7

a) Administrations publiques.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2011	14,2	37,0	28,4	8,0	0,7
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	35,5	37,5	21,0	7,6	8,9
2015	7,1	48,0	18,0	4,9	25,1
2016	37,7	58,6	34,6	13,4	10,6
2017	9,9	31,9	13,7	19,3	- 1,1
2018	51,0	86,4	74,7	25,3	- 13,5
2019	27,4	39,1	18,8	27,5	- 7,1
2020	5,5	7,4	10,9	- 13,3	9,8
2021	- 9,7	13,1	- 3,6	24,2	- 7,5

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{b)}
2011	14,2	22,8	21,2	- 1,6	3,1
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	35,5	2,0	9,4	5,1	- 12,4
2015	7,1	40,9	27,8	7,1	6,0
2016	37,7	20,8	18,9	7,6	- 5,6
2017	9,9	22,0	22,0	6,7	- 6,8
2018	51,0	35,4	28,8	9,2	- 2,6
2019	27,4	11,7	21,6	0,4	- 10,3
2020	5,5	1,9	11,1	- 1,8	- 7,3
2021	- 9,7	22,8	32,9	6,5	- 16,5

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement étranger en France est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des engagements étrangers; un désinvestissement étranger en France est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des engagements étrangers. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019	2020	2021
Union européenne (à 27)	63,1	41,3	5,5	11,3
Union économique et monétaire (à 19)	57,9	47,2	7,1	9,1
dont :				
Allemagne	- 22,8	- 1,6	0,4	3,2
Belgique	6,0	8,7	4,5	2,5
Espagne	1,9	- 2,4	- 6,1	2,3
Irlande	1,8	- 8,1	3,0	- 0,1
Italie	27,0	2,1	4,3	- 0,2
Luxembourg	4,0	8,4	2,7	- 0,1
Pays-Bas	37,3	38,4	- 2,6	2,2
Autres pays de l'Union européenne	5,2	- 6,0	- 1,6	2,2
dont :				
Hongrie	0,8	0,2	0,7	- 0,6
Pologne	1,3	- 1,0	- 1,0	0,6
République tchèque	0,6	0,2	0,1	0,3
Roumanie	0,3	0,2	0,5	0,1
Suède	0,2	- 0,5	- 2,0	0,5
Reste du monde	23,3	- 2,1	1,9	1,8
dont :				
Angola	- 0,6	- 0,5	0,3	- 1,3
Australie	7,2	- 1,7	- 0,2	- 2,3
Bermudes	13,6	3,0	1,2	0,1
Brésil	0,9	3,8	0,7	0,7
Canada	- 1,9	0,2	- 6,1	5,7
Chine	0,8	- 2,6	2,1	0,4
Égypte	0,2	0,2	- 0,1	0,6
Émirats arabes unis	- 0,3	0,1	1,5	0,3
États-Unis	0,7	- 16,5	- 3,9	- 2,9
Hong Kong	- 0,3	- 1,2	- 1,2	0,7
Îles Vierges britanniques	0,1	0,1	0,0	0,0
Inde	0,6	0,7	3,0	0,3
Indonésie	0,5	0,6	0,0	0,4
Japon	0,6	- 2,6	- 0,3	- 0,4
Kazakhstan	- 0,5	- 0,4	- 0,2	- 0,6
Maroc	0,1	- 0,7	0,0	0,0
Maurice	0,0	3,9	0,6	0,9
Mexique	0,2	0,5	- 0,1	- 0,4
Nigéria	- 0,7	0,3	- 0,6	0,1
Norvège	- 0,6	0,4	- 2,2	- 2,6
Qatar	0,1	0,0	- 0,3	- 0,3
Royaume-Uni	- 1,9	2,4	4,0	2,5
Russie	0,2	3,7	2,3	- 0,5
Singapour	- 0,1	2,8	3,0	- 3,6
Suisse	4,0	- 0,2	- 2,3	3,6
Turquie	0,3	0,4	0,3	0,0
Total	86,4	39,1	7,4	13,1

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019	2020	2021
Union européenne (à 27)	36,6	- 4,6	11,4	22,2
Union économique et monétaire (à 19)	35,3	- 5,5	9,0	23,0
dont :				
Allemagne	3,8	- 1,1	4,0	1,5
Belgique	- 0,7	- 0,5	- 2,7	2,0
Espagne	- 1,5	4,7	- 2,3	5,9
Finlande	- 2,2	0,7	- 0,7	0,0
Irlande	- 2,6	2,9	0,8	0,7
Italie	1,8	1,6	- 1,7	- 1,9
Luxembourg	22,7	- 4,9	1,4	5,1
Pays-Bas	14,3	- 9,1	7,5	10,8
Autres pays de l'Union européenne	1,3	0,9	2,4	- 0,9
dont :				
Danemark	1,1	0,4	0,0	- 0,5
Pologne	0,4	0,8	1,7	0,1
République tchèque	- 0,2	0,1	- 0,1	0,0
Roumanie	0,0	0,2	0,0	0,0
Suède	- 0,2	- 0,3	0,6	- 0,6
Reste du monde	- 1,2	16,3	- 9,5	0,6
dont :				
Bermudes	0,2	0,0	0,9	0,6
Brésil	- 0,2	- 0,3	- 0,1	0,1
Canada	1,5	- 0,5	- 0,4	3,2
Chine	- 0,5	0,2	0,1	0,1
Émirats arabes unis	0,0	- 0,1	0,1	0,6
États-Unis	- 6,5	6,6	- 6,0	6,1
Hong Kong	- 0,2	0,7	0,1	- 2,4
Îles Vierges britanniques	0,0	0,0	- 2,2	0,0
Inde	- 0,1	0,1	0,0	0,0
Japon	0,9	0,3	0,5	- 0,1
Jersey	0,1	0,1	0,0	0,0
Liban	0,1	- 0,2	1,2	0,1
Mexique	- 0,5	- 0,2	- 0,1	0,6
Qatar	- 0,8	0,9	0,3	- 0,1
Royaume-Uni	0,6	- 0,6	- 4,8	1,7
Russie	- 0,3	0,0	0,2	0,0
Singapour	- 0,3	0,8	- 0,6	0,1
Suisse	3,4	7,0	1,3	- 9,5
Turquie	0,0	0,0	0,1	0,0
Total	35,4	11,7	1,9	22,8

a) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
 Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019	2020	2021
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	- 0,1	- 0,1	0,2
Industries extractives	4,4	5,7	- 4,2	- 2,7
dont : Extraction de pétrole et de gaz	4,1	3,1	- 4,5	- 2,6
Industries manufacturières	32,7	0,8	- 8,6	21,7
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 0,9	1,4	- 4,9	2,6
Industrie du textile et habillement	0,5	0,1	17,3	- 2,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,2	0,5	0,0	0,0
Cokéfaction et raffinage	3,6	- 1,5	- 1,2	0,9
Industrie chimique	1,2	- 0,8	- 1,7	- 0,3
Industrie pharmaceutique	- 0,8	0,7	- 15,2	1,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	3,2	0,0	0,2	0,0
Industries métallurgiques	- 0,6	1,8	- 1,1	- 0,1
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 1,0	4,5	0,3	- 1,2
Fabrication de machines et équipements	0,3	- 0,1	- 0,4	0,4
Industrie automobile	0,4	- 1,4	- 1,1	1,6
Fabrication d'autres matériels de transport	0,4	- 0,5	- 2,3	- 0,1
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	2,8	3,5	5,7	3,4
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	- 0,6	0,8	3,0	0,6
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	- 0,6	- 0,8	3,2	0,5
Construction	1,5	5,7	- 1,7	- 0,5
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	3,4	- 6,7	- 4,8	- 1,3
dont : Commerce de gros	2,4	- 1,9	- 2,0	2,5
Commerce de détail	- 1,0	- 6,0	- 2,4	- 1,7
Transports et entreposage	1,6	2,3	5,1	1,5
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,1	0,5	- 0,2	0,6
Transports par eau	0,1	1,4	5,0	0,6
Transports aériens	0,4	0,3	- 1,6	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	1,1	0,1	1,9	0,2
Hébergement et restauration	- 4,7	1,5	- 2,6	0,1
Information et communication	9,8	8,0	- 1,7	- 31,5
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 0,7	- 0,4	- 0,3	- 28,3
Télécommunications	0,8	- 0,7	0,5	- 2,9
Activités financières et d'assurance	9,3	14,1	15,5	- 10,3
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	4,0	1,5	10,0	- 8,1
Activités des sociétés holding	2,2	7,4	2,6	- 0,1
Assurance	7,8	1,3	2,7	0,5
Activités immobilières ^{b)}	19,3	0,3	1,7	7,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5,9	2,4	0,3	- 1,8
dont : Activités juridiques et comptables	0,0	- 0,2	0,0	- 0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	4,3	3,5	1,3	- 1,7
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	1,4	- 0,5	- 1,9	0,1
Recherche-développement scientifique	- 0,3	0,3	- 0,6	- 0,2
Publicité et études de marché	0,7	0,2	- 0,7	0,0
Activités de services administratifs et de soutien	0,5	0,6	- 0,5	1,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,3
Santé humaine et action sociale	0,2	0,1	0,5	0,8
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,1	- 0,1	0,0
Autres activités de services	- 0,1	0,0	- 0,2	0,0
Montants non ventilés	0,3	- 0,1	0,5	24,2
Total	86,4	39,1	7,4	13,1

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger.

Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019	2020	2021
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	- 0,2	0,1	0,2
Industries extractives	0,8	1,0	- 1,4	0,1
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	- 0,2	- 0,2
Industries manufacturières	12,2	- 8,5	- 3,9	5,3
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 0,1	- 5,6	- 3,9	- 0,6
Industrie du textile et habillement	- 0,4	0,8	0,2	0,9
Industrie du bois, édition et imprimerie	- 0,3	1,6	0,6	- 0,2
Cokéfaction et raffinage	0,1	- 0,2	0,6	- 0,3
Industrie chimique	2,7	2,6	0,9	- 9,1
Industrie pharmaceutique	- 5,3	- 2,2	- 7,3	- 2,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	- 0,8	0,0	0,6	0,1
Industries métallurgiques	- 0,7	- 0,1	- 1,8	0,0
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 1,2	- 0,2	0,0	0,2
Fabrication de machines et équipements	0,3	- 0,5	- 0,3	0,9
Industrie automobile	0,4	0,5	2,0	14,3
Fabrication d'autres matériels de transport	- 1,9	- 7,1	6,3	0,2
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 0,2	- 0,8	- 2,0	0,3
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	- 0,1	0,0	0,0	0,0
Construction	0,4	- 0,7	- 1,4	0,5
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	- 0,7	0,4	1,5	- 2,3
dont : Commerce de gros	- 0,3	1,9	2,8	- 1,3
Commerce de détail	- 1,4	- 0,9	- 1,3	- 0,5
Transports et entreposage	- 0,1	0,1	1,4	- 3,9
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,2	- 0,3	- 0,4	0,2
Transports par eau	0,2	- 0,1	1,6	- 4,5
Transports aériens	0,1	0,7	- 0,2	0,2
Entreposage et services auxiliaires des transports	- 0,3	- 0,2	0,4	0,3
Hébergement et restauration	- 0,3	0,5	- 0,7	- 0,2
Information et communication	1,6	4,3	1,3	4,4
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 1,1	0,2	0,6	0,0
Télécommunications	- 0,3	3,1	0,2	2,8
Activités financières et d'assurance	21,0	8,9	5,6	10,9
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	0,1	1,0	- 0,8	1,2
Activités des sociétés holding	11,5	4,2	4,7	5,3
Assurance	0,5	0,4	- 0,8	0,4
Activités immobilières ^{b)}	- 1,3	1,1	0,4	1,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,6	4,6	2,5	2,0
dont : Activités juridiques et comptables	0,1	0,0	0,0	0,4
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	1,8	4,6	2,0	0,8
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 0,3	0,3	- 0,4	- 0,5
Recherche-développement scientifique	0,0	0,3	0,7	0,6
Publicité et études de marché	0,1	- 0,7	0,2	0,6
Activités de services administratifs et de soutien	- 1,1	0,8	0,7	- 0,3
Enseignement	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,1
Santé humaine et action sociale	0,0	1,0	- 1,3	- 2,8
Arts, spectacles et activités récréatives	0,5	- 0,2	0,5	1,1
Autres activités de services	0,0	- 0,1	0,0	- 0,1
Montants non ventilés	0,7	- 0,1	- 1,1	6,7
Total	35,4	11,7	1,9	22,8

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* par des investisseurs non résidents.

Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2021, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie	Pays de la cible	Commentaires
Alstom	Bombardier	Canada	Acquisition de Bombardier Transport auprès de Caisse de dépôt et placement du Québec
Crédit Agricole SA	EF Solare	Italie	Acquisition de 30 % de l'opérateur d'énergie photovoltaïque italien EF Solare
EssilorLuxottica	Grandvision	Pays-Bas	Acquisition de la participation de 76,7 % détenue par HAL dans Grandvision
Saur	Aquapor	Portugal	Saur acquiert Aquapor, leader dans la gestion des concessions d'eau municipale au Portugal

2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie	Pays de la cible	Commentaires
Vivendi	Universal Music Group	Pays-Bas	Vivendi se désengage du capital d'UMG

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2021, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger	Entreprise résidente investie	Pays de l'investisseur	Commentaires
Kuwaït Investment Authority	Almaviva Santé	Koweït	Acquisition du groupe de cliniques privées Almaviva Santé par le fonds Wren House (Royaume-Uni), affilié à la Kuwaït Investment Authority
CPDQ	Alstom	Canada	La Caisse de dépôt et placement du Québec prend 17,5 % du capital d'Alstom, en contrepartie de l'achat de Bombardier
EQT Private Equity	Cerba Healthcare	Suède	Cerba Healthcare, groupe de diagnostic médical, accueille EQT à son capital
Cellnex	Hivory	Espagne	Cellnex Telecom acquiert Hivory, l'un des principaux acteurs sur le marché des infrastructures de télécommunications
InPost	Mondial Relay	Pologne	Acquisition de Mondial Relay SAS, principale plateforme française de livraison de colis hors domicile, par le polonais InPost
Stellantis N.V.	Peugeot SA	Pays-Bas	La fusion entre PSA et Fiat Chrysler donne naissance à Stellantis
Astorg	Solina Group	Luxembourg	Ardian cède à Astorg sa participation dans Solina (fabricant de mélanges d'ingrédients et d'assaisonnements pour l'industrie alimentaire)
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger	Entreprise résidente désinvestie	Pays du désinvestisseur	Commentaires
Nestlé	L'Oréal	Suisse	Nestlé cède 4 % du capital de L'Oréal
Amber Capital	Lagardère	Royaume-Uni	Amber Capital cède à Vivendi sa participation dans Lagardère
Dongfeng	PSA	Hong Kong	Dongfeng cède une quote-part de sa participation dans PSA

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur (en milliards d'euros)

	2020				2021			
	Actions et titres d'OPC ^{a)}	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 27)	5,5	42,4	7,6	55,4	23,6	28,3	10,6	62,5
Union économique et monétaire (à 19)	6,1	34,9	2,3	43,3	22,3	5,6	4,3	32,2
dont :								
Allemagne	1,0	16,4	- 2,4	15,0	- 7,1	- 6,5	5,6	- 8,0
Autriche	0,2	0,0	0,8	1,0	- 0,2	- 4,7	0,2	- 4,7
Belgique	1,0	6,6	- 3,1	4,5	2,9	4,1	- 1,6	5,4
Espagne	2,2	19,9	2,7	24,8	0,2	2,7	- 1,7	1,2
Finlande	1,2	3,7	0,6	5,4	0,0	- 0,9	4,9	4,0
Grèce	0,0	- 0,9	- 0,2	- 1,1	- 0,1	- 0,2	0,0	- 0,3
Irlande	- 2,3	- 8,0	0,3	- 10,0	1,2	2,0	0,1	3,3
Italie	- 2,3	- 26,4	13,7	- 15,0	- 3,5	- 9,7	- 5,6	- 18,7
Luxembourg	6,6	16,4	- 6,9	16,1	18,7	5,0	2,4	26,1
Pays-Bas	- 1,6	- 8,4	- 3,2	- 13,2	9,5	10,5	- 0,1	19,9
Portugal	0,1	2,3	- 0,2	2,2	0,4	2,2	- 0,5	2,1
Autres pays de l'Union européenne	- 0,7	7,5	5,3	12,2	1,4	22,7	6,3	30,4
dont :								
Suède	0,6	0,3	4,8	5,8	1,3	- 2,4	- 0,4	- 1,5
Reste du monde	41,9	17,3	26,6	85,8	16,7	9,3	10,3	36,3
dont :								
Bermudes	0,2	0,1	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,3
Brésil	- 0,6	0,8	0,0	0,2	- 0,9	0,3	0,0	- 0,5
Chine	0,1	1,4	0,5	2,0	2,4	1,3	- 0,5	3,2
Corée du Sud	0,0	1,1	- 0,7	0,4	- 0,7	0,3	0,0	- 0,4
États-Unis	26,7	23,9	- 1,6	49,0	7,5	3,7	- 0,1	11,0
Îles Caïmans	1,5	- 0,1	0,1	1,6	1,5	- 0,1	- 0,1	1,3
Inde	3,0	0,1	0,0	3,1	- 1,4	0,0	0,0	- 1,4
Japon	- 2,8	- 10,3	12,9	- 0,2	3,3	14,1	- 1,6	15,9
Jersey	0,3	0,2	0,1	0,6	- 0,2	0,0	0,0	- 0,2
Royaume-Uni	15,7	- 6,1	12,0	21,6	0,8	- 9,1	11,3	3,1
Russie	- 0,1	0,2	0,0	0,1	2,0	0,4	0,0	2,4
Suisse	- 4,5	1,8	0,7	- 2,0	2,5	2,8	1,6	6,9
Turquie	- 0,1	- 0,7	- 0,2	- 1,0	- 0,1	0,1	0,0	- 0,1
Total	47,4	59,7	34,2	141,2	40,3	37,6	20,8	98,8

a) Organismes de placement collectif.

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	52,1	8,6	60,7	48,6	- 5,3	43,3	33,7	- 1,6	32,2
Actions et titres d'OPC	15,7	2,7	18,5	8,5	- 2,3	6,1	20,8	1,5	22,3
Actions	- 2,9	0,1	- 2,8	- 0,3	- 0,1	- 0,5	2,4	0,1	2,4
Titres d'OPC	18,6	2,6	21,2	8,8	- 2,2	6,6	18,4	1,4	19,8
Titres de créance à long terme	25,5	6,6	32,1	37,5	- 2,6	34,9	4,8	0,8	5,6
Titres de créance à court terme	10,8	- 0,7	10,1	2,7	- 0,4	2,3	8,2	- 3,9	4,3
Bons du Trésor à moins d'un an	2,0	- 0,1	1,9	14,8	- 0,1	14,8	- 5,0	0,0	- 5,0
Autres titres de créance à court terme	8,9	- 0,6	8,2	- 12,1	- 0,3	- 12,5	13,2	- 3,9	9,3
Émetteurs hors zone euro	- 12,2	19,7	7,5	22,2	75,7	97,9	50,4	16,3	66,6
Actions et titres d'OPC	- 5,5	- 5,4	- 10,9	- 1,4	42,7	41,3	1,2	16,8	18,1
Actions	- 2,3	- 5,1	- 7,4	- 1,3	41,6	40,3	1,2	14,8	16,0
Titres d'OPC	- 3,1	- 0,3	- 3,5	- 0,1	1,1	1,0	0,0	2,0	2,0
Titres de créance à long terme	7,4	21,3	28,7	3,4	21,4	24,8	31,0	1,0	32,0
Titres de créance à court terme	- 14,2	3,8	- 10,4	20,2	11,6	31,9	18,1	- 1,6	16,6
Bons du Trésor à moins d'un an	0,1	2,8	2,9	- 0,1	13,3	13,2	6,0	- 2,0	4,0
Autres titres de créance à court terme	- 14,3	1,0	- 13,3	20,3	- 1,7	18,6	12,1	0,4	12,6
Tous émetteurs	39,9	28,3	68,2	70,8	70,4	141,2	84,1	14,7	98,8
Actions et titres d'OPC	10,3	- 2,7	7,6	7,1	40,3	47,4	22,0	18,3	40,3
Actions	- 5,2	- 5,0	- 10,2	- 1,6	41,4	39,8	3,6	14,9	18,5
Titres d'OPC	15,5	2,3	17,8	8,7	- 1,1	7,6	18,4	3,4	21,9
Titres de créance à long terme	32,9	27,9	60,9	40,9	18,8	59,7	35,7	1,9	37,6
Titres de créance à court terme	- 3,3	3,1	- 0,2	22,9	11,3	34,2	26,3	- 5,5	20,8
Bons du Trésor à moins d'un an	2,1	2,7	4,8	14,7	13,3	28,0	1,0	- 2,0	- 1,0
Autres titres de créance à court terme	- 5,4	0,3	- 5,0	8,2	- 2,0	6,2	25,3	- 3,4	21,9

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Engagements	36,3	28,6	14,5	131,1	174,3	104,1
Administrations publiques	- 9,6	- 16,0	- 12,7	57,1	85,9	30,6
OAT ^{a)}	46,8	13,6	27,3	66,1	- 0,3	11,9
BTAN ^{b)}	- 56,3	- 29,0	0,0	0,0		
Autres titres de créance à long terme	- 1,7	0,7	- 7,8	- 2,8	20,8	29,7
BTF ^{c)}	- 7,8	- 4,1	- 13,4	- 10,6	16,5	3,6
Autres titres de créance à court terme	9,5	2,9	- 18,9	4,5	49,0	- 14,6
Institutions financières monétaires	25,1	26,8	48,3	57,3	49,6	44,1
Actions	1,7	2,1	- 1,8	0,8	- 1,6	1,5
Titres d'OPC monétaires	13,8	4,8	12,9	4,9	10,2	20,8
Titres de créance à long terme	0,2	13,3	41,5	50,5	34,4	31,0
Titres de créance à court terme	9,5	6,5	- 4,3	1,1	6,6	- 9,2
Autres secteurs	20,8	17,8	- 21,1	16,7	38,8	29,5
Actions	5,9	1,0	- 14,1	- 1,9	2,5	23,0
Titres d'OPC non monétaires	7,2	16,7	- 23,2	- 12,3	- 5,6	3,9
Titres de créance à long terme	15,5	- 0,8	16,2	31,8	43,8	0,4
Titres de créance à court terme	- 7,7	0,9	0,0	- 1,0	- 1,8	2,1

a) Obligations assimilables du Trésor.

b) Bons du Trésor à intérêt annuel.

c) Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté.

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM) résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Avoirs des IFM	128,5	114,4	48,1	78,3	114,6	- 17,7
Long terme	34,4	2,3	18,6	8,5	13,5	9,5
Euros	28,0	- 9,4	15,5	4,0	0,2	7,3
Devises	6,4	11,7	3,0	4,5	13,3	2,2
Court terme	94,0	112,1	29,5	69,8	101,1	- 27,2
Euros	57,3	44,6	17,8	39,0	32,5	- 35,0
Devises	36,7	67,5	11,7	30,9	68,7	7,8
Engagements des IFM	179,4	163,8	105,6	38,9	129,0	48,9
Long terme	5,8	5,0	- 8,7	0,9	- 15,2	- 6,6
Euros	8,8	9,1	- 0,9	- 1,2	- 5,8	- 5,0
Devises	- 2,9	- 4,2	- 7,9	2,0	- 9,4	- 1,5
Court terme	173,5	158,8	114,3	38,0	144,2	55,4
Euros	85,9	72,2	105,5	- 20,4	67,7	51,0
Devises	87,6	86,7	8,8	58,5	76,5	4,4
Flux nets	- 50,9	- 49,4	- 57,5	39,4	- 14,4	- 66,6
Euros	- 9,4	- 46,0	- 71,3	64,6	- 29,3	- 73,6
Devises	- 41,5	- 3,3	13,8	- 25,2	14,9	7,0
Long terme	28,6	- 2,7	27,3	7,6	28,7	16,0
Court terme	- 79,5	- 46,7	- 84,8	31,8	- 43,1	- 82,7

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

5. POSITION EXTÉRIÈRE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2020 et fin 2021 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte) (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2020	Flux de balance des paiements 2021 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2021
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs en valeur mixte ^{a)}	450,5	- 9,7	- 3,8	34,7	- 36,9	- 1,7	- 13,5	437,0
Français à l'étranger	1 230,0	13,1	39,8	34,0	6,7	- 1,0	52,9	1 282,9
Capitaux propres	1 168,9	20,6	37,7	31,0	6,7	0,0	58,3	1 227,2
Autres opérations (prêts intragroupe)	61,1	- 7,5	2,0	3,0	0,0	- 1,0	- 5,4	55,7
Étrangers en France	779,5	22,8	43,6	- 0,7	43,6	0,7	66,4	845,9
Capitaux propres	736,5	39,4	45,3	0,0	43,6	1,7	84,6	821,1
Autres opérations (emprunts intragroupe)	43,1	- 16,5	- 1,7	- 0,7	0,0	- 1,0	- 18,2	24,8
Investissements de portefeuille	- 980,8	- 5,3	- 49,0	2,9	- 25,3	- 26,7	- 54,3	- 1 035,2
Titres étrangers	2 688,6	98,8	121,9	36,3	85,9	- 0,3	220,6	2 909,3
Actions et titres d'OPC ^{b)}	852,9	40,3	145,3	23,4	122,8	- 0,9	185,6	1 038,5
Obligations et assimilés	1 600,7	37,6	- 21,4	14,2	- 37,3	1,8	16,2	1 616,9
Titres de créance à court terme	235,1	20,8	- 2,0	- 1,3	0,5	- 1,2	18,8	253,9
Titres français	3 669,4	104,1	170,9	33,3	111,2	26,4	275,0	3 944,4
Actions et titres d'OPC	912,5	49,2	210,4	0,2	184,1	26,0	259,6	1 172,1
Obligations et assimilés	2 444,3	73,0	- 46,5	27,3	- 73,5	- 0,3	26,5	2 470,8
Titres de créance à court terme	312,6	- 18,2	7,1	5,9	0,5	0,7	- 11,1	301,5
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	<i>1 206,8</i>	<i>15,5</i>	<i>- 43,8</i>	<i>0,0</i>	<i>- 47,6</i>	<i>3,8</i>	<i>- 28,3</i>	<i>1 178,5</i>
Instruments financiers dérivés ^{c)}	- 98,7	17,8	- 32,2	- 2,5	- 29,7	0,0	- 14,4	- 113,1
Créances	962,1	129,7	- 222,6	21,2	- 243,8	0,0	- 92,9	869,2
Engagements	1 060,7	112,0	- 190,5	23,7	- 214,1	0,0	- 78,5	982,3
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 263,4	- 22,6	- 20,6	- 21,0	0,0	0,5	- 43,1	- 306,5
Autres participations	48,5	0,1	1,7	1,7	0,0	0,0	1,9	50,3
Banque de France	1,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	1,8
Administrations publiques	46,8	0,0	1,7	1,7	0,0	0,0	1,7	48,6
Numéraire et dépôts	- 823,2	- 58,8	- 28,0	- 28,0	0,0	0,0	- 86,7	- 909,9
Banque de France	- 4,9	- 53,1	1,1	1,1	0,0	0,0	- 52,0	- 56,9
Administrations publiques	- 16,9	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	- 14,0
Institutions financières monétaires	- 1 041,6	- 115,8	- 31,1	- 31,1	0,0	0,0	- 146,9	- 1 188,5
Autres secteurs	240,2	107,3	2,0	2,0	0,0	0,0	109,3	349,5
Prêts	530,4	69,1	7,9	7,9	0,0	0,0	77,0	607,4
Banque de France	- 114,6	11,9	- 8,7	- 8,7	0,0	0,0	3,2	- 111,3
Administrations publiques	3,9	- 2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	1,9
Institutions financières monétaires	768,2	76,2	19,0	19,0	0,0	0,0	95,2	863,4
Autres secteurs	- 127,2	- 17,1	- 2,3	- 2,3	0,0	0,0	- 19,4	- 146,6
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 26,6	9,4	- 2,3	- 2,3	0,0	0,0	7,1	- 19,6
Autres comptes à payer/à recevoir	40,1	- 17,8	0,8	0,8	0,0	0,0	- 16,9	23,2
Administrations publiques	0,0	11,4	0,0	0,0	0,0	0,0	11,4	11,4
Institutions financières monétaires	59,2	- 17,9	1,1	1,1	0,0	0,0	- 16,8	42,4
Autres secteurs	- 19,0	- 11,3	- 0,3	- 0,3	0,0	0,0	- 11,6	- 30,6
Droits de tirage spéciaux	- 11,9	- 23,2	- 1,2	- 1,2	0,0	0,0	- 24,5	- 36,4
Réserves techniques d'assurance	- 20,6	- 1,4	0,5	0,0	0,5	0,5	- 0,9	- 21,5
Avoirs de réserve	183,0	22,8	10,0	4,9	5,1	0,0	32,9	215,9
Solde	- 709,4	3,0	- 95,6	19,0	- 86,7	- 27,9	- 92,5	- 801,9
(en % du PIB)	- 30,8							- 32,3

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Organismes de placement collectif.

c) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte ^{a)} (encours en fin d'année, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^{b)}	2020 ^{b)}	2021
Investissements directs français à l'étranger	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 279,3	1 230,0	1 282,9
Capitaux propres	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 208,8	1 230,5	1 168,9	1 227,2
Entreprises cotées	54,5	55,9	60,0	62,3	76,4	76,0	76,9	106,9	78,1	57,4	50,2
Entreprises non cotées et immobilier	839,6	892,6	880,2	950,4	1 003,4	1 036,0	1 020,3	1 102,0	1 152,5	1 111,6	1 177,0
Autres opérations (prêts)	70,4	16,0	20,8	53,2	85,1	107,0	103,9	62,7	48,8	61,1	55,7
Investissements directs étrangers en France	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	739,9	779,5	845,9
Capitaux propres	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	646,1	697,1	736,5	821,1
Entreprises cotées	51,6	62,3	80,6	90,4	98,0	104,4	83,7	91,7	116,8	125,5	152,1
Entreprises non cotées et immobilier	409,2	408,1	421,3	438,4	478,2	499,6	541,6	554,4	580,3	610,9	669,0
Autres opérations (emprunts)	79,3	45,3	50,1	47,8	55,2	55,2	57,8	61,0	42,8	43,1	24,8
Solde net des investissements directs	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	539,4	450,5	437,0
Capitaux propres	433,3	478,1	438,3	484,0	503,7	507,9	471,8	562,7	533,4	432,5	406,2
Entreprises cotées	2,9	- 6,4	- 20,7	- 28,1	- 21,5	- 28,4	- 6,9	15,2	- 38,7	- 68,2	- 101,8
Entreprises non cotées et immobilier	430,4	484,5	459,0	512,0	525,2	536,3	478,7	547,6	572,1	500,7	508,0
Autres opérations (prêts-emprunts)	- 8,9	- 29,3	- 29,3	5,4	29,8	51,8	46,1	1,6	6,0	18,0	30,8

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2021 sont estimés à partir des encours à fin 2020, des flux d'investissements directs de l'année 2021 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts-emprunts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts-emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu ; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à partir de 2011. Les encours des sociétés cotées sont valorisés en fonction de l'évolution de leur capitalisation boursière.

5.3 Évolution des investissements directs entre 2019 et fin 2020 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2019 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2020 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2020 ^{a)}
			Total	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet- prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
Investissements directs français à l'étranger	1 279,3	7,4	- 56,6	- 49,8	- 3,9	- 2,9	- 49,2	1 230,0
Capitaux propres	1 230,5	- 2,4	- 59,2	- 45,2	- 3,9	- 10,0	- 61,6	1 168,9
Entreprises cotées	78,1	- 9,8	- 10,8	- 3,8	- 3,9	- 3,1	- 20,7	57,4
Entreprises non cotées et immobilier	1 152,5	7,4	- 48,3	- 41,4	0,0	- 6,9	- 40,9	1 111,6
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{d)}	48,8	9,8	2,5	- 4,6	0,0	7,2	12,3	61,1
Investissements directs étrangers en France	739,9	1,9	37,7	0,4	20,9	16,4	39,6	779,5
Capitaux propres	697,1	9,2	30,1	0,0	20,9	9,2	39,3	736,5
Entreprises cotées	116,8	0,8	8,0	0,0	14,0	- 6,1	8,8	125,5
Entreprises non cotées et immobilier	580,3	8,4	22,2	0,0	6,9	15,3	30,6	610,9
Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{d)}	42,8	- 7,3	7,6	0,4	0,0	7,2	0,3	43,1
Position nette	539,4	5,5	- 94,4	- 50,3	- 24,8	- 19,3	- 88,8	450,5
Capitaux propres	533,4	- 11,6	- 89,3	- 45,2	- 24,8	- 19,3	- 100,9	432,5
Entreprises cotées	- 38,7	- 10,7	- 18,8	- 3,8	- 18,0	3,0	- 29,5	- 68,2
Entreprises non cotées et immobilier	572,1	- 1,0	- 70,5	- 41,4	- 6,9	- 22,2	- 71,5	500,7
Autres opérations (prêts-emprunts intragroupe) ^{d)}	6,0	17,2	- 5,1	- 5,1	0,0	0,0	12,1	18,0

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la méthodologie de la balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements

signe (-) : diminution des créances ou des engagements

c) Après reclassement des prêts et emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019 ^{b)}	2020 ^{b)}	2021 ^{c)}	2021 (en %)
Union européenne (à 27)	647,4	651,9	630,2	644,9	50,3
Union économique et monétaire (à 19)	590,5	605,7	587,0	597,8	46,6
dont : Allemagne	59,2	54,1	50,9	54,1	4,2
Belgique	138,4	143,6	141,1	143,3	11,2
Espagne	49,9	55,9	49,0	51,6	4,0
Irlande	31,3	21,1	22,4	22,2	1,7
Italie	83,5	65,2	68,7	68,7	5,4
Luxembourg	47,3	51,8	52,1	51,8	4,0
Pays-Bas	165,3	198,9	186,8	190,7	14,9
Autres pays de l'Union européenne	56,9	46,1	43,2	47,1	3,7
dont : Danemark	15,3	5,2	4,4	5,5	0,4
Pologne	16,9	17,4	15,7	16,4	1,3
République tchèque	9,0	8,7	8,1	10,1	0,8
Roumanie	4,5	5,0	6,0	6,3	0,5
Suède	7,0	6,2	4,9	5,3	0,4
Reste du monde	624,2	627,4	599,8	638,0	49,7
dont : Afrique du Sud	2,8	3,1	2,8	2,6	0,2
Algérie	2,6	2,7	2,6	2,6	0,2
Angola	6,5	6,3	5,6	4,9	0,4
Arabie saoudite	4,2	3,0	1,9	2,0	0,2
Argentine	1,5	1,0	1,4	1,4	0,1
Australie	15,4	14,4	13,9	12,2	0,9
Bermudes	18,5	14,0	2,8	3,0	0,2
Brésil	25,7	30,9	26,9	28,3	2,2
Canada	10,2	10,4	3,6	9,6	0,7
Chine	25,2	27,5	29,7	32,4	2,5
Congo	4,7	4,1	3,3	2,4	0,2
Corée du Sud	4,7	4,6	5,0	5,1	0,4
Égypte	2,2	2,0	1,6	2,3	0,2
Émirats arabes unis	1,4	3,7	5,2	5,8	0,5
États-Unis	200,0	188,5	186,2	197,9	15,4
Hong Kong	9,4	8,8	8,9	10,2	0,8
Inde	5,7	6,1	9,8	11,0	0,9
Indonésie	1,2	1,6	1,4	2,0	0,2
Israël	2,7	3,0	3,2	3,7	0,3
Japon	23,1	18,9	18,6	17,6	1,4
Jersey	0,3	0,3	0,2	0,4	0,0
Kazakhstan	9,0	8,8	7,6	7,7	0,6
Maroc	11,3	10,1	9,0	9,5	0,7
Mexique	4,1	5,2	5,2	5,0	0,4
Nigéria	9,1	8,5	7,2	7,2	0,6
Qatar	1,7	1,6	1,4	1,2	0,1
Royaume-Uni	107,7	115,2	115,9	126,3	9,8
Russie	18,2	23,2	18,9	22,5	1,8
Singapour	9,1	12,0	15,1	12,2	0,9
Suisse	41,7	40,7	40,9	45,8	3,6
Thaïlande	1,4	1,5	1,6	1,6	0,1
Turquie	2,9	2,9	2,9	1,8	0,1
Ukraine	0,8	0,9	0,9	1,1	0,1
Total	1 271,5	1 279,3	1 230,0	1 282,9	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2020 et des flux d'investissements directs de l'année 2021.

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

Depuis fin 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019 ^{b)}	2020 ^{b)}	2021 ^{c)}	2021 (en %)
Union européenne (à 27)	429,5	431,9	459,7	508,2	60,1
Union économique et monétaire (à 19)	417,7	417,8	443,5	492,8	58,3
dont : Allemagne	71,0	68,9	85,3	100,4	11,9
Belgique	53,0	54,4	52,5	55,5	6,6
Espagne	20,6	25,8	23,5	30,2	3,6
Finlande	2,4	1,6	0,9	0,9	0,1
Irlande	1,0	2,8	3,7	4,6	0,5
Italie	24,1	25,5	23,6	22,2	2,6
Luxembourg	139,7	148,1	148,1	163,4	19,3
Pays-Bas	99,0	83,5	95,3	105,7	12,5
Autres pays de l'Union européenne	11,7	14,1	16,2	15,4	1,8
dont : Danemark	6,8	6,5	6,5	6,0	0,7
Pologne	-2,0	0,3	1,9	2,0	0,2
République tchèque	0,2	0,9	0,7	0,7	0,1
Roumanie	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0
Suède	5,8	5,7	6,4	5,9	0,7
Reste du monde	277,7	308,0	319,8	337,7	39,9
dont : Algérie	0,3	0,3	0,4	0,5	0,1
Arabie saoudite	0,3	0,1	0,2	0,2	0,0
Australie	0,8	1,0	1,3	1,3	0,2
Bermudes	0,4	0,4	0,5	1,2	0,1
Brésil	0,1	-0,2	0,8	0,9	0,1
Canada	5,7	7,0	6,7	10,0	1,2
Chine	2,6	2,8	2,9	3,0	0,4
Corée du Sud	1,3	1,1	1,2	1,8	0,2
Égypte	0,3	0,3	0,3	0,4	0,0
Émirats arabes unis	1,8	1,9	2,2	2,9	0,3
États-Unis	53,5	62,3	56,7	63,9	7,6
Gabon	0,7	0,5	0,3	0,3	0,0
Hong Kong	4,1	5,4	4,9	2,8	0,3
Île de Man	0,5	0,2	0,1	0,1	0,0
Îles Vierges britanniques	-0,1	2,2	0,0	0,0	0,0
Inde	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0
Israël	0,8	1,2	1,1	1,2	0,1
Japon	12,5	11,0	10,9	10,5	1,2
Jersey	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0
Liban	3,4	3,6	5,9	6,0	0,7
Maroc	1,7	1,7	1,8	1,8	0,2
Mexique	0,2	0,2	0,1	0,7	0,1
Qatar	3,2	4,2	4,2	4,2	0,5
Royaume-Uni	92,0	91,7	99,3	102,0	12,1
Russie	0,5	0,6	0,8	0,8	0,1
Singapour	1,2	2,2	1,6	1,8	0,2
Suisse	78,8	94,0	103,2	107,6	12,7
Thaïlande	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1
Turquie	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
Total	707,2	739,9	779,5	845,9	100,0

a) Les emprunts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2020 et des flux d'investissements directs de l'année 2021.

Notes : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

Depuis 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.6 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019	2020	2021 ^{b)}	2021 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,7	0,7	0,6	0,8	0,1
Industries extractives	106,3	105,9	93,6	98,5	7,7
dont : Extraction de pétrole et de gaz	96,4	94,0	84,0	85,3	6,6
Industries manufacturières	393,5	379,1	362,9	394,3	30,7
dont : Industries agricoles et alimentaires	73,5	76,6	61,9	67,2	5,2
Industrie du textile et habillement	10,6	10,9	29,0	27,8	2,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	1,7	2,9	2,7	2,8	0,2
Cokéfaction et raffinage	16,7	14,9	13,5	14,5	1,1
Industrie chimique	44,4	45,4	43,1	45,5	3,5
Industrie pharmaceutique	65,2	68,0	56,2	57,8	4,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	16,0	23,4	18,3	19,0	1,5
Industries métallurgiques	15,8	17,0	16,3	16,0	1,2
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	7,6	8,3	10,8	9,8	0,8
Fabrication de machines et équipements	6,5	6,5	5,9	6,0	0,5
Industrie automobile	38,3	36,4	32,7	34,0	2,7
Fabrication d'autres matériels de transport	18,4	19,8	13,8	14,5	1,1
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	76,2	78,3	79,9	86,3	6,7
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	4,6	9,1	11,6	12,7	1,0
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	3,3	5,3	8,2	9,1	0,7
Construction	16,1	23,0	22,3	22,7	1,8
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	90,1	85,8	81,5	82,7	6,4
dont : Commerce de gros	30,7	36,6	33,4	37,1	2,9
Commerce de détail	50,6	40,3	40,2	39,7	3,1
Transports et entreposage	11,1	12,5	19,1	21,2	1,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,8	2,1	1,7	2,3	0,2
Transports par eau	1,1	1,2	5,9	6,9	0,5
Transports aériens	0,8	1,6	0,0	0,1	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	7,5	7,5	7,9	8,4	0,7
Hébergement et restauration	13,4	13,3	10,3	10,8	0,8
Information et communication	79,5	85,6	82,3	51,4	4,0
dont : Cinéma, vidéo et télévision	12,6	13,7	14,0	- 15,6	- 1,2
Télécommunications	29,3	30,8	28,7	26,6	2,1
Activités financières et d'assurance	301,4	307,6	292,2	292,5	22,8
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	171,1	172,7	174,9	172,8	13,5
Activités des sociétés holding	39,1	46,9	42,5	45,4	3,5
Assurance	71,5	65,1	51,4	53,1	4,1
Activités immobilières ^{c)}	88,6	91,6	93,4	102,6	8,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	61,5	60,2	63,2	62,7	4,9
dont : Activités juridiques et comptables	0,8	0,5	0,5	0,5	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	25,7	26,7	27,2	26,3	2,1
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	16,9	16,0	14,2	14,6	1,1
Recherche-développement scientifique	0,8	1,3	1,0	0,8	0,1
Publicité et études de marché	19,2	18,5	19,5	19,7	1,5
Activités de services administratifs et de soutien	9,5	8,8	3,8	5,1	0,4
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Santé humaine et action sociale	2,6	2,9	2,0	2,8	0,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,1	0,3	0,1	0,1	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	15,8	13,9	11,0	35,2	2,7
Total	1 271,5	1 279,3	1 230,0	1 282,9	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2020 et des flux d'investissements directs de l'année 2021.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.7 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2018	2019	2020	2021 ^{b)}	2021 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	1,0	0,9	1,1	1,3	0,2
Industries extractives	3,5	3,6	2,4	2,4	0,3
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,8	0,5	0,4	0,3	0,0
Industries manufacturières	193,7	211,1	228,2	270,2	31,9
dont : Industries agricoles et alimentaires	29,8	31,2	31,4	30,8	3,6
Industrie du textile et habillement	3,2	4,0	3,7	4,6	0,5
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,8	6,6	7,3	7,1	0,8
Cokéfaction et raffinage	1,1	0,6	1,2	0,9	0,1
Industrie chimique	40,9	54,4	59,9	64,5	7,6
Industrie pharmaceutique	34,9	31,2	23,6	22,0	2,6
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	9,2	13,8	24,2	38,1	4,5
Industries métallurgiques	9,7	9,0	9,7	9,7	1,1
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	8,3	9,3	9,0	9,7	1,1
Fabrication de machines et équipements	2,7	3,7	3,9	4,3	0,5
Industrie automobile	9,4	8,4	10,0	23,9	2,8
Fabrication d'autres matériels de transport	7,1	-0,7	5,3	4,9	0,6
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	5,6	5,2	4,8	5,1	0,6
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,6	1,2	1,1	1,0	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	15,2	13,9	14,2	14,7	1,7
Commerce, réparations d'automobiles et de motos	57,5	58,6	61,3	58,9	7,0
dont : Commerce de gros	37,1	36,9	40,9	39,6	4,7
Commerce de détail	17,0	19,8	18,4	17,9	2,1
Transports et entreposage	11,0	11,6	14,2	10,7	1,3
dont : Transports terrestres et transports par conduites	2,0	1,7	1,7	1,9	0,2
Transports par eau	3,1	2,9	6,0	1,3	0,2
Transports aériens	0,2	0,8	0,1	0,2	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	5,2	5,8	6,1	7,0	0,8
Hébergement et restauration	8,7	11,5	11,7	11,3	1,3
Information et communication	21,9	27,0	28,2	30,6	3,6
dont : Cinéma, vidéo et télévision	2,2	2,6	2,2	2,5	0,3
Télécommunications	0,6	5,4	5,5	8,3	1,0
Activités financières et d'assurance	183,0	175,0	184,0	196,0	23,2
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	37,1	36,2	42,6	43,7	5,2
Activités des sociétés holding	89,2	85,3	83,8	89,9	10,6
Assurance	27,6	28,0	28,2	28,6	3,4
Activités immobilières ^{c)}	149,1	156,1	159,0	168,3	19,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	33,3	33,9	34,2	36,2	4,3
dont : Activités juridiques et comptables	0,5	0,5	0,5	0,9	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	23,7	26,5	26,1	27,0	3,2
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	4,3	3,5	3,1	2,6	0,3
Recherche-développement scientifique	2,6	2,4	3,0	3,6	0,4
Publicité et études de marché	1,6	0,5	0,9	1,5	0,2
Activités de services administratifs et de soutien	8,2	11,0	13,9	13,8	1,6
Enseignement	1,6	1,4	1,4	1,3	0,2
Santé humaine et action sociale	3,9	6,5	6,6	3,7	0,4
Arts, spectacles et activités récréatives	2,6	2,8	3,4	4,5	0,5
Autres activités de services	0,3	0,8	1,0	0,9	0,1
Montants non ventilés ^{d)}	6,5	7,9	8,8	15,0	1,8
Total	707,2	739,9	779,5	845,9	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2020 et des flux d'investissements directs de l'année 2021.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements français des entreprises non-résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés en France, détenus par des non-résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les holdings sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.8 Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2021
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
AIR LIQUIDE	Industrie chimique
ALSTOM	Transport
AXA	Assurance
BNP PARIBAS	Services financiers
BPCE	Services financiers
CARREFOUR	Grande distribution
CRÉDIT AGRICOLE	Services financiers
DANONE	Industrie agroalimentaire
EDF	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ENGIE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ESSILORLUXOTTICA	Fabrication de lunettes et montures
GROUPE DASSAULT	Industrie aéronautique
LVMH	Industrie du luxe
MICHELIN	Autres Industries manufacturières
ORANGE	Télécommunications
PERNOD RICARD	Industries agricoles et alimentaires
RENAULT	Industrie automobile
SAINT-GOBAIN	Industrie de la construction
SANOFI	Industrie pharmaceutique
SCHNEIDER ELECTRIC	Industrie manufacturière
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Services financiers
TOTAL	Extraction de pétrole et de gaz
UNIBAIL - RODAMCO - WESTFIELD	Immobilier commercial
VEOLIA ENVIRONNEMENT	Environnement et services aux collectivités
VINCI	Infrastructures

5.9 Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2021
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
ALLERGAN	États-Unis	Industrie pharmaceutique
ALLIANZ	Allemagne	Assurance
ALTICE	Pays-Bas	Télécommunication
AVIVA	Royaume-Uni	Assurance
BANK OF AMERICA	États-Unis	Banque
CELLNEX TELECOM	Espagne	Télécommunication
DAIMLER AG	Allemagne	Industrie automobile
DANAHER	États-Unis	Industrie et technologies médicales
DEL VECCHIO LEONARDO	Italie	Activité de holding
GENERALI	Italie	Assurance
HEIDELBERGCEMENT	Allemagne	Fabrication de ciment
HSBC	Royaume-Uni	Services financiers
IMMOBILIARIA COLONIAL	Espagne	Immobilier commercial
KINGFISHER	Royaume-Uni	Commerce de détail
LAFARGE HOLCIM	Suisse	Fabrication de ciment
MCDONALD'S CORPORATION	États-Unis	Restauration
MERCK	Allemagne	Industrie pharmaceutique
MONDELEZ INTERNATIONAL	États-Unis	Industrie agroalimentaire
NESTLÉ	Suisse	Industrie agroalimentaire
RAYTHEON TECHNOLOGIES CORPORATION	États-Unis	Industrie aérospatiale et de défense
S.A.P	Allemagne	Edition de logiciels
SARTORIUS	Allemagne	Industrie et technologies médicales
SOLVAY	Belgique	Industrie chimique
STELLANTIS N.V.	Pays-Bas	Industrie automobile
THE WALT DISNEY COMPANY	États-Unis	Industrie du divertissement

5.10 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises) (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	1 981,7	566,1	2 547,8	2 065,1	623,5	2 688,6	2 189,2	720,1	2 909,3
Actions et titres d'OPC	522,1	290,1	812,2	528,0	324,9	852,9	623,5	414,9	1 038,5
Actions	245,4	225,6	471,0	242,2	258,8	501,1	289,3	333,3	622,6
Titres d'OPC	276,7	64,5	341,2	285,7	66,1	351,8	334,3	81,6	415,9
Titres de créance à long terme	1 319,7	212,7	1 532,4	1 372,2	228,4	1 600,7	1 375,1	241,8	1 616,9
Titres de créance à court terme	139,9	63,2	203,1	165,0	70,1	235,1	190,5	63,4	253,9
Bons du trésor à moins d'un an	22,5	51,1	73,6	37,2	60,4	97,6	38,3	56,6	94,9
Autres titres de créance à court terme	117,4	12,1	129,5	127,7	9,7	137,5	152,2	6,8	159,0
Non-résidents sur titres français	2 985,4	529,9	3 515,4	3 106,6	562,8	3 669,4	3 341,0	603,4	3 944,4
Actions et titres d'OPC	944,9	9,1	953,9	898,7	13,8	912,5	1 158,8	13,3	1 172,1
Actions	753,4	0,0	753,4	707,5	0,0	707,5	932,0	0,0	932,0
Titres d'OPC	191,5	9,1	200,6	191,3	13,8	205,1	226,7	13,3	240,1
Titres de créance à long terme	1 898,2	417,2	2 315,4	2 035,7	408,6	2 444,3	2 012,1	458,7	2 470,8
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	1 059,7		1 059,7	1 096,7		1 096,7	1 063,7		1 063,7
Bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN)									
Autres (BMTN ^{a)} , EMTN ^{b)} , etc.)	838,5	417,2	1 255,7	939,0	408,6	1 347,6	948,4	458,7	1 407,1
Titres de créance à court terme	142,3	103,7	246,1	172,2	140,4	312,6	170,2	131,4	301,5
Bons du Trésor à moins d'un an	93,2		93,2	110,1		110,1	114,8		114,8
Autres titres de créance à court terme	49,2	103,7	152,9	62,1	140,4	202,5	55,4	131,4	186,7
Position nette	- 1 003,7	36,1	- 967,6	- 1 041,5	60,7	- 980,8	- 1 151,8	116,7	- 1 035,2

a) Bons à moyen terme négociables.

b) Euro medium term notes.

5.11 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	314,8	1 299,7	1 614,5	333,3	1 334,4	1 667,7	327,8	1 432,9	1 760,6
Actions et titres d'OPC	59,5	504,5	564,0	55,9	514,3	570,2	62,1	611,8	673,9
Titres de créance à long terme	169,5	772,2	941,7	193,3	791,1	984,4	180,7	789,1	969,8
Titres de créance à court terme	85,8	23,1	108,9	84,2	28,9	113,1	85,0	32,0	117,0
Émetteurs hors zone euro	289,0	644,2	933,2	344,1	676,8	1 020,9	388,9	759,7	1 148,6
Actions et titres d'OPC	76,9	171,3	248,3	96,5	186,1	282,7	127,4	237,2	364,6
Titres de créance à long terme	169,4	421,3	590,7	186,6	429,7	616,3	181,9	465,1	647,1
Titres de créance à court terme	42,7	51,6	94,3	61,0	61,0	122,0	79,6	57,3	136,9
Tous émetteurs	603,8	1 944,0	2 547,8	677,5	2 011,2	2 688,6	716,7	2 192,6	2 909,3
Actions et titres d'OPC	136,4	675,8	812,2	152,4	700,4	852,9	189,5	849,0	1 038,5
Titres de créance à long terme	338,9	1 193,5	1 532,4	379,8	1 220,8	1 600,7	362,6	1 254,3	1 616,9
Titres de créance à court terme	128,4	74,7	203,1	145,2	89,9	235,1	164,6	89,3	253,9

5.12 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents par secteur émetteur et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	2 985,4	529,9	3 515,4	3 106,6	562,8	3 669,4	3 341,0	603,4	3 944,4
Administrations publiques	1 247,5	51,5	1 298,9	1 339,1	84,2	1 423,4	1 314,2	93,4	1 407,6
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	1 059,7		1 059,7	1 096,7		1 096,7	1 063,7		1 063,7
Autres titres de créance à long terme	90,1	30,3	120,4	112,5	29,3	141,8	125,5	42,9	168,4
Bons du Trésor (BTAN et BTF)	93,2		93,2	110,1		110,1	114,8		114,8
Autres titres de créance à court terme	4,5	21,2	25,7	19,8	55,0	74,7	10,3	50,4	60,7
Institutions financières monétaires	558,0	322,1	880,1	581,7	322,4	904,2	623,0	352,0	975,1
Actions et titres d'OPC	116,3	0,3	116,6	111,6	0,2	111,8	152,5	0,2	152,7
Titres de créance à long terme	404,0	241,7	645,7	432,9	239,2	672,1	432,2	274,0	706,2
Titres de créance à court terme	37,7	80,2	117,8	37,2	83,1	120,3	38,3	77,9	116,2
Autres secteurs	1 179,9	156,4	1 336,3	1 185,8	156,1	1 341,9	1 403,8	158,0	1 561,8
Actions et titres d'OPC	828,6	8,8	837,3	787,2	13,6	800,8	1 006,2	13,1	1 019,4
Titres de créance à long terme	344,4	145,2	489,6	393,6	140,1	533,7	390,8	141,8	532,5
Titres de créance à court terme	7,0	2,4	9,4	5,1	2,4	7,5	6,8	3,1	9,9

5.13 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres (en milliards d'euros)

	2020					2021				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 27)	587,3	1 073,1	130,2	1 790,7	66,6	695,8	1 077,7	140,3	1 913,9	65,8
Union économique et monétaire (à 19)	570,2	984,4	113,1	1 667,7	62,0	673,9	969,8	117,0	1 760,6	60,5
dont : Allemagne	78,8	114,1	12,2	205,0	7,6	80,8	104,2	18,0	202,9	7,0
Autriche	2,2	32,9	0,9	36,0	1,3	2,8	26,9	1,2	30,9	1,1
Belgique	14,4	70,5	7,4	92,4	3,4	18,5	71,6	5,9	95,9	3,3
Espagne	21,3	132,7	20,1	174,1	6,5	22,4	131,5	18,5	172,4	5,9
Finlande	9,0	22,1	2,7	33,8	1,3	10,3	20,7	7,6	38,7	1,3
Grèce	0,2	1,6	0,5	2,3	0,1	0,2	1,4	0,6	2,1	0,1
Irlande	71,9	44,7	8,6	125,2	4,7	82,8	46,1	8,8	137,7	4,7
Italie	29,1	142,1	25,0	196,2	7,3	30,8	129,9	19,4	180,2	6,2
Luxembourg	283,8	117,2	16,2	417,2	15,5	339,2	122,8	18,9	480,9	16,5
Pays-Bas	56,2	183,5	16,9	256,6	9,5	82,2	193,5	15,7	291,4	10,0
Portugal	3,0	16,8	0,7	20,5	0,8	3,5	18,5	0,2	22,2	0,8
Autres pays de l'union européenne	17,2	88,7	17,0	123,0	4,6	22,0	107,9	23,3	153,2	5,3
dont : Pologne	2,2	5,4	0,0	7,6	0,3	2,4	4,7	0,0	7,0	0,2
République tchèque	0,1	1,3	0,0	1,3	0,0	0,1	1,0	0,1	1,2	0,0
Roumanie	0,2	1,5	0,0	1,7	0,1	0,0	1,2	0,0	1,2	0,0
Suède	7,5	23,5	15,0	46,1	1,7	10,7	20,6	14,7	46,0	1,6
Reste du monde	265,5	527,5	104,9	898,0	33,4	342,6	539,2	113,6	995,4	34,2
dont : Bermudes	1,0	0,5	0,0	1,5	0,1	1,4	0,6	0,0	2,1	0,1
Brésil	3,9	1,8	0,0	5,7	0,2	2,7	2,3	0,0	5,0	0,2
Chine	9,0	2,7	0,5	12,2	0,5	12,1	4,1	0,0	16,3	0,6
Corée du Sud	5,8	6,4	0,0	12,2	0,5	5,0	6,6	0,0	11,6	0,4
États-Unis	104,8	240,3	4,8	349,9	13,0	156,6	246,1	5,2	407,9	14,0
Îles Caimans	13,6	4,6	0,3	18,5	0,7	11,6	4,5	0,2	16,3	0,6
Inde	11,0	0,4	0,0	11,4	0,4	13,2	0,4	0,0	13,6	0,5
Japon	13,5	17,2	58,6	89,3	3,3	18,1	30,7	54,9	103,7	3,6
Jersey	2,5	5,6	0,1	8,3	0,3	3,3	5,7	0,2	9,1	0,3
Royaume-Uni	50,4	124,0	35,0	209,4	7,8	57,2	115,3	46,3	218,9	7,5
Russie	0,8	0,4	0,0	1,1	0,0	2,8	0,7	0,0	3,6	0,1
Suisse	23,1	7,3	0,7	31,2	1,2	30,4	10,2	2,3	42,9	1,5
Turquie	0,4	1,0	0,0	1,5	0,1	0,3	1,0	0,0	1,3	0,0
Total	852,9	1 600,7	235,1	2 688,6	100,0	1 038,5	1 616,9	253,9	2 909,3	100,0

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 513,3	101,2	1 614,5	1 571,3	96,4	1 667,7	1 654,9	105,7	1 760,6
Actions et titres d'OPC	511,4	52,5	564,0	518,3	51,9	570,2	611,3	62,5	673,9
Actions	240,4	4,2	244,7	238,2	4,1	242,2	282,9	5,5	288,3
Titres d'OPC	271,0	48,3	319,3	280,1	47,9	328,0	328,4	57,1	385,5
Titres de créance à long terme	898,9	42,8	941,7	945,3	39,1	984,4	928,3	41,5	969,8
Titres de créance à court terme	103,0	5,9	108,9	107,8	5,4	113,1	115,3	1,7	117,0
Bons du Trésor à moins d'un an	22,4	0,1	22,5	37,2	0,0	37,2	32,2		32,2
Autres titres de créance à court terme	80,6	5,8	86,4	70,6	5,3	75,9	83,1	1,7	84,7
Émetteurs hors zone euro	468,4	464,8	933,2	493,8	527,1	1 020,9	534,3	614,4	1 148,6
Actions et titres d'OPC	10,7	237,6	248,3	9,7	273,0	282,7	12,2	352,4	364,6
Actions	5,0	221,4	226,4	4,1	254,8	258,8	6,4	327,9	334,3
Titres d'OPC	5,7	16,2	21,9	5,6	18,2	23,9	5,8	24,5	30,3
Titres de créance à long terme	420,7	170,0	590,7	426,9	189,3	616,3	446,8	200,3	647,1
Titres de créance à court terme	37,0	57,3	94,3	57,2	64,8	122,0	75,2	61,7	136,9
Bons du Trésor à moins d'un an	0,1	51,0	51,1	0,0	60,4	60,4	6,0	56,6	62,6
Autres titres de créance à court terme	36,9	6,3	43,1	57,2	4,4	61,6	69,2	5,1	74,3

5.15 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	1 136,3	1 330,0	- 193,7	1 171,5	1 411,3	- 239,8	1 204,9	1 515,9	- 311,0
Vis-à-vis de la zone euro	614,8	624,5	- 9,6	617,4	643,9	- 26,4	678,5	702,5	- 24,1
Vis-à-vis des pays hors zone euro	521,4	705,6	- 184,1	554,1	767,5	- 213,4	526,4	813,4	- 287,0
Devises	783,5	760,3	23,2	806,2	780,5	25,6	867,1	838,7	28,4
Vis-à-vis de la zone euro	74,7	153,5	- 78,8	66,9	157,5	- 90,6	76,8	166,0	- 89,3
Vis-à-vis des pays hors zone euro	708,8	606,8	102,1	739,3	623,0	116,2	790,3	672,7	117,6
Total	1 919,8	2 090,3	- 170,5	1 977,7	2 191,9	- 214,2	2 072,0	2 354,6	- 282,7

5.16 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	1 061,9	1 245,1	- 183,2	1 100,3	1 236,7	- 136,4	1 099,5	1 309,7	- 210,2
Euros	656,9	836,4	- 179,5	701,7	859,3	- 157,5	686,5	920,6	- 234,1
Devises	405,0	408,7	- 3,7	398,6	377,5	21,1	413,0	389,1	23,9
Clientèle financière et non financière	857,9	845,3	12,7	877,1	955,2	- 78,2	972,5	1 044,9	- 72,5
Euros	479,4	493,7	- 14,3	469,6	551,8	- 82,2	518,4	595,3	- 76,9
Devises	378,6	351,6	27,0	407,5	403,4	4,1	454,1	449,6	4,5
Total	1 919,8	2 090,3	- 170,5	1 977,7	2 191,9	- 214,2	2 072,0	2 354,6	- 282,7

5.17 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2019			2020			2021		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 27)	718,8	826,4	- 107,6	713,0	843,3	- 130,3	794,3	913,6	- 119,3
Union économique et monétaire (à 19)	689,6	778,0	- 88,5	684,3	801,4	- 117,0	755,2	868,6	- 113,3
dont : Allemagne	116,8	186,9	- 70,0	121,5	220,5	- 99,0	148,8	239,1	- 90,3
Belgique	60,7	67,2	- 6,5	56,7	49,4	7,3	64,0	49,4	14,6
Espagne	82,1	56,6	25,5	76,6	53,1	23,5	76,7	58,0	18,7
Irlande	33,1	35,3	- 2,2	32,2	50,3	- 18,1	46,8	63,7	- 17,0
Italie	212,7	117,8	94,9	186,9	96,1	90,8	202,6	105,7	97,0
Luxembourg	87,0	202,5	- 115,5	93,6	204,2	- 110,6	92,5	208,8	- 116,3
Pays-Bas	74,4	86,7	- 12,3	94,2	100,2	- 6,1	101,6	114,1	- 12,6
Autres pays de l'Union européenne	29,3	48,4	- 19,1	28,6	41,9	- 13,3	39,1	45,1	- 6,0
dont : Pologne	6,3	3,1	3,2	6,7	2,0	4,7	8,0	3,5	4,5
République tchèque	4,9	0,9	4,0	4,4	1,0	3,4	10,1	2,2	7,8
Roumanie	1,5	0,4	1,1	1,2	1,1	0,2	1,6	0,7	0,9
Suède	2,4	4,3	- 1,8	2,3	7,3	- 4,9	4,4	9,2	- 4,8
Reste du monde	1 201,0	1 263,9	- 62,9	1 264,7	1 348,5	- 83,8	1 277,7	1 441,0	- 163,3
dont : Brésil	9,9	4,1	5,8	7,7	1,0	6,7	8,2	0,6	7,6
Chine	12,7	10,2	2,4	16,4	27,0	- 10,6	14,5	50,3	- 35,8
États-Unis	209,0	297,7	- 88,7	216,1	329,3	- 113,2	288,9	332,9	- 44,1
Inde	2,5	1,9	0,6	2,6	1,7	1,0	2,8	2,9	- 0,1
Japon	164,5	37,7	126,8	226,3	36,0	190,3	193,9	33,8	160,1
Royaume-Uni	440,5	592,3	- 151,7	441,1	635,3	- 194,1	389,7	649,1	- 259,4
Russie	5,4	24,1	- 18,7	5,0	18,7	- 13,8	5,2	18,5	- 13,2
Suisse	56,4	55,2	1,1	63,2	55,8	7,4	75,5	75,4	0,1
Turquie	8,3	1,2	7,1	7,6	1,1	6,5	6,9	0,8	6,0
Centres extraterritoriaux	169,7	129,9	39,7	147,5	139,7	7,8	149,7	166,8	- 17,1
Total	1 919,8	2 090,3	- 170,5	1 977,7	2 191,9	- 214,2	2 072,0	2 354,6	- 282,7

Note : Cf. annexe 2 « Définition des zones géographiques » du présent rapport.

5.18 Répartition par instrument des prêts-emprunts des IFM résidentes (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Créances	1 919,8	1 977,7	2 072,0	1 230,3	1 293,4	1 316,7
Dépôts	964,1	998,4	1 015,9	565,8	599,7	593,5
Prêts	769,9	768,5	863,4	543,6	561,2	603,4
Autres comptes à recevoir/à payer	185,8	210,7	192,7	120,9	132,5	119,8
Engagements	2 090,3	2 191,9	2 354,6	1 312,3	1 390,5	1 486,1
Dépôts	1 961,1	2 040,0	2 204,4	1 255,1	1 326,8	1 419,8
Emprunts	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir/à payer	129,2	151,6	150,3	57,2	63,7	66,2
Position nette	- 170,5	- 214,2	- 282,7	- 82,1	- 97,1	- 169,3
Dépôts	- 997,0	- 1 041,6	- 1 188,5	- 689,3	- 727,1	- 826,4
Prêts-emprunts	769,9	768,2	863,4	543,6	561,1	603,4
Autres comptes à recevoir/à payer	56,6	59,2	42,4	63,7	68,8	53,6

5.19 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire) (en milliards d'euros)

	Encours de fin d'année			Variation
	2019	2020	2021	2021
Créances	484,3	575,9	619,3	43,4
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	147,5	179,4	202,9	23,5
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	92,4	111,4	107,3	- 4,1
Euros	92,4	111,3	107,1	- 4,2
Devises	0,0	0,1	0,2	0,1
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	55,1	68,0	95,6	27,6
Euros	2,5	8,8	37,4	28,6
Devises	52,6	59,2	58,2	- 1,1
Créances sur l'Eurosystème (TARGET2)	28,5	58,3	25,8	- 32,4
Autres créances	48,8	53,4	68,9	15,5
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	0,4	0,4	4,7	4,3
Euros	0,4	0,4	4,6	4,2
Devises	0,0	0,0	0,2	0,2
Autres créances vis-à-vis de non-résidents de la zone euro	39,0	43,2	54,2	11,0
Euros	0,1	0,1	0,2	0,1
Devises	38,9	43,1	54,0	10,9
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,2	1,6	1,8	0,2
Billets	91,4	101,8	105,8	4,0
Avoirs de réserve	168,2	183,0	215,9	32,9
Engagements	294,2	330,4	385,1	54,7
Engagements envers le SEBC (TARGET2)	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	12,5	11,9	36,4	24,5
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	145,8	170,9	194,9	24,0
Euros	53,1	50,8	76,4	25,6
Devises	92,7	120,1	118,5	- 1,6
Billets	135,8	147,5	153,7	6,3
Position nette	190,2	245,5	234,2	- 11,3
<i>dont : position extérieure hors avoirs de réserve</i>	<i>22,0</i>	<i>62,5</i>	<i>18,3</i>	<i>- 44,2</i>

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirage spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

5.20 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2019	2020	2021
Créances	105,1	105,6	118,8
Euros	82,0	82,4	93,8
Devises	23,1	23,3	25,0
<i>dont participation au capital des organismes internationaux</i>	<i>46,3</i>	<i>46,8</i>	<i>48,6</i>
Créances à long terme	104,5	105,3	118,4
Créances à court terme	0,6	0,4	0,4
Engagements	71,9	71,8	70,9
Euros	71,9	71,8	70,9
Devises	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	53,2	54,4	56,4
Engagements à court terme	18,7	17,4	14,5
Position nette	33,2	33,8	47,8
Euros	10,1	10,6	22,8
Devises	23,1	23,3	25,0

5.21 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2019			2020			2021		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	145,7	46,4	192,1	210,9	63,2	274,1	326,8	67,1	394,0
Secteur financier ^{a)}	34,1	20,5	54,5	32,7	30,7	63,4	56,3	38,5	94,7
Secteur non financier ^{b)}	111,6	26,0	137,6	178,2	32,5	210,7	270,6	28,7	299,2
Engagements	119,5	31,0	150,5	163,7	37,1	200,8	189,9	53,4	243,2
Secteur financier ^{a)}	36,1	16,5	52,6	68,0	22,0	90,0	92,2	40,1	132,2
Secteur non financier ^{b)}	83,5	14,5	98,0	95,7	15,0	110,7	97,7	13,3	111,0
Position nette	26,2	15,4	41,6	47,2	26,1	73,3	137,0	13,8	150,7

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.



www.banque-france.fr

